



MERCREDI 12 MAI 2021

LA CONNAISSANCE ; il faut dire beaucoup de mensonges avant de dire enfin la vérité.

- ▶ Pénurie de minéraux d'énergie propre : Qui aurait cru que cela pouvait arriver ? (Kurt Cobb) p.1
- ▶ #197. "La vie après l'idéologie" ? (Tim Morgan) p.3
- ▶ Retour à l'anormal ? (Harvey Mead) p.7
- ▶ Nos risques avec l'énergie (Harvey Mead) p.12
- ▶ Climat, pouvoir public et populisme (Gaétan Lafrance) p.15
- ▶ Il n'y aura pas de relance verte (Yves-Marie Abraham) p.16
- ▶ Heinberg sur ce qu'il faut faire à la maison (Alice Friedemann) p.19
- ▶ Si vous voulez vraiment une guerre civile, voici comment faire. (Tom Lewis) p.22
- ▶ Stockage d'énergie à air comprimé (CAES) (Alice Friedemann) p.24
- ▶ Lettre ouverte à l'Organisation mondiale de la santé et aux membres de son Conseil exécutif p.27
- ▶ Terrible avenir tel qu'on se le cache (Biosphere) p.34
- ▶ Limiter les naissances, plutôt choisir sa mort (Biosphere) p.35
- ▶ NIOUZES ÉNERGÉTIQUES 09/05/2021 (Patrick Reymond) p.37
- ▶ A propos de « La face cachée des énergies vertes » (Nicolas Casaux) p.45
- ▶ Les préjugés du journal « La décroissance » (Biosphere) p.47
- ▶ RÉSERVES ? RÉSERVES ? VOUS AVEZ DIT RÉSERVES ? (Patrick Reymond) p.49
- ▶ Le Covid n'est pas une pneumonie. C'est une endothélite et cela peut tout changer (C. Sannat) p.52

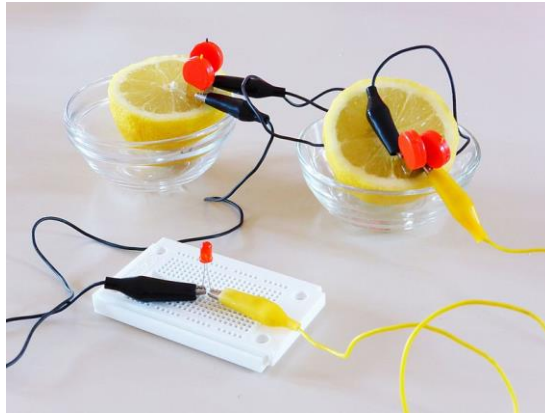
\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ La faillite économique des USA p.57
- ▶ La situation actuelle est encore plus grave que lors de la Grande Dépression des années 1930. p.60
- ▶ « La France notée AA et sous perspective négative ! » (Charles Sannat) p.61
- ▶ Voici comment les bulles éclatent (Charles Hugh Smith) p.65
- ▶ Janet Yellen affole le marché (Brian Maher) p.67
- ▶ États-Unis : le balancier repart à gauche (Bruno Bertez) p.70
- ▶ En 2021, vaccination rimera avec inflation (Étienne Henri) p.72
- ▶ Se soumettre humblement (Jeff Thomas) p.75
- ▶ Investir dans... des baskets ? (Bill Bonner) p.77
- ▶ L'illusion de contrôle des Fédéraux (Emma Walsh) p.80
- ▶ Pourquoi le chômage ne nous sauvera pas de l'inflation (Étienne Henri) p.84
- ▶ Crises, banques et inflation (Bruno Bertez) p.88
- ▶ Le "clou dans le cercueil" pour le dollar américain (Bill Bonner) p.90

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

**Pénurie de minéraux d'énergie propre : Qui aurait cru que cela
pouvait arriver ?**



La course à l'énergie dite verte a engendré une autre course, celle des minéraux nécessaires à la fabrication des dispositifs tels que les panneaux solaires et les batteries qui produisent, stockent et transmettent cette énergie. Une idée économique jusqu'ici largement incontestée - à savoir que nous disposerons toujours de tout ce dont nous avons besoin, au moment où nous en avons besoin et à des prix abordables - est en train d'être mise à l'épreuve.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le monde devra produire six fois plus de ces métaux essentiels qu'aujourd'hui pour atteindre des émissions nettes de carbone nulles d'ici 2050, un objectif largement considéré comme essentiel pour éviter les effets catastrophiques du changement climatique. Selon l'AIE, **les besoins en lithium** - composant clé des batteries au lithium, appréciées pour leur légèreté et leur capacité à se recharger rapidement - **seront multipliés par 70 au cours des 20 prochaines années.**

On peut se demander à quoi ressemblera la trajectoire des prix des minéraux mentionnés par l'AIE dans les années à venir. Les graphiques à long terme sont inquiétants pour le nickel, le lithium, le cobalt et d'autres, car il semble que ce ne soit que le début de la flambée.

Le monde connaît déjà des pénuries de nombreux produits de base et articles manufacturés essentiels (tels que les puces informatiques). Cela est dû, en partie, au manque d'investissements au cours de la dernière décennie, après l'effondrement général des prix des matières premières qui a suivi la grande crise financière de 2008 et une large modération de la croissance économique mondiale. Nous pouvons certainement nous attendre à une augmentation des investissements dans ces métaux critiques. Mais sera-t-il suffisant pour répondre à nos rêves d'un avenir technologique vert ?

Je cite à nouveau un échange que j'ai eu en 2009 avec une personne de l'industrie informatique qui soutenait que, puisque **l'indium** et le **gallium** - deux métaux essentiels à la production d'écrans plats et de panneaux solaires - étaient déjà présents dans des milliards d'appareils grand public, ils devaient être disponibles en abondance. Son argument se résume à ceci : Les personnes qui dirigent l'industrie informatique sont très intelligentes et n'auraient pas mis l'industrie sur une trajectoire de collision avec une pénurie de ressources clés. Par conséquent, la croissance exponentielle continue de la demande pour ces métaux et d'autres ne serait pas un problème.

Mais j'ai imaginé un monde bien différent, un monde dans lequel les fonctionnaires et les dirigeants d'entreprise agissaient de manière irréfléchie en se basant presque uniquement sur les exigences du moment. J'ai écrit à l'époque que le type de déni affiché par ce professionnel de l'informatique était peut-être le plus difficile à percer :

"Si l'on admet que ce type d'incompétence est possible, cela implique que nous pourrions nous heurter à des limites qui n'ont pas été prévues par les planificateurs des entreprises et des gouvernements. Cela signifierait

un réajustement complet de notre vision du monde et une dose concentrée de peur et d'incertitude en plus."

L'alarme tirée par l'AIE la semaine dernière n'est pas la première depuis mon article de 2009. Mais les alarmes sont de plus en plus fréquentes. Pas plus tard qu'en décembre dernier, j'ai écrit sur un rapport de la Commission européenne traitant de la même question. Habituellement, lorsque de hauts responsables gouvernementaux commencent à parler publiquement de pénuries critiques, le monde est déjà bien avancé dans la pénurie. C'est alors que ces problèmes passent de l'arrière-plan - si tant est qu'ils soient sur l'arrière-plan - à l'avant-plan, car ils sont désormais visibles et les responsables sont obligés de les reconnaître.

Reconnaissance n'est pas résolution, cependant. Une partie de la difficulté à résoudre cette pénurie émergente réside dans le fait que l'exploitation minière nécessaire pour la résoudre est indiciblement polluante. Cela renforce ma conviction que la principale source de problèmes est la recherche de solutions à d'autres problèmes. Nous nous sommes enfermés dans de telles boucles parce que nous croyons que la technologie elle-même est synonyme de solutions et non de problèmes, différents et plus nombreux. Pour sortir de cette boucle, il faudrait aller au-delà de la technologie et repenser l'ensemble de notre mode de vie.

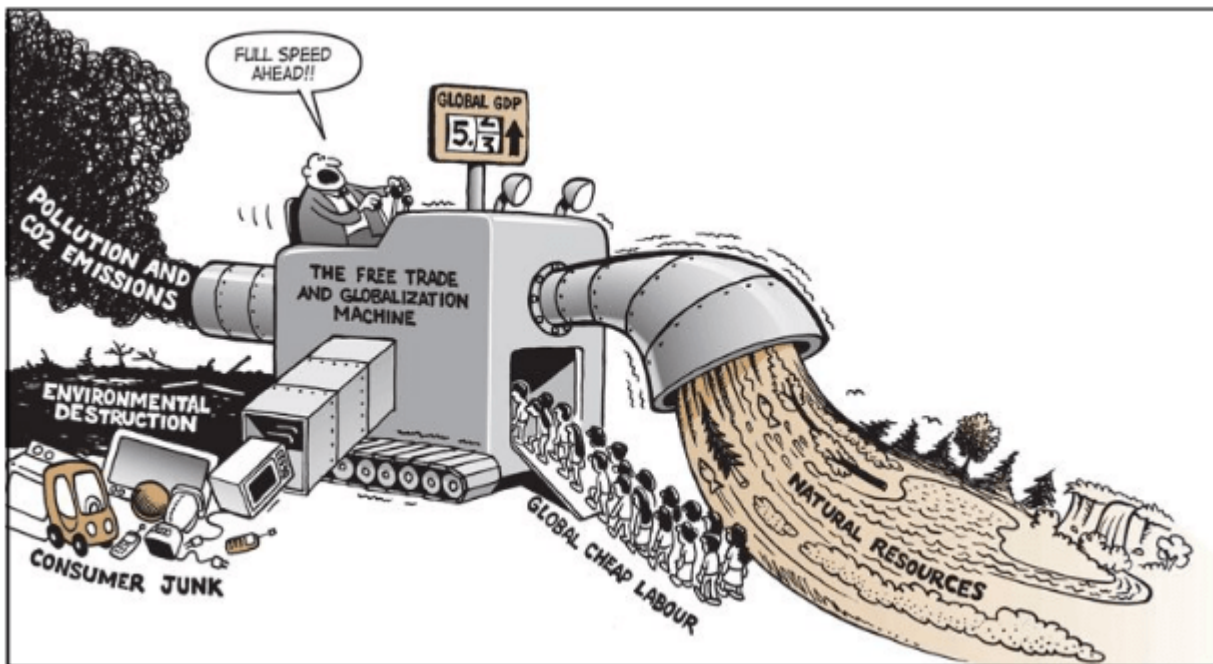
Je ne m'attends pas à ce que la Commission européenne ou l'AIE le fassent. Mais la pénurie naissante de ces minéraux essentiels nous oblige tous, au moins, à envisager la possibilité que la technologie ne préserve pas à elle seule notre précieux climat.

▲ RETOUR ▲

#197. "La vie après l'idéologie" ?

Tim Morgan Publié le 5 mai 2021

L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA DÉCROISSANCE



Deux grands ensembles d'idées ont façonné la pratique et la philosophie de l'économie politique pendant une grande partie de l'ère industrielle. L'un d'entre eux est la pensée collectiviste, qui plaide pour une propriété étatique ou communautaire des "moyens de production". L'autre est la philosophie du marché qui prône la primauté de la propriété privée.

Il s'agit de catégories très générales, utiles parce qu'elles correspondent à une dualité de la psyché humaine - une dualité comprenant le désir d'effort collectif et l'ambition d'amélioration personnelle. Sous leurs innombrables formes, ces polarités ont fait l'objet de débats depuis le début de l'industrialisation dans les années 1760. Elles ont souvent été étiquetées **"gauche"** et **"droite"**, mais ces étiquettes sont si vagues, et leurs applications ont été si variées, qu'elles ne peuvent servir de termes utiles dans le contexte actuel.

Ce contexte est celui d'une **décroissance économique involontaire**, causée par une détérioration de la dynamique qui a alimenté l'activité économique pendant plus de 200 ans.

L'ère industrielle a commencé lorsque les premiers moteurs thermiques efficaces nous ont permis d'accéder à de vastes réserves d'énergie contenues dans le charbon, le pétrole et le gaz naturel. Cela a déclenché des expansions parallèles, de nature exponentielle, de la population humaine et des moyens économiques qui la font vivre.

On ne saurait trop insister sur le fait que ***l'économie est un système énergétique, et non un système financier.*** Tout ce qui a une utilité économique est un produit de l'énergie. Les divers systèmes monétaires utilisés au fil du temps ont principalement servi de moyens d'échange pour les biens et services rendus disponibles par l'utilisation de l'énergie.

L'énergie elle-même n'a jamais été un "repas gratuit". Chaque fois que nous avons accès à l'énergie pour notre usage, une partie de cette énergie est toujours consommée dans le processus d'accès. Cette composante "consommée lors de l'accès" est connue ici sous le nom de coût énergétique de l'énergie, ou ECoE. Les ECoE n'ont cessé d'augmenter et ont déjà dépassé les seuils à partir desquels les économies occidentales avancées commencent à s'appauvrir et les pays émergents moins complexes commencent à connaître le même sort.

Une grande partie de l'incertitude et de la contestation actuelles peut être attribuée à ce processus lui-même, et à notre incapacité, ou notre refus, de reconnaître cette réalité.

Le début de la "décroissance"

Une fois ces points compris, l'interprétation à long terme de l'économie se résume à une série d'équations, relativement simples dans leur principe, mais complexes dans leur application.

La prospérité est fonction de la façon dont nous convertissons l'énergie excédentaire (nette de la DCEE) en valeur économique. Les variables quantitatives sont la quantité d'énergie disponible, la proportion de cette énergie "perdue" pour l'économie sous forme d'ECoE, l'efficacité avec laquelle l'énergie excédentaire est convertie en valeur économique et le nombre de personnes entre lesquelles la prospérité globale est partagée. Cette interprétation de l'énergie indique que la prospérité économique ne peut être infinie sur une planète dont les ressources sont limitées. **La dégradation de l'environnement et de l'écologie introduit un nouveau "sophisme de l'infini", révélant qu'il existe des limites à la capacité de l'écosphère à tolérer notre utilisation de l'énergie, surtout lorsque la majeure partie de cette énergie provient de combustibles fossiles.**

Les problèmes de ce système n'ont été portés à notre attention qu'à une époque relativement récente. Au fur et à mesure que les ECoE ont augmenté, nous avons commencé à rencontrer (mais pas à reconnaître) les limites de la croissance économique matérielle fondée sur l'utilisation de combustibles fossiles. Dans le même temps, le public reconnaît de plus en plus les conséquences environnementales et écologiques néfastes de l'exploitation de l'énergie fossile.

En fait, ni les réserves ni l'environnement ne peuvent supporter une croissance économique supplémentaire fondée sur l'utilisation de combustibles fossiles. En effet, **même le maintien de la prospérité actuelle basée sur les fossiles est devenu impossible.**

Nous sommes donc confrontés à deux évolutions possibles. La première consiste à trouver des formes d'énergie alternatives qui nous libèrent des contraintes liées aux ressources et à l'environnement. La seconde consiste à accepter la fin et l'inversion de la croissance antérieure de la prospérité matérielle. Les meilleures données disponibles indiquent une issue qui ne se situe à aucun de ces extrêmes. Nous pouvons, et même devons, développer des sources d'énergie alternatives, notamment l'énergie éolienne et solaire. Mais nous ne pouvons pas supposer un remplacement "équivalent" de la valeur économique dérivée des combustibles fossiles, et nous devons donc planifier en partant du principe que la prospérité matérielle globale diminuera.

Dissonance cognitive et luxe idéologique

L'échec progressif du "*moteur de croissance*" établi provoque des perturbations systémiques, cognitives, psychologiques et politiques.

Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour nier la réalité de la décroissance involontaire. Les moyens de ce déni ont consisté à recourir à des astuces financières, à faire des déclarations exagérées sur le potentiel des énergies renouvelables et de la technologie en général, et même à affirmer que nous pouvons trouver des moyens d'échapper aux contraintes environnementales.

Les limites jusqu'où nous avons été prêts à aller pour nier la réalité physique de l'économie chancelante ont été assez remarquables.

Les théories du complot ont fleuri dans un contexte d'ignorance (de la réalité énergétique), de suspicion et de méfiance.

Malgré le climat de déni, le front de tempête de la décroissance a déjà plongé les systèmes dans le chaos. L'"économie de marché" a été abandonnée, sauf de nom, pour être transformée en ce que l'on pourrait décrire au mieux (et de la manière la plus neutre) comme une économie "à inventer au fur et à mesure". Nous avons adopté la fiction selon laquelle la création de toujours plus d'argent peut éloigner le loup de la décroissance de la porte. Le fait que nous ayons passé des siècles à nous féliciter d'un "savoir" économique fallacieux n'aide pas. La base conventionnelle de l'interprétation économique - qui se concentre sur l'argent, place l'énergie dans un rôle auxiliaire et insiste sur le potentiel de croissance à perpétuité - est en train d'être invalidée.

Nous avons un sentiment profondément ancré d'appropriation de la croissance, qui équivaut à un sentiment de droit à un niveau actuel de prospérité matérielle qui, selon nous, ne peut qu'augmenter avec le temps. Si ce n'est pas le cas, "quelqu'un d'autre" doit être en faute. L'économie politique s'est longtemps concentrée sur la distribution de la prospérité économique en partant du principe que cette prospérité doit elle-même augmenter à perpétuité. Notre système financier est entièrement fondé sur la "croissance" à perpétuité.

La plupart d'entre nous ne peuvent même pas imaginer un système dans lequel les politiciens, les faiseurs d'opinion, les chefs d'entreprise et les financiers cessent de parler de "croissance" et commencent à parler de contraction. Il y a toujours eu des personnes qui ont prôné la "**décroissance**", mais elles ont eu tendance à la promouvoir comme un choix bénéfique, et non comme **une fatalité involontaire**.

Une définition de la "**décroissance**" pourrait mettre l'accent sur la perte du luxe. Cela s'applique non seulement à la perte de biens matériels non essentiels, mais aussi aux luxes politiques et idéologiques. La croissance économique nous a permis de nous laisser aller à des extrêmes philosophiques, y compris la défense de la propriété entièrement étatique ou entièrement privée des "moyens de production". Pour avoir une chance de nous adapter à la décroissance involontaire, nous devons laisser l'extrémisme idéologique derrière nous et nous concentrer sur le pragmatisme.

D'un point de vue pragmatique, le modèle collectiviste et le modèle de marché ont tous deux des forces et des

faiblesses. Le pragmatisme décrète maintenant que nous devons combiner les forces des deux modèles et utiliser chacun d'eux pour minimiser les faiblesses de l'autre. Le terme qui décrit le mieux cet équilibre pragmatique est l'"économie mixte", qui optimise une combinaison de prestations publiques et privées. Le collectivisme extrême a échoué entre les années 1960 et 1990, et la version extrême ou "libérale" de l'alternative du marché a maintenant échoué.

D'un point de vue philosophique, l'objectif devrait désormais être de rechercher une combinaison optimale de systèmes et d'idées qui réponde aux besoins fondamentaux de chacun, tout en maximisant les possibilités d'action individuelle. L'un de nos plus grands atouts est notre capacité à résoudre les problèmes par la réflexion, ce qui nous permet de produire de nouvelles idées.

L'extrémisme n'est pas souhaité, ni abordable, sur notre chemin vers une société post-croissance.

Pour utiliser un exemple historique plutôt que contemporain, les puritains de l'Angleterre du XVII^e siècle croyaient que les théâtres, les tavernes et les danses country étaient des manifestations du mal. Le drame est que, en plus d'exercer leur droit de ne pas participer eux-mêmes à ces activités, ils ont entrepris de faire respecter ces interdictions à tout le monde. L'autoritarisme puritain était ancré dans la croyance religieuse, mais il y a eu, et il y a toujours, des systèmes de répression équivalents fondés sur une persuasion séculaire plutôt que spirituelle.

L'accord forcé, quelle que soit la façon dont il se manifeste, serait un handicap encore plus grand dans une société post-croissance que dans une société en croissance ou en pré-croissance. La recherche de solutions aux défis entièrement nouveaux de la décroissance exige un échange maximal d'idées, dans le respect des idées différentes des autres.

Une planification pragmatique

Sans entrer dans le débat de longue date sur les principes utilitaires, nous pouvons prendre comme point de départ l'objectif de rechercher "*le plus grand bien du plus grand nombre*". Un objectif valable aujourd'hui serait d'assurer le bien-être de tous alors que l'économie dans son ensemble s'appauvrit.

Dans le passé, l'économie politique s'est concentrée sur la répartition de la prospérité économique en partant du principe que l'agrégat de cette prospérité continuerait à croître. Pour les dirigeants politiques, le "partage de la croissance" a rarement été facile.

Le "*partage des difficultés*" sera beaucoup plus difficile.

Notre première priorité devrait certainement être une combinaison de recherche, d'éducation et de canalisation des attentes. Pour ne citer qu'un exemple, la doctrine de la croissance perpétuelle a créé l'hypothèse selon laquelle nous pouvons nous attaquer à la crise environnementale sans avoir à renoncer à des choses telles que la dépendance à l'égard des voitures et les voyages fréquents à l'étranger. Une fois que nous aurons reconnu la dimension économique et environnementale de l'essoufflement de la dynamique des combustibles fossiles, nous prendrons conscience que la transition sans douleur et sans heurt est un espoir plutôt qu'une réalité assurée. Dans ces conditions, ni les philosophies "collectivistes" ni les philosophies "libérales" ne peuvent répondre à nos besoins. Le collectivisme tend à épouser la soumission à l'État, tandis que l'alternative libérale promeut au moins l'acceptation de la cupidité, et parfois sa validation, voire son encouragement.

Lorsque la prospérité globale devient au mieux "un gain à somme nulle", plusieurs hypothèses profondément ancrées s'effondrent. L'une d'elles est l'idée qu'une personne peut prospérer sans qu'une autre ne souffre. Une autre est que l'État peut gérer la distribution équitable de tout.

Nous ne devons pas non plus être obsédés par "les riches". Traditionnellement, la "gauche" a favorisé l'idée de "prendre aux riches pour donner aux pauvres", tandis que la "droite" a validé l'inégalité comme une récompense pour le talent et l'effort. Historiquement, l'élargissement de l'écart entre les plus riches et "les autres" peut en

réalité être lié à la croissance, tant de la prospérité que de la complexité sociale et économique. À mesure que la prospérité et la complexité diminuent, on peut s'attendre à ce que cet écart se réduise.

À mesure que la prospérité par personne diminue, il est probable que le coût des biens essentiels absorbe une proportion croissante de la prospérité. Ce phénomène sera probablement asymétrique, dans la mesure où certaines personnes continueront à jouir d'une prospérité discrétionnaire substantielle (bien que décroissante), tandis que d'autres auront de plus en plus de mal à se procurer les produits de première nécessité.

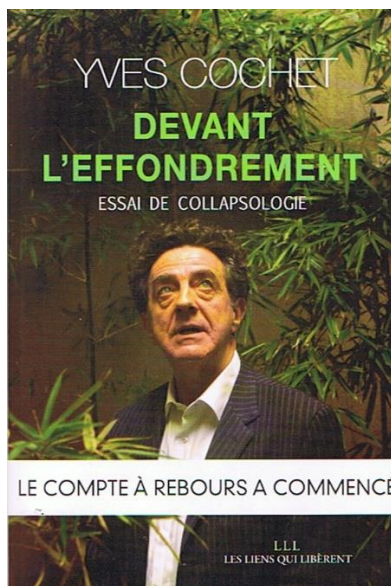
En termes de politique - et au-delà des conditions préalables que sont l'éducation, la recherche et l'abandon des idées fausses sur l'économie et l'environnement - l'un des premiers objectifs doit certainement être de faire en sorte que les produits de première nécessité soient disponibles et abordables pour tous. Les priorités des dirigeants en puissance doivent être (a) d'apprendre la réalité économique et environnementale et (b) de planifier pour préserver et promouvoir le bien-être économique et la cohésion sociale dans une société post-croissance.

▲ **RETOUR** ▲

.Retour à l'anormal ?

Publié par [Harvey Mead](#) le 27 Avril 2021

Cela fait un an que j'ai alimenté le blogue pour la dernière fois. En bonne partie, mon absence était due à la maladie, mais une partie de cette absence tenait de mes difficultés à voir clair dans ce qui se passait et, surtout, à ce qui allait se passer. Ces difficultés sont reflétées dans cette première (longue) intervention de ma part depuis un an, où je fais part de mon sens qu'il n'y a pas grand monde qui intervient dans le sens de l'anormal d'Alain Deneault (voir plus bas). Je n'ai pas suivi tout ce qui se passait, tout ce qui s'écrivait, et j'offre les réflexions ici, en partie, comme invitation aux lecteurs de compléter ma courte bibliographie et la réflexion elle-même. J'ai l'impression que ce sont les Français, dont Pablo Servigne, avec son Comment Tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie de 2015, et Yves Cochet, avec Devant l'effondrement : Essai de collapsologie, de 2019 qui cherchent à pousser sur le sens de l'anormal, connu depuis le livre de Servigne, non autant comme la décroissance, mais comme [la collapsologie](#). [Je me dirigeais en ce sens](#) lors de mon départ du bureau du Vérificateur général au début de 2009, mais cela a nécessité les Français pour m'aider à avancer dans la réflexion.



Depuis deux ans, et mis en exergue par la pandémie dans mes propres réflexions, deux de mes sources préférées (et cela depuis des décennies) ont signalé une source d'alarme par la publication d'un nouveau livre. [Jared Diamond](#) a publié en 2019 *Upheaval : How Nations Cope with Crisis and Change*, une sorte de suite à *Collapse : How Societies Choose to Fail or Succeed* (2005) avec un titre évoquant la thématique de l'effondrement de l'original de 2005. La table avait été mise en 1997 avec *Guns, Germs and Steel : The Fates of Human Societies*. Finalement, le livre n'avance pas la réflexion, et cela est signalé par le court texte de Wikipedia qui en parle.

Moisés Naím du Washington Post déclare : " De la même manière que son précédent ouvrage, beaucoup plus rigoureux, *Guns, Germs, and Steel*, souffrait d'une dépendance excessive à la géographie pour expliquer des événements complexes et multidimensionnels, *Upheaval* souffre d'une dépendance excessive à la psychologie. Mais d'une certaine manière, cela n'a pas d'importance. Bien que l'analyse trébuche, les vertus de la narration de Diamond transparaissent. Ignorez ses tentatives d'imposer l'approche thérapeutique des 12 étapes à l'histoire. Ignorez également ses réflexions correctes mais sans surprise sur les menaces dangereuses qui pèsent sur l'humanité (armes nucléaires, changement climatique, épuisement des ressources et inégalité). Laissez plutôt cet observateur expérimenté, doté d'un sens aigu des petits détails qui révèlent des vérités plus grandes, vous emmener dans une expédition autour du monde et vous faire vivre des moments charnières fascinants dans sept pays. *Upheaval* fonctionne bien mieux comme un carnet de voyage que comme une contribution à notre compréhension des crises nationales. "

Colin Kidd du Guardian écrit : " Les méthodes de Diamond - établir des parallèles directs entre les traumatismes personnels et nationaux, et entre la psychologie des individus et le caractère des nations - ne sont pas celles pratiquées par les historiens, qui ont tendance à mettre l'accent sur la particularité des circonstances et la non-répétitivité complexe des événements. Diamond n'en trace pas moins en contrepoint les diverses prédictions qu'il évoque, attentif, sur un mode aussi peu déterministe que possible, aux textures ouvertes de la possibilité historique. Le prophète nous épargne les commandements ciselés, mais nous sommes prévenus. "

Finalement, Diamond se trouvait confronté à écrire un livre sur la société moderne face à l'effondrement ou un livre qui abandonnerait cette entreprise et qui poursuivrait la réflexion de 2005. Il a choisi la deuxième option, et le lecteur se trouve figé dans le temps de la réflexion.

[Thomas Homer-Dixon](#) a contribué d'importantes, et très différentes, analyses de cet ensemble de phénomènes qui marquent le monde contemporain. Après des interventions mettant en relation la complexité de la situation, il a formulé une vision plutôt globale de la situation dans *The Ingenuity Gap* (2000), suivi en 2006 par [The Upside of Down](#) : *Catastrophe, Creativity and the Renewal of Civilization*, qui fournissait les fondements pour une autre version de l'effondrement qui s'annonçait, teintée par des éléments d'un certain optimisme face à l'avenir, avec la référence au renouveau dans le titre et sa réflexion sur la question dans la dernière section du livre.

Nous attendions donc depuis 15 ans la façon dont il allait aborder les défis ainsi esquissés et qui, en dépit de l'optimisme affiché, laissaient planer des perspectives de catastrophe. Il vient de publier en 2020, en pleine pandémie, *Commanding Hope : The Power We Have to Renew a World in Peril*. Le livre présente une sorte d'idéologie de l'espoir, dans de nombreuses ramifications, sans proposer des suites aux analyses rendant l'effondrement probable. Comme avec Diamond, le lecteur se trouve figé dans le temps de la réflexion.

Une pause, préparation pour un retour à l'anormalité ?

On peut apercevoir des éléments du défi dans l'effort d'Yves Cochet dans son livre alors qu'il cherche à esquisser les grandes lignes des nouvelles sociétés qui pourraient sortir de l'effondrement. Cochet fournit au

moins des pistes pour la réflexion qui semble s'imposer, et que j'essayais de commencer à aborder dans mon livre de 2017 *Trop Tard : La fin d'un monde et le début d'un nouveau*. La dernière année m'a fourni l'occasion de voir si j'étais capable de démêler ce qui se passe, ce qui se profile, ce qui pourrait nous arriver.

On peut comparer cet effort de Cochet avec des interventions pendant l'année de trois autres de mes sources préférées, Éric Pineault, **Yves-Marie Abraham** et Alain Deneault. Pour m'y préparer, c'était déjà une expérience inhabituelle que de survoler plusieurs documents couvrant les dernières années, cela dans un cadre où rien ne semble se passer en termes de développements dans la réflexion sur ces efforts.

Éric Pineault nous offre quelques précisions face à [un article](#) de Nicolas Marceau, un de nos économistes démontrant le déni généralisé de ces professionnels, et y aborde la grande vision globale d'Abraham ciblant justement une approche qui vise à «produire moins, partager plus, décider ensemble». Il nous réfère à des travaux qui continuent, au sein du Front commun pour la transition énergétique, avec sa [Feuille de route pour la transition du Québec](#) vers la **carbonéutralité**, cela dans une perspective où nous serions en mesure de gérer la «transition»; en même temps, nous apprenons sans surprise que le secteur de l'économie qui semble parmi les mieux en train de se redresser, en contradiction avec les objectifs de la Feuille de route, est celui de l'automobile et cela avec une proportion de 70% de VUS dominant les achats...

Deneault souligne bien le défi, un retour à l'*anormal*, dans [un texte de novembre 2020](#) qui n'aborde quand même pas les pistes non pas de solution mais de préparation – ce sera pour d'autres travaux – alors que nous sommes devant une couverture médiatique omniprésente sur la pandémie, et sur la nécessité d'en sortir avec une économie remise en marche, couverture qui ne porte que sur un retour à la normale. C'est la situation aux **États-Unis** avec les programmes massifs de l'administration Biden. Ceux-ci sont fascinants dans l'abstrait mais risquent fort de ne pas se matérialiser mais nous pousser plutôt vers une dégradation de la situation globale d'avant la pandémie. Celle-ci était marquée par des crises partout, et **l'énorme demande pour du pétrole qui sera en cause nous ramènera au scénario de l'effondrement associé au déclin du pétrole conventionnel.**

Yves-Marie Abraham avait déjà entamé la démarche cherchant à esquisser la nouvelle société qui nous attend – que nous voudrions – dans *Guérir du mal de l'infini* (2019), et dans [un article qui y revient dans *Polemos-décroissance*](#); l'article est une autre réplique à l'article de Marceau, mais ce nouveau site représente une intervention dans le sens que je recherche, en suivi au forum organisé par les responsables à la fin de 2019 avec pour programme *Effondrement: Fin d'un monde, construire un nouveau?* [\[1\]](#). Abraham reste dans les grandes lignes de sa pensée et n'aborde pas ce qui se passe en fonction de nos apprentissages venant, par exemple, de la pandémie.

Bref, sans faire un survol de l'ensemble des interventions parues pendant la pandémie, je ne vois pas beaucoup de travail dans le sens de Cochet et qui cherche à saisir les implications – et possiblement les conséquences – de la pandémie dans le cadre d'analyses qui prévoient un effondrement. Par ailleurs, j'avais écrit pendant l'année en suivant d'autres sources que je considère fiables (Nafeez Ahmed, Thomas Homer-Dixon, Andrew Nikiforuk); à la relecture de ces écrits, je suis surpris de voir jusqu'à quel point ces sources semblent s'être trompées dans leurs efforts pour comprendre ce qui se passait, ce qui allait se passer (virulence de la pandémie en termes de décès, plutôt faible extension dans les pays pauvres, impressionnant développement de vaccins très efficaces – pour les pays riches, ...). De mon côté, une partie de mon silence venait de mon incapacité à comprendre moi-même.

Il reste certaines découvertes.

L'avenir?

Ma dernière intervention sur le blogue portait sur **un échange en mars dernier avec **Philippe Gauthier** lors d'un forum virtuel** organisé par des étudiantes des HEC, où Gauthier se montrait assez optimiste concernant un

[retour à la normale](#), alors que j'étais plutôt d'avis que la pandémie mettait en cause les fondements de mon analyse (dans ses grandes lignes celle de Cochet aussi) quant à [l'effondrement qui nous guette](#), prévoyant une baisse importante de la consommation du pétrole dans les années à venir et un début possible de l'effondrement. Gauthier semble avoir vu plus clair, ce dont on peut juger en regardant [un récent rapport de Rystad](#) qui nous voit, dans le domaine du pétrole, en route vers un retour à la normale d'ici un an ou deux.

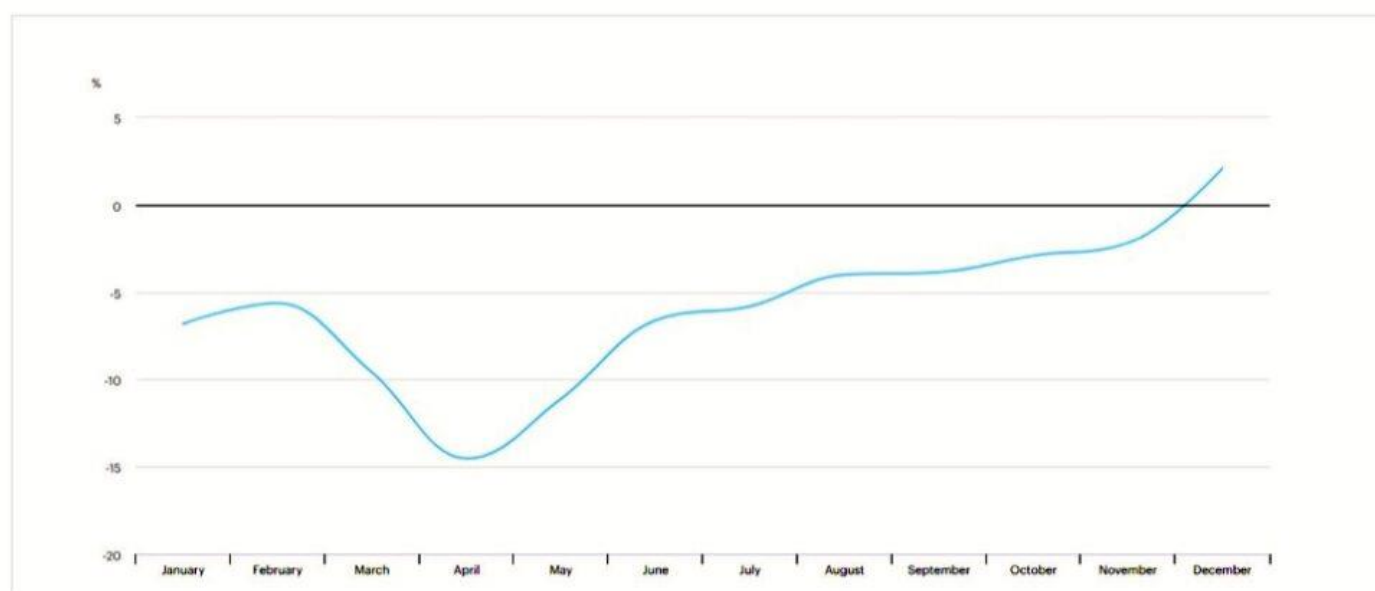
Gauthier nous en fait un portrait [en partant d'un rapport récent de l'AIE](#), incluant les émissions des deux dernières années.

Monthly evolution of global CO2 emissions, 2020 relative to 2019

Last updated 1 Mar 2021

Download chart ↓

Cite Share



Dans une chronique du *Devoir*, Gérard Bérubé fait [un reportage](#) sur une étude d'Oxford Economics et le PNUE montrant que l'ensemble des interventions touchant la relance représente un effort «vert pâle» face à l'urgence d'un virage radical et cela, sans même mentionner que ces interventions inadéquates vont contribuer invraisemblablement à l'effondrement.

La déstabilisation économique actuelle a commencé de façon assez intéressante, avec l'arrêt des croisières (foyers de propagation de la COVID-19) et des vols de touristes vers le sud et le soleil. Il s'agissait d'un impact visible et important sur peut-être 25% de nos populations dans les pays riches. L'abandon des saisons de plusieurs sports professionnels ainsi que le report des Jeux Olympiques est venu plus tard déranger la vie de ces mêmes personnes. Et pendant ce temps, l'obligation de distanciation faisait en sorte qu'une multitude d'activités culturelles, allant du cinéma aux pièces de théâtre et touchant d'autres parties de la population, disparaissaient aussi de la scène. Que ces activités reviennent ou non a peu d'importance vitale pour le commun des mortels, sauf en reconnaissant que nombre de ceux-ci travaillent à bas salaire en soutien des activités en cause et ont perdu leur emploi.

Les pertes d'emploi ont fait leur apparition dans les nouvelles quotidiennes, et rapidement. Il y a plusieurs années, lors de la fermeture du gouvernement américain en raison de désaccords sur le budget, c'était frappant de voir des employés du gouvernement fédéral, sûrement pas payés au salaire minimum, se montrer en

difficultés financières après deux ou trois semaines sans travail. La même chose est arrivé avec la COVID-19, et on pouvait également la voir ici au Canada. Finalement – les chiffres varient – peut-être la moitié de la population semble mener une vie qui lui laisse sans recours après quelques semaines.

À ces gens-ci il faut ajouter les employés des bars et des restaurants et d'un ensemble de petites entreprises qui fermaient rapidement, forcément, avec le confinement. Avec cela, on voyait ce qui est devenu évident avec le passage du temps : les gens bien dans les pays riches dépendent pour leurs services de gens beaucoup moins bien, les travailleurs dans les secteurs de services. On peut y ajouter d'autres en agriculture, entre autres : l'activité agricole, et la chaîne d'approvisionnement en Amérique du Nord, dépendent en bonne partie de travailleurs venant du sud de la frontière. Probablement les plus en évidence dans nos vies étaient les «anges gardiennes» de la santé faisant la manchette depuis le début, et faisant partie des bas salariés.

Les *clients* de ces commerces et de ces activités se trouvent probablement parmi les 25% des mieux nantis de la population aussi; ce sont les *travailleurs* à faible revenu et sans assurance emploi (ni souvent assurance santé aux États-Unis...) de ces commerces qui se voyaient du jour au lendemain dépourvus de ce qu'il leur fallait pour vivre de semaine en semaine. Et, avec le temps, il devenait évident que toute la population se fiait d'une façon ou d'une autre aux soutiens en matière de santé.

C'est ici où on pourra peut-être trouver certaines conséquences long terme de la pandémie, en dépit des énormes efforts des gouvernements pour venir en aide à de nombreuses personnes et entreprises frappées par la pandémie. Les gens bien vont pouvoir reprendre leurs croisières et leurs voyages dans le sud, leurs sorties aux restaurants et dans les bars, avec un coussin d'épargne accumulé pendant le confinement rendant ceci d'autant plus possible. Le portrait reste plus clair maintenant qu'avant la pandémie : les gens bien servis par les gens moins bien, et la disparition partielle de ces activités devenue permanente pour les gens n'ayant pas pu résister à la longue période sans emploi, sans pouvoir servir les gens bien qui ne venaient pas chercher leurs services.

Bref, même s'il y a eu une baisse importante pendant un certain temps de la consommation de pétrole, les activités des gens bien vont reprendre et rien ne suggère que la reprise de cette activité sera affectée par la situation à la sortie de la pandémie. Cela semble nous mettre dans une situation assez proche de celle qui prévalait avant la pandémie, et le questionnement quant à la possibilité de maintenir ce mode de vie, peut-être encore et surtout face à l'approvisionnement en pétrole conventionnel, reste pertinent. C'est peut-être cela que la pandémie nous a montré : les activités sociales et culturelles «de base» semblent dépendre d'une partie de la population qui est très fragile et qui risque de répondre rapidement à tout changement dans la vie ordinaire par une chute vers la pauvreté; une autre partie de la population dépend pour ses distractions/activités de cette autre partie de la population et, quand celles-ci sont perturbées, est capable d'engranger une épargne en attente du retour de la situation normale.

Cette deuxième partie de la population n'a pas été frappée de plein fouet par la pandémie, et se prépare à reprendre ses activités «normales» dans l'après-COVID, comme on s'attend à une reprise de la production et de la consommation de pétrole conventionnel – et non-conventionnel. [Les énormes investissements prévus par l'administration Biden](#) visent à aider la première partie de la population par une aide plutôt directe, mais à stimuler la reprise des activités de la deuxième partie de la population, entre autres avec le programme d'infrastructures, mais plus généralement par un ensemble de mesures qui vont redynamiser l'activité économique, l'activité sociale étant plutôt directement fonction de cela.

Et voilà, le confinement et la pause dans la vie ordinaire de cette partie nous donnent peut-être une idée de la vie après l'effondrement, où cette deuxième partie de la population va être frappée par le déclin plutôt rapide de l'activité manufacturière, quand le pétrole va manquer... **Une partie assez importante de la population étant en mode survie** – et cela indirectement en fonction de soutiens gouvernementaux provenant de fonds eux-mêmes peu sûres -, l'apparente «récession» qui viendrait avec le ralentissement de l'activité économique «normale» mettrait le reste de la population en situation de déclin, tendant aussi vers un mode survie. C'est la situation déjà pour une grande partie de la population humaine, et, dans ce contexte, il n'y aura pas de recours possible à de

plus fortunés pour venir à la rescousse...

NOTE : [1] À cet égard, voir sur ce site [l'intéressant l'article](#) de Philippe Gauthier sur le nécessaire pour la construction d'un vélo, même dans une période *low-tech*.... Par ailleurs, mes remerciements au blogue de Gauthier pour plusieurs portraits de la situation actuelle.

▲ RETOUR ▲

.Nos risques avec l'énergie

Publié par Harvey Mead le 10 Mai 2021

Dans mon livre de 2017 *Trop Tard*, j'ai souligné le rôle de l'économie biophysique pour une meilleure compréhension de la situation planétaire. J'y ai souligné également le déficit dans les projections pour la demande par rapport à la production prévue, selon les données de l'Agence internationale de l'énergie (l'AIÉ) en 2008. Joseph Tainter et **Tadeusz Patzek** en ont examiné les implications dans leur livre de 2011 *Drilling Down : The Gulf Oil Debacle and Our Energy Dilemma*. Un graphique de ce livre, que j'ai reproduit dans le mien, rend presque dramatique celles-ci.

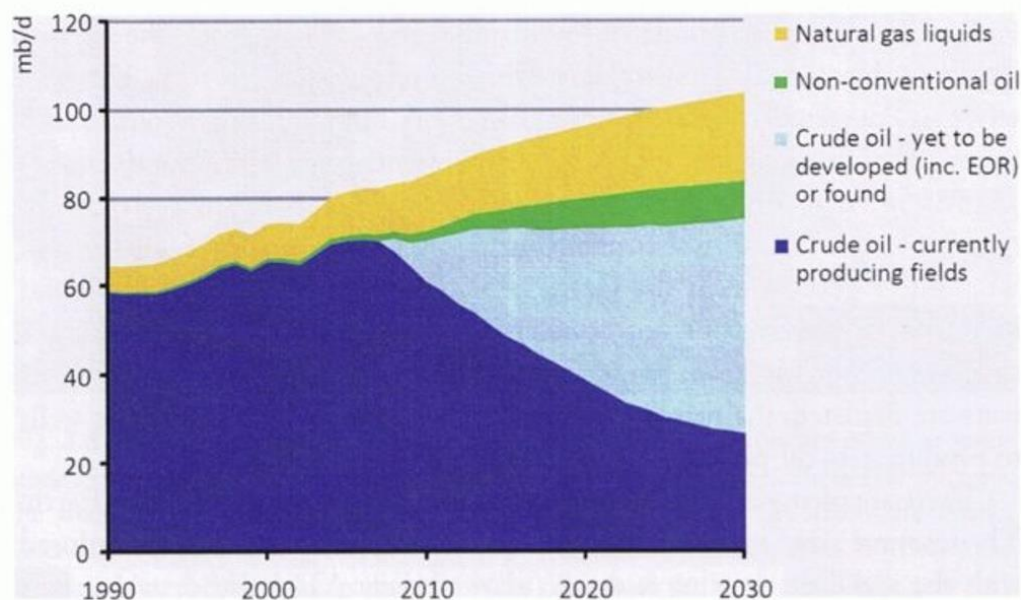


Figure 1

En 2019, **Yves Cochet** a publié le livre que j'ai mis en évidence dans le dernier article, *Devant l'effondrement*. J'étais surpris d'y voir – pour un Européen – sa présentation de l'économie biophysique (presque inconnue en dehors des États-Unis, où **Charles Hall** et Kent Klitgaard en développent ses implications) comme clé pour son analyse aussi. Il y suit dans son chapitre 3 les concepteurs de cette économie en insistant sur l'importance cruciale de l'énergie dans la compréhension de la situation. Les sections se suivent : le *peak oil*; le rôle des rendements énergétiques (les ÉROI) de différentes exploitations; l'impossible découplage de l'économie de ses fondements dans le monde matériel (contrairement aux conceptions de l'économie néoclassique).

En février 2019 [1], **Matthieu Auzanneau**, directeur du [Shift Project](#) de Jean-Marc Jancovici, a fait une présentation, à partir des plus récentes données de l'AIÉ, des perspectives en ce qui concerne l'approvisionnement en pétrole (conventionnel); [la présentation](#) est générale, mais cible en particulier la situation à laquelle se confronte l'Europe. Encore une fois, [la question d'un déclin dans notre approvisionnement en pétrole conventionnel nous met devant le risque d'effondrement](#) qui est le sujet du livre de Cochet. En septembre 2020, une étude du Shift Project présentait une sorte de mise à jour [2].

Énergie ou émissions?

Ces analyses se situent dans un contexte où tous les décideurs de la planète, l'ensemble des scientifiques, portent leur attention sur les changements climatiques, dont l'effort de rendre l'**Accord de Paris** d'une certaine utilité alors que **ses objectifs sont sérieusement déficients**. Il n'y a presque pas de pays ou d'organisations qui ne sont pas dans le processus de préparer la « transition énergétique ». Presque sans exception, l'effort vise à remplacer les systèmes énergétiques actuels par des systèmes fondés sur les énergies renouvelables. Nulle part ou presque on ne voit impliquée une réduction de la consommation totale de l'énergie comme objectif complémentaire. The *Green New Deal*, dont on parle maintenant depuis quelques années, entre dans une telle perspective, et les interventions de la nouvelle administration Biden dans ce domaine semblent adopter la même approche. Une des principales sources des scénarios, et d'un ensemble des informations, semblent venir de [Net-Zero America](#), un rapport de décembre 2020 d'un groupe basé à Princeton.

Dans [son tout récent article](#) sur son blogue, **Gail Tverberg** souligne la taille du défi avec un graphique et procède, dans le détail, à développer le thème de l'article, qui s'intitule [How the World's Energy Problem Has Been Hidden](#).

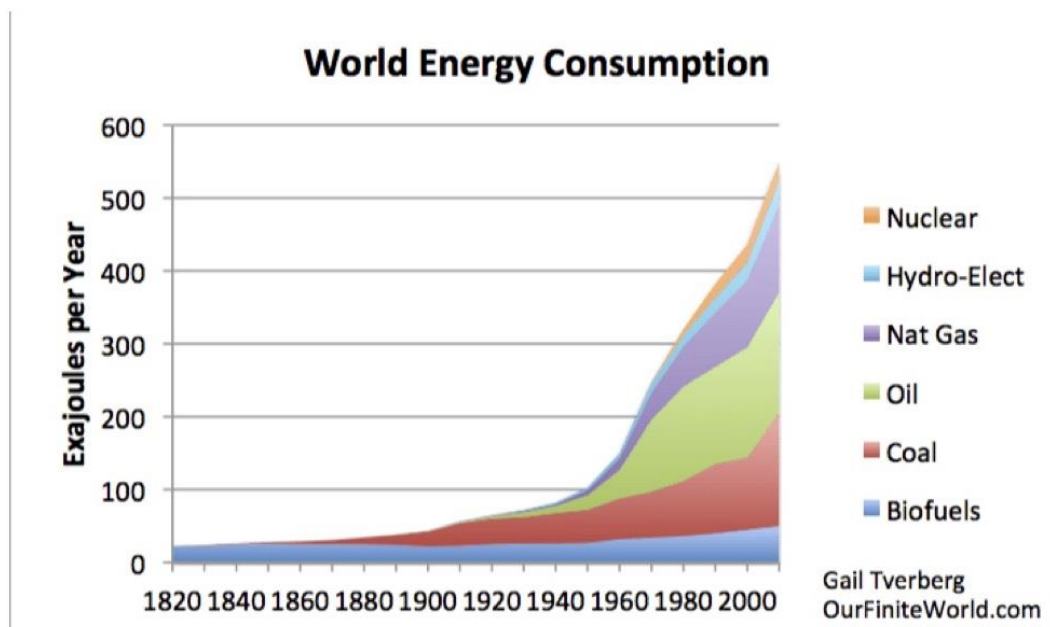


Figure 2

En résumé, son constat est :

Les scientifiques ont modélisé le mauvais problème : un problème énergétique assez lointain qui serait associé à des prix de l'énergie élevés. Le vrai problème est un problème de pénurie d'énergie très proche, associé à des prix de l'énergie relativement bas. Il ne faut pas s'étonner que les solutions trouvées par les scientifiques soient pour la plupart absurdes, compte tenu de la véritable nature du problème auquel nous sommes confrontés.

Elle illustre la situation avec un graphique, qui résume justement le rôle de l'énergie. Elle permet un certain niveau de vie (le bleu) et tout surplus d'énergie génère une amélioration dans ce niveau de vie (le rouge). Le rouge est aujourd'hui disparu et bleu est en déclin. Disons que c'est image de l'effondrement.

World Energy Consumption Growth Population Growth vs. Standard of Living Incr.

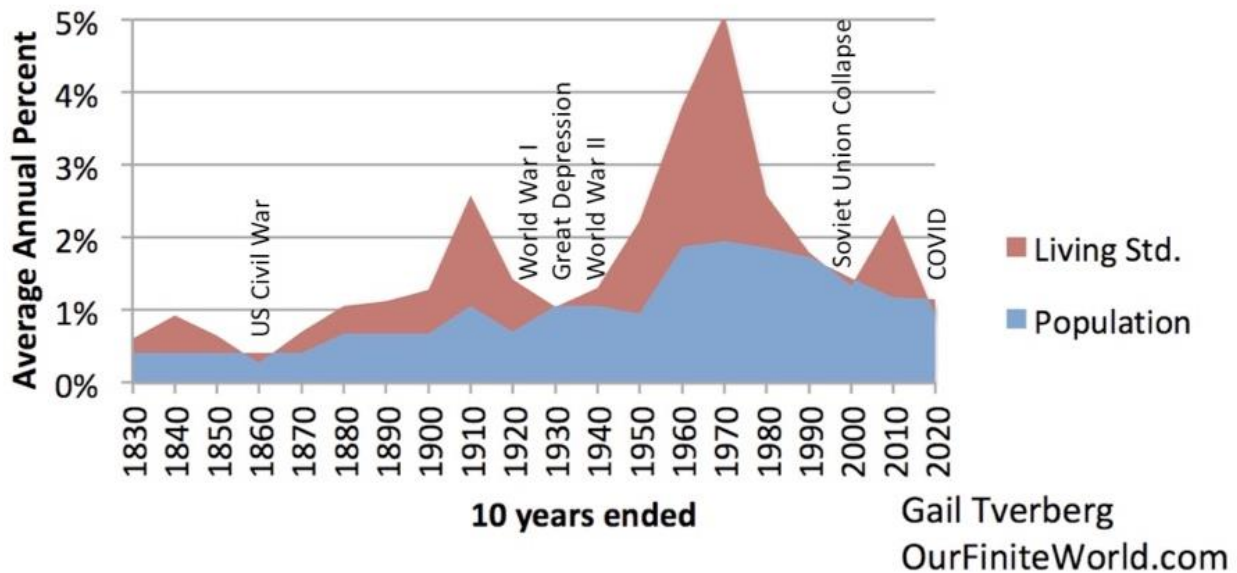


Figure 3

En effet, et pour moi c'est la première fois qu'elle est aussi explicite, Tverberg rejoint avec cet article nous les collapsologues. Le défi énergétique actuel, dit-elle, ressemble à celui qui a abouti à la Première guerre mondiale, à la Grande dépression et à la Deuxième guerre mondiale... Ses sources pour les questions d'énergie sont le *Statistical Review of World Energy 2020* de BP et le [Global Energy Review 2021](#) de l'AIÉ. Elle aborde la question dans le cadre de préoccupations pour des limites auxquelles nous nous approchons, en eau potable, en production alimentaire et, à la source de nombre de ses problèmes avec des limites et l'implication, dans nombre d'eux, d'une énergie qui est en train de manquer, en termes *per capita* et en termes absolus. Elle va jusqu'à suggérer que le rôle dominant du véhicule personnel pourrait bien être en déclin d'ici seulement cinq ans...

Cela fait quand même des années que nous voyons assez clairement que les avancées des énergies renouvelables ne permettent nullement de les voir capable de remplacer, en qualité et en quantité, les énergies fossiles (voir la Figure 2 pour une idée du défi). Tverberg fait des billets sur ce thème depuis longtemps. En fait, cette tendance de fond fait partie de l'adhésion au modèle économique visant la croissance et incapable de penser en d'autres termes, y ajoutant la confiance extrême dans la technologie pour rendre le tout cohérent. Chez nous, dans un récent article du *Devoir*, **Gaétan Lafrance**, expert dans le domaine des énergies pendant une carrière qui a couvert plusieurs décennies, [ouvre le bal](#) en soulignant que «les cibles nord-américaines sont ridicules et imaginaires».

En référence indirecte à [la présentation d'Auzanneau](#) mentionné plus haut, et en reconnaissance des énormes contraintes en termes d'un approvisionnement en énergie dans les prochaines années auxquelles fait face l'Europe, Lafrance note :

« Les cibles de la COP21 proposées par la plupart des pays européens sont crédibles parce qu'en gros ces pays ont respecté leurs engagements passés, dont ceux de Kyoto. Ils y ont cru dès le départ en investissant massivement en R et D, pour le développement de l'éolien par exemple. La réglementation a fortement été utilisée pour forcer les consommateurs à choisir la meilleure technologie et augmenter l'efficacité énergétique dans les bâtiments. La guerre contre le charbon existe depuis longtemps. Récemment, ces pays se sont engagés à interdire le moteur à combustion dans les villes d'ici 2040 au plus tard. L'électrification des transports n'est

pas qu'un slogan, ça a commencé par le train il y a fort longtemps. L'étalement urbain a également été jugulé grâce à des lois puissantes. »

Il conclut en soulignant que «l'exagération ne sert personne. Le combat contre les changements climatiques est une affaire d'État qui concerne un grand nombre d'acteurs. La dépolitisation, la rigueur et l'humilité, comme on a fait preuve en partie avec la pandémie de la COVID-19, seraient certainement des facteurs plus pertinents à considérer.»

Lafrance est parmi les analystes, comme Pineault, qui pensent toujours que la «transition» est possible. Pineau cite quand même **Yves-Marie Abraham**, bien connu pour son rejet de la croissance identifiée comme fondement de tout le système. Abraham, pour sa part, [est intervenu récemment](#) aussi:

« Une « relance verte », cela n'existe pas et cela ne peut exister. Que signifie cette expression ? Elle désigne en l'occurrence un soutien étatique à la croissance économique, c'est-à-dire à la production et à la vente de marchandises sur le territoire canadien, mais orienté de telle sorte que cette croissance n'implique pas en principe de nouvelles dégradations sur le plan écologique. Or, nous savons aujourd'hui que ces deux objectifs sont contradictoires. »

Abraham note la contradiction dans des aperçus des activités prévisibles, dans les économies canadienne et québécoise, en soulignant que «la catastrophe écologique en cours ne fera que reprendre de plus belle. Il n'y aura donc pas de «relance verte» ou «propre». Tant qu'à parler de catastrophe, le plan Biden nous offre une idée plus englobante de ce qui se propose, dans le déni de la situation et de l'obligation d'abandonner la lubie de la croissance. J'y reviendrai.

NOTES :

[1] Dans une communication personnelle, Philippe Gauthier semble remettre en question l'analyse d'Auzanneau en m'informant que «depuis, l'agence s'est ressaisie et parle maintenant d'un «pic de la demande», plutôt que de l'offre. Il faut aussi observer que le pic proposé n'est suivi d'à peu près aucun déclin jusqu'en 2040 au moins...» J'imagine que ce changement d'approche n'a quand même pas comporté un changement dans les données de 2019 mais plutôt dans les interprétations et dans les projections...

[2] Le Shift Project a publié une sorte de mise à jour de ce scénario en septembre 2020. Il s'agit de [The European Union Can Expect to Suffer Oil Depletion by 2030](#). Il précise: De 2019 à 2030, le volume total produit par ceux qui approvisionnent l'UE actuellement va vraisemblablement diminuer jusqu'à presque 8%, selon une analyse qui fournit un niveau de détail qui n'était pas disponible jusqu'ici par aucune étude publique; ce rapport est fondé surtout sur des estimés de la capacité de production de brut globale fournis par une agence de surveillance norvégienne, **Rystad Energy**.

▲ RETOUR ▲

.Il n'y aura pas de relance verte

**Yves-Marie Abraham , Professeur à HEC Montréal et membre du groupe de recherche indépendant
Polémos décroissance *
28 avril 2021**



«Les conclusions d'études scientifiques récentes sont unanimes, remarque l'auteur du texte : quand il y a croissance du PIB, il y a croissance de la quantité de matière et d'énergie consommées, et de déchets produits.»

« **Relance verte** » : telle est l'expression privilégiée ces derniers jours par les commentateurs du budget fédéral 2021 pour en souligner la principale orientation. Certains ont jugé l'effort insuffisant, d'autres l'ont salué avec enthousiasme. Mais les deux camps ont fait fausse route. **Une « relance verte », cela n'existe pas et cela ne peut exister.**

Que signifie cette expression ? Elle désigne en l'occurrence un soutien étatique à la croissance économique, c'est-à-dire à la production et à la vente de marchandises sur le territoire canadien, mais orienté de telle sorte que cette croissance n'implique pas en principe de nouvelles dégradations sur le plan écologique. Or, nous savons aujourd'hui que ces deux objectifs sont contradictoires.

Ces dernières années, des études scientifiques de plus en plus nombreuses ont examiné la possibilité de générer une croissance économique qui ne soit pas synonyme d'une détérioration de nos « ressources naturelles ». Leurs conclusions sont très claires et unanimes : quand il y a croissance du PIB, il y a croissance de la quantité de matière et d'énergie consommées, et de déchets produits.

Illusions vertes

Certes, en tenant compte uniquement d'un aspect du problème écologique ou de ce qui est produit sur un territoire restreint, il peut sembler qu'une « croissance verte » soit possible. C'est ainsi que l'économie québécoise pourra paraître plus « verte » que celle des autres provinces canadiennes ou celle des États-Unis voisins, tant que l'on se concentrera uniquement sur les émissions de CO₂ générées sur le territoire que nous occupons.

Dès lors que l'on analyse l'ensemble des « pressions écologiques » créées par notre PIB, le tableau perd à peu près toute sa verdure. Non seulement il donne à voir les « coûts environnementaux » non négligeables induits par l'hydroélectricité, entre autres, mais surtout il nous rappelle que l'activité économique québécoise repose sur une grande quantité de bien finis et semi-finis qui ont été produits ailleurs dans le monde.

En prenant en compte la totalité des ressources naturelles consommées pour ce faire et les déchets qui en ont résulté, la croissance québécoise apparaît comme l'une des plus désastreuses qui soit sur le plan écologique.

Cesser la course à la croissance

L'économie canadienne profitera sans doute des mesures budgétaires qui viennent d'être annoncées. Mais, si tel est bien le cas, la catastrophe écologique en cours ne fera que reprendre de plus belle. Il n'y aura donc pas de « relance verte » ou « propre ».

Cependant, et à l'instar du Ministère de la Vérité dans le fameux 1984 d'Orwell, dont la devise était, on s'en souvient, « La guerre, c'est la paix. La liberté, c'est l'esclavage. L'ignorance, c'est la force », nos gouvernements et leurs alliés tentent de nous convaincre avec cet oxymore que « la destruction, c'est la prospérité ».

Contre une telle aberration, il faut réaffirmer que la seule manière de garantir la soutenabilité ou la durabilité de notre mode de vie est de mettre un terme à la course à la croissance économique, et de fixer des limites à la production de ce qu'il nous faut pour vivre. Par souci de justice, une telle mesure doit en outre s'accompagner d'un partage bien plus équitable de nos moyens d'existence et le tout doit être décidé de manière strictement démocratique.

Produire moins, partager plus, décider ensemble : voilà qui constituerait les bases d'un programme politique certes très ambitieux, compte tenu de la rupture qu'il suppose vis-à-vis de l'ordre existant, mais bien plus crédible et réaliste que la promesse d'une « croissance verte » chimérique.

** Yves-Marie Abraham est l'auteur d'une synthèse récente sur la décroissance soutenable : Guérir du mal de l'infini (Écosociété, 2019).*

Climat, pouvoir public et populisme

Gaëtan Lafrance , Professeur émérite INRS, expert en planification énergétique, membre de nombreux comités historiques sur le climat

28 avril 2021



«Depuis Kyoto, le Canada est toujours en tête de liste pour les prix fossile», déplore l'auteur.

[Donald Trump](#) a été amplement critiqué pour ses exagérations et son penchant pour le mensonge. En examinant les dernières annonces sur la lutte contre les changements climatiques, on peut se demander si finalement Trump et ses *fake news* n'étaient pas qu'une des facettes de la propension des politiciens, tous partis confondus, à préconiser l'enflure plutôt que la rigueur.

Le dernier Sommet sur le climat organisé par Joe Biden en est l'illustration la plus évidente. Joe Biden a ouvert le bal en proposant une baisse de 50 % des émissions d'ici 2030 par rapport à 2005, deux fois plus que ce que Barack Obama avait proposé lors de la COP21. [Justin Trudeau](#) s'est empressé de se placer juste derrière avec une cible entre 40 et 45 %. En gros, il reste huit ans pour tout faire, sortez vos chandelles. Dans les seize dernières années, le bilan des émissions pour ces deux pays est resté à peu près stable.

Les caricaturistes s'en sont délectés. Sans surprise, le commun des mortels a rapidement compris que les grands de ce monde se sont inventé un jeu : surenchérir, amplifier la dernière cible, raccourcir l'horizon d'action, mais sans mécanisme de compte rendu.

Le rôle du pouvoir central

Il ne faut pas tout mettre dans le même panier de l'exagération. L'analyse des tendances des émissions par pays depuis 1990 montre très clairement que les cibles nord-américaines sont ridicules et imaginaires. Depuis Kyoto, le Canada est toujours en tête de liste pour les prix fossile.

Par contre, les cibles de la COP21 proposées par la plupart des pays européens sont crédibles parce qu'en gros ces pays ont respecté leurs engagements passés, dont ceux de Kyoto. Ils y ont cru dès le départ en investissant massivement en R et D, pour le développement de l'éolien par exemple. La réglementation a fortement été utilisée pour forcer les consommateurs à choisir la meilleure technologie et augmenter l'efficacité énergétique dans les bâtiments. La guerre contre le charbon existe depuis longtemps. Récemment, ces pays se sont engagés à interdire le moteur à combustion dans les villes d'ici 2040 au plus tard. L'électrification des transports n'est pas qu'un slogan, ça a commencé par le train il y a fort longtemps. L'étalement urbain a également été jugulé grâce à des lois puissantes.

En Chine aussi, c'est du sérieux. Comme le pouvoir est central, la volonté politique n'a pas à se plier aux critiques. Ça va vite partout. Les chiffres sont clairs. Vers 2030, la Chine entrera dans une ère de maturité qui l'amènera à faire des gains de productivité considérables. Ses dirigeants croient au transport électrique et feront tout pour réduire la pollution dans les villes.

Qu'est-ce que nos chefs politiques de l'Amérique du Nord n'ont pas compris ? Première leçon, en se basant sur le parcours des Européens, la réglementation est le premier outil efficace pour faire des réformes majeures. Dans les années 1970, le Québec l'avait également compris, notamment en changeant les codes de construction pour les bâtiments. La réglementation permet toujours à la Californie d'étendre son influence partout en Amérique du Nord, au grand dam de Donald Trump.

Au lieu de ça, Justin Trudeau continue de proposer une lubie d'économistes, la taxe sur le carbone. C'est une mesure bien secondaire par rapport à la panoplie d'actions possibles. Par ailleurs, il faut bien voir qu'en Occident, le gouvernement central n'est qu'un des acteurs décisionnels pour lutter contre les changements climatiques. Au Canada, par exemple, les provinces ont plus de pouvoir sur les ressources et la réglementation en général. Comme l'électeur vivra de plus en plus en ville, les municipalités ont un pouvoir de proximité immense. Il faut s'en servir et l'appuyer.

L'exagération ne sert personne. Le combat contre les changements climatiques est une affaire d'État qui concerne un grand nombre d'acteurs. La dépolitisation, la rigueur et l'humilité, comme on a fait preuve en partie avec la pandémie de la COVID-19, seraient certainement des facteurs plus pertinents à considérer.

Heinberg sur ce qu'il faut faire à la maison

Alice Friedemann Posté le 8 mai 2021 par energyskeptic



Préface. Un résumé rapide :

Meilleur investissement : isoler les murs extérieurs, le plafond et les sols pour faire des économies d'énergie.
Autres bons changements : planter un jardin et un verger de fruits et de noix, et acheter un chauffe-eau solaire, un séchoir à aliments solaire, un cuiseur solaire, des poulets, des appareils électroménagers à haut rendement énergétique...

Leçons apprises : C'est cher, surtout le stockage de l'énergie. Les cuiseurs solaires fonctionnent surtout en été.

À l'avenir, il y aura plus de vélos et de vélos électriques que de voitures. Il doit y avoir beaucoup plus de production locale de nourriture et d'autres biens pour raccourcir les chaînes d'approvisionnement.

En fin de compte, nous ne pouvons pas faire grand-chose en tant qu'individus, nous ne pouvons pas extraire les minéraux dont nous avons besoin, peu d'entre nous peuvent cultiver toute leur nourriture, malgré tous ces investissements, Heinberg dépend toujours fortement du reste du monde pour la nourriture, l'électricité et les vêtements, les voitures et la plupart des autres objets de notre vie ne peuvent pas être fabriqués à la maison. Ce qui est nécessaire pour faire une transition est beaucoup plus important que ce que la plupart des gens imaginent.

Alice Friedemann www.energyskeptic.com, auteur de "When Trucks Stop Running : Energy and the Future of Transportation", 2015, Springer, Barriers to Making Algal Biofuels, et "Crunch !". Whole Grain Artisan Chips and Crackers".
Podcasts : Collapse Chronicles, Derrick Jensen, Practical Prepping, KunstlerCast 253, KunstlerCast278, Peak Prosperity , rapport XX2.

Richard Heinberg. 2020. Si ma maison était le monde : La transition vers les énergies renouvelables via les poulets et les cuisinières solaires. Resilience.org

Au cours des deux dernières décennies, ma femme Janet et moi avons essayé de faire évoluer notre maison vers un avenir post-carburant fossile. Je dis "essayer", parce que l'expérience est incomplète et n'a que peu de succès. Elle n'offre pas un modèle exact de la façon dont le reste du monde pourrait passer aux énergies renouvelables ; néanmoins, nous avons appris pas mal de choses qui pourraient éclairer d'autres personnes lorsqu'elles envisagent ce qu'il faut faire pour minimiser le changement climatique en remplaçant le charbon, le pétrole et le gaz par des sources d'énergie plus propres.

Nous avons commencé avec une maison de banlieue des années 1950 plutôt miteuse sur un terrain d'un quart d'acre. Nous n'avons pas conçu une maison solaire optimale à partir de rien comme l'a fait Amory Lovins (nous y avons pensé, mais nous n'avions ni le temps ni l'argent). Nous avons fait ce que nous pouvions nous permettre de faire, quand nous pouvions nous le permettre.

Notre première étape a été d'isoler nos murs extérieurs, nos plafonds et nos sols. C'est probablement le meilleur investissement que nous ayons fait : nous avons économisé de l'énergie et la maison est devenue plus silencieuse et plus agréable à vivre. Ensuite, nous avons installé un petit système photovoltaïque (1,2 kW) et planté un jardin et un verger de fruits et de noix. Petit à petit, au fil des ans, nous avons ajouté des batteries de secours pour notre système photovoltaïque, un chauffe-eau solaire, un séchoir à aliments solaire, des poules, des cuisinières solaires, des appareils à haut rendement énergétique (notamment un système de chauffage, ventilation et climatisation électrique mini-split) et une voiture électrique.

Voici dix choses que nous avons apprises en cours de route.

- 1. C'est cher.** Au total, nous avons dépensé des dizaines de milliers de dollars dans notre quête de durabilité personnelle. Et nous ne sommes pas de grands dépensiers. Nous avons économisé à chaque étape et avons parfois bénéficié de main-d'œuvre et de matériaux gratuits (nos panneaux solaires pour l'eau chaude, par exemple, ont été donnés et nous avons construit notre séchoir à aliments à partir de déchets). Pourtant, une fois tous les deux ans, nous faisons une dépense importante pour une nouvelle technologie de production d'électricité ou d'économie d'énergie. Il est vrai que les panneaux solaires sont devenus moins chers dans les années qui ont suivi. D'un autre côté, il y a des choses que nous n'avons toujours pas faites : nous continuons à utiliser une vieille cuisinière au gaz naturel, qui devrait vraiment être remplacée par une cuisinière à induction si nous espérons être tout-solaire-électrique.
- 2. Certaines choses n'ont pas fonctionné.** Au début, nous avons planifié et construit une extension vitrée sur le côté sud de notre maison. Nous pensions qu'elle capterait la lumière du soleil en hiver et réduirait nos factures de chauffage. Il s'est avéré que nous n'avions pas bien choisi les angles de la fenêtre et du toit, et que nous ne tirons que peu d'avantages de cette extension en termes de chauffage. Nous l'utilisons plutôt comme pièce de jardin pour démarrer les semis au début du printemps. Je pense que la transition mondiale vers les énergies renouvelables verra également beaucoup de bonnes idées échouer et de faux départs être réaffectés.
- 3. Certaines choses ont bien fonctionné.** Vingt ans après l'achat, nous avons un système photovoltaïque ancien, avec des panneaux Siemens de qualité musée qui crachent encore des électrons. Nous avons fait un gros investissement au départ, et nous avons eu de l'électricité gratuite pendant deux décennies. Il s'agit d'un marché économique très différent de celui des combustibles fossiles, qui est basé sur le principe du paiement au fur et à mesure. De même, une transition énergétique mondiale rapide, bien qu'offrant certains avantages économiques à long terme, nécessitera une énorme dépense initiale. Nous avons appris que les fours solaires sont extrêmement bon marché et agréables à utiliser - pendant les mois d'été. Enfin, nous avons appris que l'élevage de poules est une source économique d'œufs, bien que les poules soient moins rentables du point de vue de la production alimentaire si vous choisissez de bien les traiter (et de continuer à vous en occuper après la fin de leur ponte), comme nous l'avons fait. Il peut y avoir de précieux avantages secondaires : une poule, qui est avec nous depuis près de 10 ans, est devenue un animal de soutien émotionnel qui supplée à notre besoin de sources plus coûteuses d'aide psychologique. Je pourrais en dire beaucoup plus sur elle, mais c'est pour une autre occasion. Nos poules fournissent également du fumier et des coquilles d'œufs qui enrichissent notre sol. Nous compostons une partie de nos déchets verts et gardons un bac à vers, réduisant ainsi notre consommation d'énergie en détournant une partie de nos déchets qui, autrement, iraient à la décharge ; nous séchons de façon saisonnière certains produits dans notre déshydrateur solaire ; et nous mettons certains de nos fruits en conserve. Ces activités requièrent peu d'investissement financier, mais nécessitent un investissement constant et notable en termes d'efforts.
- 4. Le stockage de l'énergie est particulièrement coûteux.** Nos panneaux solaires ont duré longtemps, mais ce n'est pas le cas de notre système de batterie de secours. Il ne fournit plus qu'environ 20 minutes d'énergie. Il est vrai que notre système de batterie est loin d'être à la pointe de la technologie (il se compose de cinq cellules plomb-acide à haute capacité). Néanmoins, il s'est avéré être l'aspect le moins durable et le moins rentable de tout notre effort. La vérité est que, tant sur une base diurne que saisonnière, nous dépendons presque entièrement du réseau pour le stockage de l'énergie et l'adaptation de l'offre d'électricité à la demande. La leçon

à tirer pour notre transition énergétique mondiale : même si les batteries sont de moins en moins chères, le stockage de l'énergie restera un défi technique coûteux.

5. Réduire la consommation d'énergie avant la transition. Étant donné que la production d'énergie renouvelable nécessite un investissement initial important et que le stockage de l'énergie est également coûteux, il est logique de minimiser la demande d'énergie. Pour un ménage, ce n'est pas un problème : nous étions très heureux de réduire notre consommation d'énergie à environ un quart de la moyenne californienne. Mais pour la société dans son ensemble, cela a d'énormes implications. Il est possible de réduire quelque peu la demande grâce à des mesures d'efficacité énergétique, mais une réduction importante aura des répercussions économiques. Nous avons construit nos systèmes économiques nationaux et mondiaux sur l'espoir de toujours consommer plus. Pour réussir la transition énergétique, il faudra nécessairement passer d'une économie de consommation fondée sur la croissance à une manière entièrement différente d'organiser l'investissement, la production, la consommation et l'emploi.

6. Notre maison n'est pas un site de production industrielle. Nous ne fabriquons pas notre propre ciment ou notre propre verre. Si nous avions essayé, l'expérience aurait été plus intéressante, mais beaucoup plus difficile. Nous avons entrepris les aspects faciles de la transition énergétique. Les aspects vraiment difficiles comprennent des choses comme l'aviation et les processus industriels à haute température.

7. L'ajout du transport personnel à notre régime d'énergie renouvelable nous a fait passer en mode déficit énergétique. Nous aimons notre voiture électrique, mais la recharger demande beaucoup d'électricité (l'énergie nécessaire à la fabrication de la voiture est une toute autre histoire). Après avoir acheté la voiture, nous avons réalisé que nous avions besoin d'un système photovoltaïque plus grand (c'est sur notre liste de choses à faire). Pour la société dans son ensemble, cela suggère que la transition du secteur des transports nécessitera des sacrifices (voir le point 5 ci-dessus). Un avenir renouvelable sera probablement moins mobile et plus local, et comportera plus de vélos et de vélos électriques que de voitures. Nous devrions commencer immédiatement à raccourcir les chaînes d'approvisionnement.

8. La véritable durabilité et l'autosuffisance auraient nécessité beaucoup plus d'argent, beaucoup plus de travail, l'adaptation à beaucoup moins de consommation - ou les trois. Notre expérience était informelle ; nous n'avons pas gardé trace de toutes les façons dont nous utilisons l'énergie directement ou indirectement (par exemple, via l'énergie intrinsèque des produits que nous achetons). Nous continuons à dépendre des flux d'énergie et d'argent, ainsi que des stocks de ressources, dans le monde en général. Nous ne produisons pas l'énergie nécessaire à l'extraction de minerais, à la fabrication de voitures, de panneaux solaires ou d'autres biens que nous avons achetés, comme des vêtements, une télévision, un ordinateur ou des livres. Il en va de même pour l'autosuffisance alimentaire : nous obtenons beaucoup de fruits, de noix, d'œufs et de légumes de notre jardin avec un apport minimal d'énergie fossile, mais nous achetons le reste de ce que nous mangeons sur un marché biologique local. Le monde dans son ensemble n'a pas le luxe d'aller chercher ailleurs ce dont il a besoin ; la transition devra être globale.

9. Vous ne pouvez pas attendre de quelqu'un d'autre qu'il fasse tout à votre place. Nombreux sont ceux qui pensent que le coût de la transition énergétique sera, d'une manière ou d'une autre, payé par la société dans son ensemble - principalement par les grandes entreprises de services publics agissant dans le cadre de réglementations et d'incitations gouvernementales. Mais les ménages comme le vôtre et le mien devront supporter une grande partie des dépenses, et les entreprises devront faire encore plus d'efforts. Si les ménages ne peuvent pas se permettre d'acheter de nouveaux équipements, ou si les entreprises ne peuvent pas le faire de manière rentable, la transition sera d'autant plus difficile et lente. Si la transition passe davantage par une réduction de la demande d'énergie que par l'adoption de nouvelles technologies, il faudra modifier radicalement les attentes et le comportement des gens (c'est-à-dire vous et moi).

10. Nous sommes heureux d'avoir fait ce que nous avons fait. Notre expérience a été instructive et enrichissante. Grâce à elle, nous avons une bien meilleure idée de la provenance de notre énergie et de nos

produits manufacturés, et de leur impact sur l'environnement. Nous sommes plus conscients de ce que nous considérons autrefois comme allant de soi et de la façon dont notre nation a été inconsciemment privilégiée dans sa dépendance aux combustibles fossiles bon marché. Notre qualité de vie s'est améliorée à mesure que notre consommation diminuait.

Nous referions presque tout cela (même si j'aurais fait plus d'efforts pour concevoir le solarium qui nous sert maintenant de salon de jardin). J'aurais pensé, au départ, qu'après 20 ans, nous serions plus durables et autosuffisants que nous ne le sommes en réalité. Ce que je retiens de tout cela, c'est que la transition énergétique est un travail énorme, et que les personnes qui ne l'envisagent que sous l'angle de la politique ne comprennent pas vraiment ce qui est nécessaire.

▲ RETOUR ▲

Si vous voulez vraiment une guerre civile, voici comment faire.

Par Tom Lewis | 6 mai 2021



Vraiment ? Vous voulez encore faire ça ? Eh bien, l'histoire nous le dit : faites attention à ce que vous souhaitez et ne présumez pas que vous savez comment cela va se passer.

Lorsque j'ai visité le Costa Rica en 1988, dans le cadre d'une mission pour un magazine national sur la faune et la flore, c'était le 40e anniversaire de la guerre civile dans le pays, et il y avait donc des commémorations et des souvenirs partout, tout le temps. Sinon, je n'aurais pas appris l'histoire qui a été l'une des principales révélations politiques et historiques de ma vie. Je ne savais pas qu'un pays avait fait ce que le Costa Rica avait fait, en fait il ne m'était jamais venu à l'esprit qu'un pays pouvait faire ce que le Costa Rica avait fait.

Puis, lorsque j'ai relu l'histoire cette année dans le cadre d'un article que j'étais en train d'écrire, des détails que je n'avais pas particulièrement remarqués auparavant se sont allumés comme des feux d'artifice et ont illuminé d'une manière entièrement nouvelle la présidence de Donald Trump et les événements du 6 janvier 2021 à Washington.

La guerre civile du Costa Rica a commencé parce que, en mars 1948, l'assemblée législative a voté pour rejeter les résultats des élections démocratiques tenues le mois précédent, parce que la coalition au pouvoir (il s'agit d'une forme de gouvernement parlementaire) avait perdu, et a décidé qu'elle préférait de loin rester en place. Curieusement, la rébellion qui a suivi n'a pas été menée par un candidat ou un parti de l'opposition, mais par un homme d'affaires, Jose Figueres Ferrer, qui n'avait pris aucune part aux élections. Il en avait simplement assez des gens au pouvoir. Curieusement, le gros de la force militaire déployée contre les rebelles n'était pas le fait de l'armée, qui n'était pas très efficace, mais des milices communistes. Le parti communiste faisait partie de la coalition au pouvoir à l'assemblée, et lui aussi voulait absolument rester au pouvoir.

(Vous voyez, ce n'est pas ce qu'ils prétendent croire qui compte, c'est ce qu'ils feront pour rester au pouvoir. Veuillez en prendre note).

Les premiers coups de feu ont été tirés le 11 mars 1948. Le 11 avril, le gouvernement abandonne et le 24 avril, les forces de Ferrer entrent dans la capitale de San José. Si vous voulez faire une guerre civile, c'est la meilleure façon de la faire - 30 jours et c'est fait, 2 000 personnes tuées (environ deux tiers du nombre de personnes que nous avons perdues le 11 septembre), et la démocratie est rétablie.

Mais attendez, il y a plus, et c'est ici que les événements ont pris un cours que je n'aurais jamais cru possible.

Figueres, après la capitulation du gouvernement, fait marcher son armée victorieuse jusqu'au quartier général de l'armée nationale à San José, la rassemble et la dissout. Pour toujours. Les armées, disait-il, ne servent pas à défendre le peuple mais à le soumettre, et le Costa Rica n'en a pas besoin. Et à ce jour, il n'en a pas. Pensez-y - un pays pris en sandwich entre le Nicaragua et le Panama, armés jusqu'aux dents, qui existe et prospère sans armée. Depuis trois quarts de siècle, le Costa Rica est de loin la démocratie la plus stable d'Amérique centrale, voire du monde entier.

Le jour de son triomphe, on raconte que Figueres a promis que l'argent précédemment dépensé pour l'armée serait désormais consacré à l'éducation et aux soins de santé, et il a décrété que la citadelle qui avait abrité l'armée serait désormais une université. Que tout ce drame se soit déroulé en un seul jour ou non n'enlève rien à l'étonnement que l'on éprouve à l'idée qu'une révolution ait pu se dérouler de cette manière. Et ce n'est pas tout : après avoir passé 18 mois à élaborer une nouvelle constitution reprenant ses réformes, Ferrer et les autres membres de sa junte ont volontairement démissionné, Ferrer se présentant avec succès à la présidence en vertu de la nouvelle constitution.

Un demi-siècle plus tard, alors que je conduisais sur la route interaméricaine au Costa Rica, je pouvais voir partout les fruits de l'arbre magnifique que Don Pepe - comme on appelait Figueres - avait planté. Il me semblait que tous les véhicules que je voyais étaient des fourgonnettes blanches du service de santé publique, et tous les quelques kilomètres, je passais devant une autre école (l'une d'entre elles m'a fait pleurer ; un grand panneau sur le toit proclamait qu'il s'agissait de l'"Escuela John F. Kennedy").

C'était pendant la présidence d'Oscar Arias, lauréat du prix Nobel de la paix pour ses efforts inlassables pour répandre la paix du Costa Rica au reste de l'Amérique centrale.

Lorsque j'ai franchi la frontière nord du Nicaragua, les écoles en bord de route ont disparu et les véhicules étaient presque tous des jeeps militaires équipées de mitrailleuses.

La révolution de Don Pepe, semble-t-il, se poursuit. En 2018, le Costa Rica a inauguré un nouveau président, un journaliste de 38 ans nommé Carlos Alvarado, qui, dans son discours inaugural, a engagé le Costa Rica dans "la tâche titanesque et magnifique d'abolir l'utilisation des combustibles fossiles dans notre économie pour faire place à l'utilisation d'énergies propres et renouvelables."

Il ne parlait pas de la production d'électricité, le Costa Rica produisant déjà plus de 99 % de son électricité à partir de sources renouvelables. Non, ce qu'Alvarado propose maintenant, c'est d'interdire l'utilisation de combustibles fossiles pour le transport. Et sa proposition, qui est certes un processus long et difficile, ne rencontre aucune opposition significative de la part de ses compatriotes.

Ainsi, lorsque des cyniques souriants me disent, comme ils le font toujours en termes condescendants, que la nature humaine et la nature du monde ne permettent pas aux humains d'agir, et encore moins de se gouverner, de manière éthique ou durable, j'ai deux mots à répondre : Costa Rica. Et lorsque des super patriotes hyperventilés déclarent leur intention de mener une guerre civile et de reprendre leur pays, ou lorsque des politiciens accaparés par le pouvoir se vantent de rejeter les résultats d'une élection, je leur demande : avez-vous

déjà entendu parler du Costa Rica ?

▲ RETOUR ▲

Stockage d'énergie à air comprimé (CAES)

Alice Friedemann Posté le 11 mai 2021 par energyskeptic

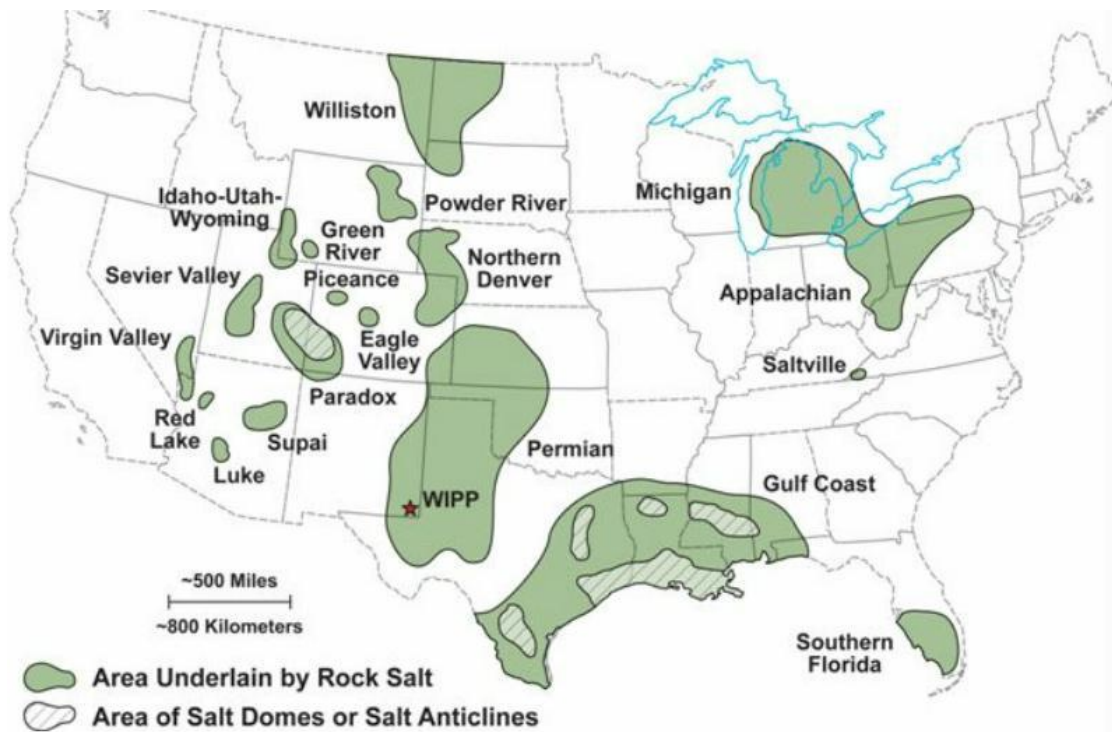


Figure 1. Les emplacements potentiels des dômes de sel pour les installations de CAES se trouvent principalement le long de la côte du Golfe.

Préface. Outre le stockage hydroélectrique par pompage (PHS), qui fournit 99 % du stockage d'énergie aujourd'hui, le CAES est la seule autre technologie de stockage d'énergie commercialement éprouvée qui peut fournir un stockage d'énergie à grande échelle (plus de 100 MW). Mais il n'y a que deux centrales CAES dans le monde parce qu'il y a si peu d'endroits où les installer, comme vous pouvez le voir dans la figure 1 et la figure i.

Le CAES est le stockage d'énergie le plus durable, sans problèmes environnementaux comme ceux posés par le PHS, tels que l'inondation des terres et l'endiguement des rivières. Et Barnhart (2013) estime que l'ESOI, ou énergie stockée sur l'énergie investie, est le meilleur de tous pour le CAES. Les batteries nécessitent jusqu'à 100 fois plus d'énergie pour être créées que l'énergie qu'elles peuvent stocker.

Un article plus détaillé et plus technique sur le CAES, avec de magnifiques photos, se trouve ici : Kris De Decker. Histoire et avenir de l'économie de l'air comprimé.

Alice Friedemann www.energyskeptic.com auteur de "Life After Fossil Fuels - Back to Wood World", 2021, Springer, "When Trucks Stop Running : Energy and the Future of Transportation", 2015, Springer, Barriers to Making Algal Biofuels, et "Crunch ! Whole Grain Artisan Chips and Crackers". Podcasts : Collapse Chronicles, Derrick Jensen, Practical Prepping, KunstlerCast 253, KunstlerCast278, Peak Prosperity, rapport XX2.

Comment cela fonctionne : En utilisant de l'électricité en dehors des heures de pointe, de l'air comprimé est

pompé dans de très grandes cavités souterraines à une profondeur de 1650-4250 pieds (Hovorka 2009), et ensuite extrait pour faire tourner des turbines pendant les périodes de pointe.

Oh-oh - il faut encore des combustibles fossiles. Mais l'un des gros inconvénients de la CAES est qu'elle a toujours besoin de combustibles fossiles. En effet, les générateurs électriques utilisent du gaz naturel pour compléter l'énergie de l'air comprimé stocké. Le gaz naturel fournit également l'énergie nécessaire pour comprimer et pomper l'air sous terre, et lorsque l'air comprimé est retiré, le gaz naturel est utilisé une seconde fois pour le chauffer et le faire passer dans des expulseurs afin d'alimenter un générateur. Les installations actuelles de CAES sont essentiellement des turbines à gaz qui consomment 40 à 60 % moins de gaz que les turbines classiques (SBC 2013).

Peu d'emplacements : Les formations de sel domal sont rares (en orange dans la figure i ci-dessous).

Les emplacements sont rares car ils doivent être étanches. Il n'existe que deux centrales CAES dans le monde : Alabama (110 MW) construite en 1991 et en Allemagne en 1979, toutes deux dans des formations de sel domal.

Elles ne sont que deux car les formations de sel domal sont très rares et n'existent que dans quelques États des États-Unis, comme le montre la figure i. Elles possèdent une ou plusieurs chambres profondes à l'intérieur du dôme de sel qui sont étanches à l'air, de sorte qu'elles peuvent supporter des charges et des décharges fréquentes, avec des parois de sel pur et épais qui se cicatrisent d'elles-mêmes avec l'humidité de l'air, empêchant ainsi les fuites. Le sel domal n'est pas aussi idéal car il faut une énorme quantité d'énergie et d'eau pour creuser les chambres de sel. Le sel domal est également supérieur car il est plus pur et plus épais que le sel en couche (Hovorka).

Zones avec des vents de classe 4+ et emplacements possibles de CAES. Succar. 2008. Compressed Air Energy Storage : Theory, Resources, And Applications For Wind Power. Université de Princeton.

Zones avec des vents de classe 4+ et emplacements possibles de CAES. Succar. 2008. Compressed Air Energy Storage : Theory, Resources, And Applications For Wind Power. Université de Princeton.

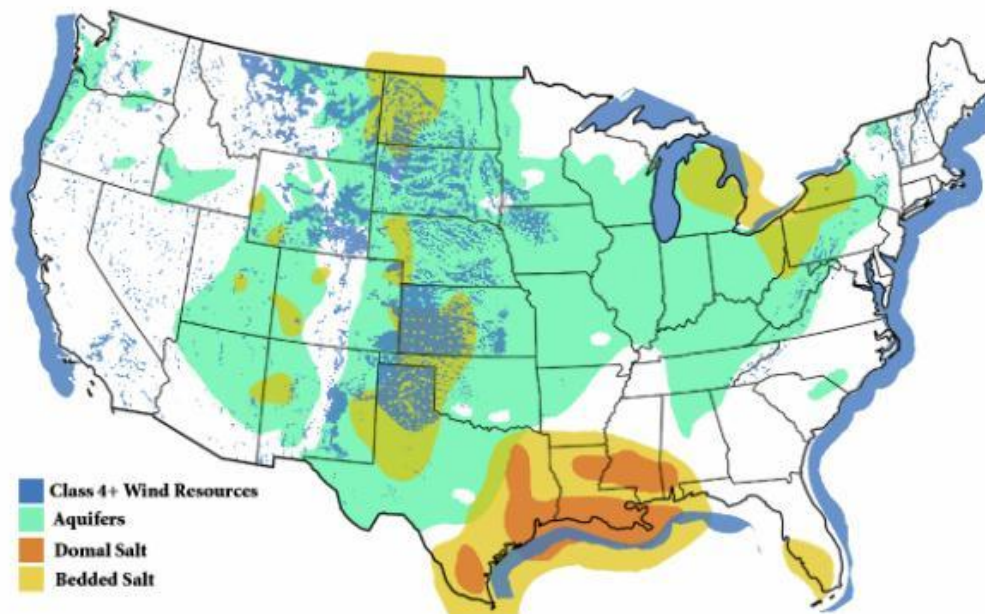


Figure i Areas with geologies favorable for CAES and class 4+ winds (see Section 3, "Aquifer CAES Geology and Operation" on page 42)

Idéalement, une installation de CAES devrait stocker de l'énergie éolienne renouvelable, mais les meilleurs emplacements pour le vent sont rarement situés près des zones de sel domal. Il existe cependant un projet

éolien/CAES en cours de planification, un projet de 8 milliards de dollars dans l'Utah. Il utiliserait le seul dôme de sel connu en dehors du Texas, de la Louisiane ou de l'Alabama pour un CAES de 1,5 milliard de dollars afin de stocker de l'électricité provenant d'un parc éolien de 4 milliards de dollars dans le Wyoming pour fournir de l'électricité à Los Angeles par le biais de 2,6 milliards de dollars de nouvelles lignes de transmission qui s'étendent sur 535 miles (4,86 millions de dollars/mile) (DATC 2014 ; Gruver 2014).

Ce n'est pas exactement la géologie habituelle. Les systèmes CAES n'ont pas encore été déployés dans des couches de sel, des aquifères ou des mines de roche abandonnées, car ces formations sont moins susceptibles d'être étanches, et donc capables de se charger et de se décharger fréquemment et de maintenir une pression constante. Les zones souterraines qui ont servi, mais ne servent plus, à stocker du gaz naturel ou du pétrole doivent être exemptes d'obstructions susceptibles de bloquer les travaux. L'eau est un autre facteur limitant. De grands volumes sont nécessaires pour refroidir l'air comprimé avant de le stocker.

Les systèmes CAES ont généralement une capacité de montée en puissance deux fois plus importante que celle de descente en puissance. Traduction : Ils peuvent produire de l'électricité plus rapidement qu'ils ne peuvent la stocker (AIE 2011a).

Ils sont inefficaces

Les centrales CAES en service en Allemagne et aux États-Unis ont un rendement de conversion électrique/électrique de seulement 40 à 54 %, respectivement (Luo 2015). Un rendement de conversion aussi faible nécessitera un doublement de l'énergie éolienne et solaire pour compenser la perte.

Le Pacific Northwest National Laboratory a calculé le coût des dispositifs de stockage de l'énergie destinés à équilibrer le réseau si l'énergie éolienne atteignait 20 % de la production électrique aux États-Unis. Le coût du CAES était le plus élevé : 170,6 milliards. Le stockage comblerait des périodes allant de quelques millisecondes à une heure. Pas 2 heures, pas un jour, et pas une semaine - cela vous coûtera plus cher. En milliards de dollars, les options examinées comprennent 54,03 \$ de batterie NaS, 63,85 \$ de volant d'inertie, 81,62 \$ de batterie Li-ion, 116,61 \$ de batterie redox, 125,06 \$ de réponse à la demande (batteries de voitures PHEV), 130,24 \$ de stockage hydroélectrique par pompage (PHS), 135,48 \$ de turbine à combustion (CT) et 170,62 \$ de stockage d'énergie à air comprimé (PNNL 2013).

D'après les estimations de neuf fournisseurs, la construction d'unités de CAES capables de stocker une journée d'électricité aux États-Unis coûterait entre 912 milliards et 1,48 billion de dollars. C'est le coût de la production souterraine. Les CAES en surface coûteraient 3,8 billions de dollars (DOE/EPRI 2013).

Les sites doivent être situés à proximité du réseau électrique : Il est beaucoup trop coûteux d'ajouter de la transmission à partir de sites éloignés. Il est déjà trop coûteux de les construire.....

Selon Alfred Cavallo, "l'immense ampleur de l'énergie stockée nécessaire pour transformer la ressource éolienne intermittente en une alimentation électrique constamment disponible n'est pas largement appréciée. Par exemple, une centrale éolienne/CAES de 200 MW aurait besoin d'une capacité de stockage minimale de 10 000 MWh, soit 50 heures de pleine production de la centrale (en supposant que la densité de puissance du vent soit constante tout au long de l'année). Si le vent n'était pas constant, mais saisonnier, par exemple principalement en hiver ou au printemps, le stockage de l'énergie pour la production saisonnière nécessiterait un minimum de 40 000 MWh (200 heures de pleine production de la centrale). Il est clair que seuls les moyens de stockage les moins coûteux, comme l'air ou l'eau, pourraient être utilisés dans une telle application" (Cavallo 2007).

Le vent étant une ressource saisonnière, l'idéal serait de pouvoir stocker des semaines d'énergie éolienne, mais cela est impossible à réaliser (Cavallo 1995).

Le CAES dans les aquifères n'a jamais été réalisé, et la tentative a été abandonnée après avoir dépensé 8

millions de dollars dans l'Iowa parce que les tests ont révélé qu'il y aurait des fuites (voir Haugen ci-dessous). Les aquifères sont beaucoup plus coûteux que les cavernes de sel, en partie à cause du coût élevé des tests, comme les tests sismiques, le forage de puits d'essai, la modélisation du réservoir, et ainsi de suite (Swensen, Hydrodynamics Group, Marchese). Les aquifères peuvent ne pas convenir au CAES - ils doivent avoir la bonne quantité de porosité et de perméabilité sous une roche couverture imperméable avec la bonne géométrie (Succar). Il est donc très coûteux de les découvrir.

Les cavernes de roche dure, telles que les mines abandonnées, sont les endroits les moins susceptibles d'accueillir des pompes à chaleur et cela n'a jamais été tenté, les fuites sont trop probables, et trouver une mine à la profondeur exacte réduit encore les choix.

Le stockage de l'air pose des problèmes que le gaz naturel ne pose pas. L'utilisation d'un stockage souterrain où se trouvait autrefois du gaz naturel peut ne pas fonctionner, car "un système de CSEO utilisé pour l'arbitrage ou le soutien de l'énergie éolienne passera probablement de la compression à la production au moins une fois par jour, voire plusieurs fois par jour. En revanche, la plupart des installations de stockage de gaz naturel ne sont souvent utilisées qu'une seule fois au cours de l'année pour répondre aux fluctuations saisonnières de la demande de gaz naturel. Troisièmement, plusieurs processus d'oxydation peuvent avoir lieu en présence d'oxygène de l'air, selon la minéralogie de la formation. De plus, l'introduction d'air dans la formation pourrait favoriser la propagation de bactéries aérobies qui pourraient présenter un risque de corrosion important. Enfin, des mécanismes de corrosion supplémentaires pourraient être favorisés par l'introduction d'oxygène dans la formation (Succar).

Haugen, D. 2012. Scrapped Iowa project leaves energy storage lessons. Midwest Energy News.

Après avoir dépensé 8 millions de dollars pour un aquifère CAES dans l'Iowa, le projet a été arrêté lorsqu'il a été conclu que l'air ne circulait pas assez rapidement dans l'aquifère pour qu'il soit efficace comme site de stockage d'énergie à air comprimé.

Groupe Hydrodynamique. Le CAES dans les aquifères est problématique. Manque de données géologiques - pauvre. Propriétés des réservoirs.

Le groupe Hydrodynamique a constaté que le CAES dans les aquifères est problématique. Nous avons constaté que les données géologiques relatives aux structures aquifères sont généralement très limitées, ce qui entraîne des programmes coûteux d'exploration, d'essais sur le terrain et de développement d'analyses. D'autres défis comprennent la contrainte de la pression de stockage de l'air autour de la pression hydrostatique de l'aquifère, les limites de la productivité des puits, le potentiel d'épuisement de l'oxygène et le potentiel de production d'eau avec l'air. Nous avons constaté que l'atténuation des défis du développement du CAES dépend de la sélection d'une structure anticlinale à la profondeur appropriée, et du choix d'un milieu poreux hautement perméable.

▲ RETOUR ▲

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 30 AVRIL 2021 À 4 HEURES (HEURE DE L'EST)

Lettre ouverte à l'Organisation mondiale de la santé et aux membres de son Conseil exécutif

Le 30 avril 2021

Il est essentiel de comprendre les origines de la pandémie pour remédier à nos vulnérabilités et prévenir les crises futures. Malheureusement, comme nous l'avons souligné dans les lettres ouvertes précédentes publiées le 4 mars et le 7 avril, les lacunes structurelles, procédurales et analytiques de l'étude conjointe sur les origines du

COVID-19, organisée par l'OMS, ont créé des obstacles inutiles à cette compréhension.

Le 30 mars 2021, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom, a fait un certain nombre d'affirmations importantes à la suite de la publication du rapport de l'étude conjointe convoquée par l'OMS. Il s'agit notamment de :

- *"Je ne pense pas que l'évaluation [de l'équipe conjointe] d'un éventuel incident de laboratoire ait été suffisamment approfondie. D'autres données et études seront nécessaires pour parvenir à des conclusions plus solides... potentiellement avec des missions supplémentaires impliquant des experts spécialisés, que je suis prêt à déployer."*
- *"En ce qui concerne l'OMS, toutes les hypothèses restent sur la table.... Nous n'avons pas encore trouvé la source du virus, et nous devons continuer à suivre la science et ne négliger aucune piste au fur et à mesure... Il est clair que nous avons besoin de plus de recherches dans toute une série de domaines, ce qui impliquera de nouvelles visites sur le terrain."*

En tant que scientifiques et communicateurs scientifiques, nous saluons cette défense courageuse de la méthode scientifique et de l'intégrité de l'OMS. Nous espérons également que l'articulation claire par le Dr Tedros des prochaines étapes essentielles sera pleinement soutenue par tous les pays et parties concernés. Cette lettre ouverte présente des recommandations spécifiques sur ce que devrait être une enquête complète sur les origines de la pandémie.

Objectif des études complémentaires :

L'objectif déclaré des études complémentaires recommandées par le Dr Tedros doit être *" d'enquêter sur toutes les origines possibles de la pandémie de COVID-19, y compris une zoonose exclusivement "naturelle" dans la nature, une contamination humaine dans une ferme animale et un accident lié à la recherche "*.

Cela contraste avec le langage réducteur de la résolution 73.1 de l'Assemblée mondiale de la santé, qui chargeait l'OMS de "travailler en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé animale, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et les pays, dans le cadre de l'approche "Une seule santé", pour identifier la source zoonotique du virus".

En outre, l'OMS a précédemment déclaré que les objectifs de la mission étaient uniquement de recommander, d'aider à concevoir et d'examiner des études scientifiques. Comme l'a confirmé ultérieurement un membre de l'équipe conjointe, cela signifie que la réalisation d'une enquête, et a fortiori d'un audit médico-légal des laboratoires, ne relevait pas des attributions de la mission conjointe.

Pour remédier à cette lacune, nous recommandons que l'objectif déclaré soit reformulé comme suit : mener une enquête scientifique et médico-légale complète sur toutes les origines possibles du COVID-19, qu'elles soient zoonotiques ou non. Une telle reformulation de l'objectif garantirait le respect de la méthode scientifique qui consiste à dériver la conclusion à partir des données et des faits, et non l'inverse.

Méthodes et protocoles :

Compte tenu des enjeux, l'"enquête sur les origines du COVID-19" doit respecter les normes les plus élevées de la science fondée sur les données et évaluée par les pairs. Pour rendre cela possible dans la prochaine phase de l'étude des origines du COVID-19, nous recommandons :

- ☐ Dresser une liste claire des chemins possibles pour l'évolution du virus et l'infection humaine (les annexes A et B ci-dessous fournissent un examen succinct de ces chemins possibles).
- ☐ D'allouer le temps et les efforts nécessaires à l'examen de toutes les hypothèses sans a priori.

- ☐ S'assurer que toutes les hypothèses et les étapes clés de l'analyse sont étayées par des données factuelles.
- ☐ Garantir l'accès aux données brutes requises (dossiers pertinents, échantillons, demandes de projet, rapports de projet, informations sur le personnel, informations sur les visites sur le terrain, courriels pertinents, carnets de laboratoire, etc.) et non pas uniquement aux données semi-agrégées ou aux résumés.
- ☐ Partage de tous les dossiers médicaux pertinents, rendus anonymes conformément aux lois locales pour la protection de la confidentialité, avec l'équipe d'étude conjointe.
- ☐ S'assurer que l'équipe de scientifiques et de spécialistes est en mesure d'entreprendre ses études lors des réunions et visites clés sans présence inutile de personnel non scientifique du gouvernement hôte.
- ☐ S'assurer que les membres de la mission peuvent mener des entretiens, selon les besoins, de manière confidentielle et/ou anonyme, et avec l'aide de traducteurs désignés par l'OMS si nécessaire.

Sélection de l'équipe :

Les termes de référence de l'étude conjointe initiale donnaient aux autorités chinoises un droit de veto effectif sur la participation à l'équipe internationale, compromettant ainsi son indépendance. Afin de soutenir les objectifs révisés des études ultérieures, nous recommandons que :

- ☐ Tout droit de veto soit supprimé et que le processus de sélection des membres soit rendu transparent pour le Conseil exécutif de l'OMS.
- ☐ Les experts internationaux ayant des conflits d'intérêts, y compris ceux qui ont pu servir dans la première phase de l'étude, ne devraient pas être inclus dans le comité indépendant organisé par l'OMS à l'avenir.
- ☐ Le processus de sélection doit permettre de s'assurer que l'équipe dispose des ensembles de compétences nécessaires pour évaluer toutes les hypothèses d'origine pandémique et pour mener toute vérification scientifique et médico-légale nécessaire. Il faut pour cela inclure des experts en biosécurité et en sûreté biologique, des analystes de données biologiques et des enquêteurs médico-légaux, comme l'OMS l'a fait précédemment avec beaucoup de succès à la suite des fuites dans les laboratoires du SRAS à Singapour et à Taïwan en 2003/04.

Ressources essentielles :

Les travaux de l'étude conjointe ont souffert d'un accès limité aux données granulaires, aux dossiers et aux échantillons pertinents. Nous recommandons que ce type et ce niveau d'accès soient rendus obligatoires pour la prochaine phase des travaux de l'étude conjointe, avec une mention spécifique des ressources essentielles suivantes :

- ☐ Données et échantillons biologiques anonymisés des premiers patients COVID-19, des contacts proches et des personnes éventuellement infectées.
- ☐ Les dossiers des laboratoires et des institutions impliqués dans la recherche sur les coronavirus à Wuhan.
- ☐ Bases de données clés sur les agents pathogènes, les échantillons et les isolats. Ces bases de données sont essentielles car elles contiennent des données sur des virus qui n'ont pas encore été publiés, et certains de ces virus peuvent être étroitement liés au SRAS-CoV-2. Nous recommandons l'accès aux historiques des modifications et aux versions précédentes depuis 2018 pour :

- La base de données MySQL de 62 Mo batvirus.whioiv.ac.cn, y compris l'accès à la section privée protégée par mot de passe.
- Le portail www.virus.org.cn et ses 15 bases de données sous-jacentes.

❑ La séquence complète des 8 coronavirus échantillonnés dans la mine de Mojiang il y a plusieurs années, qui sont parmi les plus proches parents du SRAS-CoV-2 et ont été mentionnés dans un addendum à un article de Nature publié en novembre 2020.

❑ Documents précédemment préparés (demandes de subvention, rapports d'avancement détaillés, rapports finaux, publications scientifiques) par les chercheurs impliqués dans les projets de recherche suivants :

- Projets de recherche de l'Institut national de la santé des États-Unis intitulés "Comprendre le risque d'émergence des coronavirus de chauve-souris" : 1R01AI110964-01 et 2R01AI110964-06.
- Projets de recherche américains dont l'objectif est de renforcer la capacité mondiale de détection des virus à potentiel pandémique : PREDICT et PREDICT 2.
- Projets de recherche en Chine portant sur divers coronavirus : 31770175, 31800142, 2013FY113500, 81290341, XDPB0301, XDB20101010.
- L'appel d'offres de juillet 2019 du ministère chinois des Sciences et des Technologies, qui visait à isoler de nouveaux agents pathogènes viraux, à normaliser leur conservation et à établir une base de données partagée.
- Projet de recherche initié par l'Académie des sciences chinoise en 2018 pour étudier plusieurs virus et développer des vaccins.
- Le projet China Virome, également nommé China National Global Virome Initiative (CNGVI), qui vise à identifier les virus inconnus de la faune sauvage et fait partie du projet Global Virome.

Questions essentielles

La première phase du processus d'étude conjointe s'étant principalement concentrée sur l'examen de l'hypothèse d'une zoonose, des efforts proportionnés doivent maintenant être déployés dans la phase suivante de l'étude, qui consiste à examiner la possibilité d'un incident lié au laboratoire, notamment en répondant aux questions suivantes :

1. En avril 2012, après avoir nettoyé du guano de chauve-souris dans une mine abandonnée à Mojiang (Yunnan), six hommes ont contracté une pneumonie sévère avec des symptômes semblables à ceux du COVID-19. Tous ont été envoyés à l'hôpital de Kunming où trois sont finalement décédés. Un médecin de garde de l'hôpital a signalé au centre local de contrôle des maladies, à l'arrivée du cinquième patient, une "épidémie potentielle" de pneumonie inconnue. Des échantillons non spécifiés de ces patients ont été envoyés à l'Institut de virologie de Wuhan et à d'autres laboratoires en 2012. Le Dr Shi Zhengli a récemment annoncé que le WIV avait de nouveau testé les échantillons de sérum.

- Pourquoi ces six mineurs ont-ils été envoyés pour nettoyer le guano dans la mine en avril 2012 ? Qui les a embauchés et les a tous envoyés dans le même hôpital lointain de Kunming ?
- Pourquoi ces cas de pneumonie sont-ils absents des statistiques du CDC chinois pour 2012 et pourquoi n'ont-ils pas été signalés à l'OMS, bien qu'une alerte de " flambée épidémique potentielle " ait été signalée au CDC local ?
- Pourquoi ces cas de pneumonie mortelle n'ont-ils été mentionnés dans aucun article de recherche scientifique après 2014, alors que le programme PREDICT a montré un grand intérêt pour de potentielles épidémies de maladies à coronavirus via le guano de chauve-souris peu après ces événements ?
- Des coronavirus de type SRAS ont-ils été isolés à partir des échantillons des patients ?
- Quels échantillons ont été prélevés sur ces six patients et envoyés au WIV et à d'autres laboratoires ? Certains de ces échantillons sont-ils disponibles pour une analyse indépendante ?
- Est-il possible d'interroger les trois mineurs survivants, leurs proches et certains villageois de Mojiang - et également de leur prélever des échantillons de sérum - afin de mieux comprendre dans quel état ces mineurs

sont tombés malades et quelle était leur pathologie exacte ?

2. À ce jour, tous les coronavirus les plus étroitement liés au SRAS-CoV-2 proviennent de cette mine de Mojiang. Certains scientifiques qui sont allés prélever des échantillons dans la mine ont vu leurs échantillons confisqués, tandis que les journalistes d'investigation ont été systématiquement refoulés.

➤ Les autorités chinoises peuvent-elles offrir un accès sans entrave à la mine aux scientifiques internationaux pour la poursuite de l'effort d'échantillonnage requis ?

3. L'échantillonnage et les tests sur les animaux sont le seul moyen d'établir une origine zoonotique, que ce soit dans la nature ou dans une ferme. Ces données doivent être partagées avec la communauté scientifique internationale.

➤ Quels animaux ont été, sont et seront testés en Chine, dans quels écosystèmes sauvages et dans quels élevages ?

➤ Les données complètes de ces tests peuvent-elles être partagées avec les experts internationaux et la communauté scientifique ?

4. Les autorités chinoises ont affirmé avoir des difficultés à partager les données sur la santé humaine avec les membres internationaux de l'équipe conjointe OMS-Chine en raison des lois nationales strictes sur la protection de la vie privée. Cependant, le consentement éclairé peut normalement être supprimé lorsque des données dépersonnalisées sont utilisées, comme cela a été fait par exemple dans cette récente publication chinoise concernant 35 040 citoyens de Wuhan testés pour le COVID-19.

➤ Pourquoi une telle renonciation n'était-elle pas disponible lorsque des demandes de données très similaires ont été faites par les membres de l'équipe de la mission conjointe ?

➤ Ce type de dérogation peut-il être accordé maintenant ?

5. Le Dr Shi Zhengli a déclaré que les bases de données virales de l'Institut de virologie de Wuhan ont été mises hors ligne pendant la pandémie. Cependant, la base de données clé du virus de la chauve-souris a été mise hors ligne en septembre 2019, soit trois mois avant le début officiel de l'épidémie.

➤ Les responsables chinois peuvent-ils expliquer cette contradiction ?

➤ Les responsables chinois peuvent-ils expliquer pourquoi l'article scientifique décrivant la base de données clé (identifiant d'objet numérique : 10.11922/csdata.2019.0018.zh) a été mis hors ligne du site web de la revue chinoise correspondante "China Science Data" à la mi-2020 ?

➤ Les responsables chinois peuvent-ils également expliquer pourquoi le site web complet de "China Science Data", où la base de données était décrite, est devenu inaccessible en mars-avril 2021 ?

➤ Ces bases de données, dans leur forme de septembre 2019, peuvent-elles être partagées avec le groupe d'étude de l'OMS ?

6. Un coronavirus de chauve-souris échantillonné dans la mine de Mojiang en 2013 (" RaTG13 ") est toujours le virus le plus étroitement lié au SRAS-CoV-2. Le Dr Shi Zhengli et Yanyi Wang, directeur du WIV, ont déclaré dans des interviews qu'il n'y avait "plus d'échantillon" de RaTG13, de sorte qu'aucun séquençage supplémentaire n'est possible, et que le virus n'était plus "dans notre laboratoire." Sur la base des données brutes fournies, il n'a malheureusement pas été possible d'assembler la séquence du génome de RaTG13.

➤ Quand l'échantillon RaTG13 a-t-il été entièrement épuisé ?

➤ Comment la séquence du génome RaTG13 a-t-elle été assemblée et comment la séquence de l'extrémité 5' a-t-elle été déterminée ?

➤ Le WIV ou tout autre laboratoire a-t-il déjà tenté de recréer RaTG13 ou tout autre coronavirus en les assemblant à partir de séquences génétiques synthétiques ?

➤ Pourquoi quelques-uns des amplicons de RaTG13 sont-ils datés de juin 2017 et nommés . "7896", qui est le nom d'un autre virus étroitement apparenté collecté dans la même mine ?

➤ Étant donné que RaTG13 montre une faible liaison au récepteur ACE-2 de la chauve-souris et ne se lie qu'à l'un des orthologues ACE2 de *Rhinolophus affinis*, RaTG13 est-il la véritable séquence du génome entier de l'échantillon BtCoV/4991 collecté en 2013 par le WIV ?

7. Une caractéristique frappante du génome du SRAS-CoV-2, qui augmente sa pathogénicité, est la présence d'un site de clivage de la furine. Ce site a été noté comme un "site de clivage" dans une publication de janvier 2020 par le Dr Shi Zheng-Li et ses collègues.

➤ Pourquoi ce soi-disant "site de clivage de la furine", qui est clairement une caractéristique importante et nouvelle du virus SRAS-CoV-2, n'a-t-il pas été mentionné dans la publication de février 2020 de *Nature* ?

8. Le WIV a reconnu avoir isolé trois souches de coronavirus vivants liés au SRAS, mais d'après la convention de dénomination du WIV pour ses isolats de virus vivants, il semble que le WIV n'ait pas divulgué deux isolats potentiels, WIV6 (et non WIV06) et WIV15, car ces noms ne sont mentionnés nulle part dans la littérature.

➤ Ces isolats existent-ils ? Si non, quelle est l'explication pour laquelle ces noms d'isolats ont été sautés dans la série ?

➤ Dans tous les cas, les séquences, les données pertinentes supplémentaires et les isolats vivants eux-mêmes pour tous les virus..., plus leurs clones et mutants (le cas échéant) peuvent-ils être fournis au groupe d'étude de l'OMS ?

9. Les laboratoires du WIV ont été impliqués dans des projets de recherche spécifiques parrainés par le gouvernement en 2019, en collaboration avec EcoHealth Alliance. L'objectif clé de l'un de ces projets ("surveillance des coronavirus des chauves-souris") était d'identifier les virus potentiellement dangereux sur la base de leurs protéines de pointe et impliquait des expériences dites de "gain de fonctions", dans lesquelles les virus étaient spécifiquement manipulés pour acquérir de nouvelles caractéristiques pathogènes.

➤ Les autorités chinoises peuvent-elles fournir les cahiers de laboratoire et les enregistrements électroniques du WIV et de tout autre laboratoire ayant participé à la recherche sur le "gain de fonctions" des virus, ainsi que tous les résultats, y compris les séquences et les isolats associés ?

➤ Peter Daszak, président d'EcoHealth Alliance et également membre de l'équipe d'étude conjointe, peut-il préciser le contexte des expériences auxquelles il se référait fin 2019 et mettre tous les dossiers pertinents à la disposition de l'équipe d'étude ?

10. Le plan de diagnostic et de traitement de la grippe publié par la Commission nationale de la santé de Chine le 13 novembre 2019 déconseillait d'isoler des échantillons de virus provenant de patients dont le test de dépistage de la grippe n'était pas positif, alors que le plan de 2018 l'avait précédemment encouragé. Ce changement de politique a pu avoir pour conséquence malheureuse de faciliter une circulation non signalée du SRAS-CoV-2 au cours des dernières semaines de 2019.

➤ Quelle était la raison de ce changement de politique ?

11. Les autorités chinoises ont déclaré que le personnel de quatre laboratoires de Wuhan a tous été testé négatif pour les anticorps du SRAS-CoV-2.

➤ Combien de personnes ont été testées, dans quels laboratoires de Wuhan, à quels jours, et dans le cadre de quelles équipes ou services au sein de ces laboratoires ?

➤ Certains de ces échantillons de sérum ont-ils été conservés ?

➤ Des enquêteurs internationaux indépendants sont-ils en mesure de retester les échantillons du personnel des laboratoires pour confirmer les résultats ?

12. Les docteurs Shi Zhengli et Yuan Zhiming ont tous deux déclaré que "tout le personnel a été testé négatif pour les anticorps du SRAS-CoV-2" au WIV en mars 2020. Or, cette affirmation est statistiquement improbable (moins d'une chance sur un milliard) étant donné que le WIV compte plus de 590 employés et

étudiants et qu'environ 4,4 % de la population urbaine de Wuhan a été testée positive à cette époque. Même si seulement 85 personnes étaient testées, la probabilité qu'aucun test ne soit positif serait toujours inférieure à 4 %.

➤ Comment expliquer cette contradiction ?

➤ Les autorités chinoises peuvent-elles mettre à disposition les données brutes anonymisées de ces tests et les échantillons de test pour un examen plus approfondi ?

Prochaines étapes :

Aussi terrible que le COVID-19 ait été, ce n'est presque certainement pas la dernière pandémie à laquelle nous serons confrontés -- et peut-être même pas la pire. Il est donc urgent de prendre toutes les mesures nécessaires pour comprendre les origines de cette pandémie, car c'est une base essentielle pour aborder nos dangereuses vulnérabilités. Cela créera également un précédent important pour enquêter de manière complète et transparente sur toute épidémie de ce type à l'avenir, quelle que soit son origine.

Nous demandons à l'Organisation mondiale de la santé et à son Conseil exécutif de répondre pleinement aux recommandations et aux questions soulevées dans cette lettre, ce qui constitue une étape cruciale vers la protection de tous les habitants de la planète et des générations futures.

Signataires :

- Colin D. Butler, Professeur honoraire de santé publique, Université nationale australienne, Canberra, Australie (0000-0002-2942-5294)
- Henri Cap, PhD, zoologiste, Toulouse, France
- Jean-Michel Claverie, professeur émérite de médecine, virologue, Aix-Marseille Université, France (0000-0003-1424-0315)
- Fabien Colombo, doctorant, Communication et sociologie des sciences, MICA, Université Bordeaux Montaigne, France
- Virginie Courtier, Généticienne de l'évolution, Institut Jacques Monod, CNRS, France (0000-0002-9297-9230) (Co-Organisateur)
- Etienne Decroly, Virologue moléculaire, Laboratoire AFMB UMR7257, CNRS, France (0000-0002-6046-024X), France
- Rodolphe de Maistre, MSc Engineering & MBA, France (0000-0002-3433-2420)
- Francisco A. de Ribera, Ingénieur industriel, MBA, MSc(Res), Data scientist, (0000-0003-4419-636X), Espagne
- Gilles Demaneuf, ingénieur et scientifique des données, BNZ, Nouvelle-Zélande (0000-0001-7277-9533) (co-organisateur).
- Richard H. Ebright, biologiste moléculaire, Université Rutgers, États-Unis.
- Andre M. Goffinet, Prof em, Neurobiologie, Univ. Louvain Med Sch, Belgique
- François Graner, biophysicien, CNRS et Univ. de Paris Diderot, France (ORCID 0000-0002-4766-3579)
- José Halloy, Professeur de physique, biophysique et développement durable, Université de Paris, France (0000-0003-1555-2484)
- Hideki Kakeya, Dr. ingénieur, professeur associé, Université de Tsukuba, Japon (0000-0003-3788-9133)
- Milton Leitenberg, associé de recherche principal, Université du Maryland, USA
- Filippa Lentzos, maître de conférences en sciences et sécurité internationale, King's College London, Royaume-Uni (0000-0001-6427-4025)
- Rosemary McFarlane PhD, professeur adjoint de santé publique, Université de Canberra, Australie (0000-0001-8859-3776)
- Jamie Metzl, Senior Fellow, Atlantic Council, USA (Co-Organisateur)
- Dominique Morello, Biologiste moléculaire, anciennement DR CNRS, communicateur scientifique, France
- Steven Quay, MD, PhD, anciennement professeur adjoint au département de pathologie de l'école de

médecine de l'université de Stanford, États-Unis (00h00).

Stanford University School of Medicine, USA (0000-0002-0363-7651)

○ Nikolai Petrovsky MBBS, PhD. Professeur de médecine, Collège de médecine et de santé publique Santé publique, Université Flinders, Australie (0000-0002-1580-5245)

○ Monali C. Rahalkar, Dr.rer.nat. Scientist D, Agharkar Research Institute, Pune, Inde (0000-0003-0945-4378)

○ Rossana Segreto, PhD, Département de microbiologie, Université d'Innsbruck, Autriche (0000-0002-2566-7042)

○ Günter Theißen, Dr. rer. nat., Professeur de génétique, Institut Matthias Schleiden, Université Friedrich Schiller de Iéna, Allemagne (0000-0003-4854-8692)

○ Jacques van Helden, Dr en sciences agronomiques, professeur de bioinformatique, Aix-Marseille Université, France (0000-0002-8799-8584)

○ Roland Wiesendanger, Dr. phil., Professeur de physique, Université de Hambourg, Allemagne (0000-0002-0472-4183)

Terrible avenir tel qu'on se le cache

Par biosphere 8 mai 2021



Dans les conversations courantes, une considération chasse l'autre. La pandémie aujourd'hui, hier le terrorisme, le réchauffement climatique en toile de fond, la canicule un jour, les inondations le lendemain, quelques considérations très ponctuelles sur la chute de la biodiversité et toujours l'avalanche des faits divers... on en oublie la descente énergétique qui s'amorce. Les médias se consacrent aux problèmes de société et aux événements croustillants, raffolent de la culture d'élite et du sport de masse, décortiquent les débats sans fin sur les ravages de la pandémie, les masques, la vaccination, se penchent de temps en temps sur les chômeurs et les familles à la dérive, nous abreuvant de publicités... Ils nous détournent de l'essentiel. Les politiciens captent eux aussi notre attention avec le bal des ego et les jeux d'appareil. Nous sommes submergés de nouvelles, anesthésiés, incapables de trier entre l'important et le dérisoire.

Qui se souvient encore du krach financier de 2008 ? Qui se rappelle du pic pétrolier mondial de 2006 ? Qui a fait le lien entre ces deux événements ? Qui parle aujourd'hui du choc pétrolier ultime qui va survenir bien avant que nous ayons commencé à lutter vraiment pour le climat ? Crises pétrolières et crises climatiques sont les jumeaux de l'hydrocarbure, liés l'un à l'autre de façon très étroite. Laisser le pétrole sous terre pour éviter les gaz à effet de serre, et c'est la catastrophe économique par manque de carburant d'une civilisation basée sur les ressources fossiles. Brûler du pétrole, c'est l'apocalypse climatique et une planète invivable pour les générations futures. Peu de gens restent lucides sur le rôle central du pétrole, le viagra des sociétés croissancistes. Pourtant, les avertissements remontent à loin, encore faut-il les connaître

Le pic pétrolier est ce point de retournement à partir duquel la production de pétrole commence à baisser inéluctablement. Le géologue américain King Hubbert avait annoncé en 1956 que les États-Unis connaîtraient ce pic vers 1970. A l'époque, la majorité des experts s'était montrée incrédule. Pourtant, le pic de Hubbert a été atteint aux États-Unis entre 1971 et 1972. Un spécialiste de l'automobile, Jean Albert Grégoire, publie un livre en 1979, *Vivre sans pétrole : « Comment l'automobiliste pourrait-il admettre la pénurie lorsqu'il voit l'essence couler à flot dans les pompes... Apercevoir la fin des ressources pétrolières, admettre son caractère inéluctable et définitif, provoquera une crise irrémédiable que j'appellerai crise ultime. »* [Jean-Marc Jancovici](#) précisait récemment que jamais un humain n'avait autant utilisé de pétrole par habitant qu'en 1979, et jamais plus il n'en utilisera autant. La descente énergétique avait commencé, et les indicateurs monétaires ne font que suivre les indicateurs physiques. L'économie n'est qu'une machine à transformer les ressources naturelles. Sans ressources à disposition, c'est la chute du PIB. Opinion publique, médias ou politiciens, qui le dit assez fort pour être entendu ?

La lutte pour le climat va précipiter l'arrivée de la date du choc pétrolier ultime. Selon ses engagements, l'Europe devrait d'ici à 2050 avoir fait disparaître la consommation de charbon, avoir réduit de 85 % sa consommation de pétrole et de 55 % sa consommation de gaz naturel. Mais difficile à une époque de fausses nouvelles, d'idéologie croissanciste répandue dans tous les milieux médiatisés, d'économie de la promesse au sortir du confinement et de croyance au progrès technique sans limites, difficile donc de penser aujourd'hui que la taxe carbone aurait du être mise en place depuis de nombreuses années déjà ; cette réalité a été occultée, y compris par la Convention citoyenne sur le climat dans ses 149 propositions. Nous serons donc un jour prochain obligé d'adopter un rationnement avec des cartes carbones individuelles. Qui le dit assez fort pour être crédible ?

Le problème de la nécessaire rupture écologique, c'est qu'elle demande une complète déconstruction de nos structures matérielles et mentales actuelles. Il nous faut un nouvel imaginaire, répétait Serge Latouche. Il nous faut aller moins vite, moins loin et moins souvent, s'exclamait Yves Cochet. Mais bousculer des habitudes socio-culturelles demande du temps, pratiquer la sobriété partagée ne va pas de soi. Pourtant, le double choc pétrolier et climatique nous oblige à réagir drastiquement. L'avantage de ces vagues pandémiques mondialisées à répétition, c'est qu'elles nous préparent aux politiques de restrictions dans tous les domaines : se déplacer, se nourrir, trouver un emploi, pratiquer les loisirs. On est en train d'en revenir à l'essentiel de nos besoins, poussés par un virus et non par notre réflexion commune. Qui explique à la population que nous sommes entrés dans l'ère de la démobilité, de la désurbanisation, de la décroissance du superflu ? Qui énonce que cette période est nécessaire et qu'elle sera durable ? Qui nous dit que le monde d'avant, le monde de l'abondance matérielle et des esclaves énergétiques à profusion est prochainement révolue ? Il nous faudra attendre le choc pétrolier ultime pour en prendre collectivement conscience...

Michel Sourrouille, article paru initialement sur le site des JNE :

<https://jne-asso.org/blogjne/2021/02/14/lavenir-tel-quon-se-le-cache/>

Limiter les naissances, plutôt choisir sa mort

Par biosphere 9 mai 2021



Un jeune auditeur : « *Plutôt que de limiter les naissances, supprimons les soins médicaux dès l'âge de 80 ans.* »
 Un autre encore plus jeune : « *Pour ne plus être trop nombreux, changeons de société : 20 ans pour étudier, 20 ans pour travailler, 20 ans de retraite pour profiter de la vie et dès l'âge de 60 ans, euthanasie obligatoire.* »
 C'était à la fin des années 1980 deux interventions lors d'une émission radio « Faut-il limiter les naissances ? ». Quarante ans plus tard, on se pose toujours en France la question de [choisir sa mort](#). Le débat est à la fois public et parlementaire.

1) [Éditorial du « MONDE » le 7 avril 2021](#) : *Récurrente, douloureuse, mais fondamentale et rebelle à tout manichéisme, la question de la fin de vie revient à l'ordre du jour... Selon plusieurs sondages, une large majorité de Français, y compris les catholiques pratiquants, souhaite une évolution de la loi... De leur côté, les adversaires du texte insistent sur les progrès en matière de soins palliatifs... Mais c'est un fait, la mort est un événement sur lequel les individus souhaitent de plus en plus exercer leur liberté...*

Réactions à cet éditorial sur [lemonde.fr](#) :

Michèle de Dordogne : Il faut faire comprendre une chose importante aux soignants : Lorsqu'ils mettent quelqu'un sous sédation profonde terminale (ce qui est légal mais que beaucoup refusent encore) ou qu'ils pratiquent une euthanasie active, ce n'est pas eux qui tuent le malade mais leur maladie : ils ne font que mettre fin à des douleurs et qu'aider le passage, un acte de charité, un acte de soignants responsables jusqu'au bout.

Pascale C. : Comme le disent les gens bien, pourquoi l'euthanasie alors qu'on peut très bien se jeter d'un pont ? Et pourquoi mourir sans souffrances inutiles quand on peut avoir une mort bien douloureuse, bien lente et bien atroce ? Pourquoi ne pas profiter pleinement des plaisirs de l'Alzheimer, surtout en phase terminale ?... Tout cela me paraît bête à pleurer. Je désire pouvoir mettre fin à ma vie d'une manière indolore et parce que c'est mon choix : en un mot, même si ce mot est discuté, dignement, et sans être infantilisée par une bande de bigots et de cagots qui s'arrogeraient jusqu'à mon dernier instant le droit de dire le bien à ma place.

joelle Koenig : Peut être certaines personnes qui ont mon âge, nées après la 2ème Guerre Mondiale, se rappellent-elles avoir appris à L'Ecole Publique cette fable de Lafontaine: « »le Laboureur et ses enfants » »: Le laboureur sentant sa mort prochaine fit venir ses enfants, leur parla sans témoins : Travaillez prenez de la peine.... et surtout la morale : JE VOUDRAIS QU'A CET AGE ON SORTÎT DE LA VIE AINSI QUE D'UN BANQUET ET QU' ON FÎT SON PAQUET CAR DE COMBIEN PEUT ON RETARDER LE VOYAGE?

Dominique : Beaucoup de bruit pour pas grand chose. Cette proposition de loi « donnant le droit à une fin de vie libre et choisie » ne vise en fait que les personnes « en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable (...) lui infligeant une souffrance physique ou psychique qui ne peut être apaisée ou qu'elle juge insupportable », ce qui restreint considérablement son champ d'application. La seule véritable avancée serait une loi autorisant explicitement le suicide assisté ou l'assistance au suicide (« fin de vie » = hypocrisie pour ne pas employer le mot « suicide ») pour tout individu en pleine possession de ses facultés. Aujourd'hui, une

personne qui décide de ne plus vivre, et c'est son droit le plus strict même si elle ne souffre d'aucune affection grave ou bénigne, n'a le choix qu'entre des moyens violents (arme à feu, pendaison, poison, etc.). C'est cela qui est scandaleux, ainsi que le fait que certains s'arrogent le droit d'obliger quelqu'un à vivre alors qu'il n'en a pas envie.

Sam D : Juste pour rappeler que tout le monde a droit à mettre fin à sa vie sans que cela passe forcément par la médecine (c'est d'ailleurs un peu le même problème que pour beaucoup de procréations médicalement assistées). Ce sont souvent les mêmes qui hurlent à la dictature des blouses blanches et font appel à la médecine pour des choses qui n'en relèvent pas forcément...

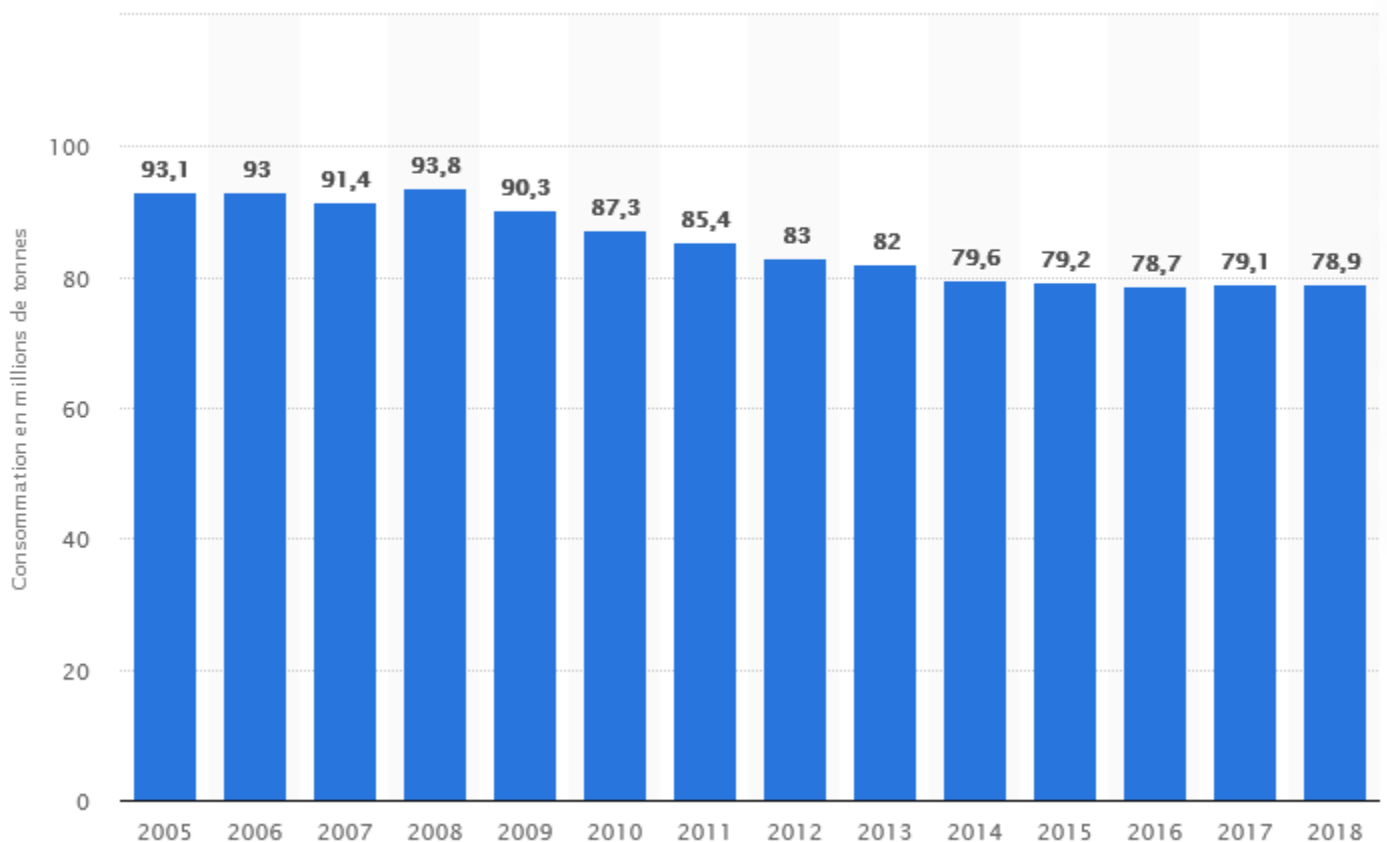
Claustaire : Sam, vous pouvez effectivement repeindre votre salon pour vos héritiers en recourant au fusil de chasse.

I.H : On pourrait commencer par une campagne promouvant la rédaction des directives anticipées. Qui ne concernent pas que le quatrième âge. Il y a 6 ans j'étais la seule et première patiente de mon généraliste à l'avoir demandé. Cela avait pris beaucoup de temps, je crois que depuis des formulaires ont été mis à la disposition des médecins pour en faciliter la compréhension et la rédaction.

▲ RETOUR ▲

NIOUZES ÉNERGÉTIQUES 09/05/2021

9 Mai 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND



Consommation de pétrole 2005 - 2018.

En 2019 la consommation s'est élevée à 72.5 puis à 61 millions de tonnes en 2020. Et ne montre guère de signes de rétablissements.

On voit donc que le signe de crise, la brutale chute de 2019, est nettement antérieure à la crise covid.

Les pompom girls anti-renouvelable ne manque pas une occasion : "Allemagne: l'éolien, pilier de la transition énergétique, vacille".

De fait, leur inculture générale et généralisée est crasse. Aucune industrie ne s'est développée de manière linéaire. Et la crise énergétique actuelle touche tous les secteurs, et encore plus le fossile. Les années de crises, avant la première guerre mondiale étaient fréquentes.

Tous veulent y voir une faillite et un "retour au bon sens", nucléaire, charbonnier, pétrolier ou gazier, tout en sachant bien sûr, qu'il faut "sauver la planète", alors que ce qui est en cause, c'est la stupidité du GIEC et de l'agence internationale de l'énergie, qui présuppose que l'on va extraire la totalité des ressources.

Les ducons la joie en veulent pas voir que c'est ce peu ou à terme, rien.

Là aussi, ils ne veulent pas voir les 5000 milliards de dollars de subventions aux énergies "sérieuses", chaque année, sur 80 000 milliards de PIB. *Errored* maintenant, c'est 5300 milliards...

Quand aux surrégénérateurs, et autres "solutions" nucléaires, pour le moment, elles n'existent pas. Seulement sur le papier, dans la réalité physique, rien.

Pour les effets de la crise dans le monde réel, on a une énième relance de la guerre en Colombie. Si on nous a rebattu les oreilles sur la faillite de l'économie du Venezuela, là, les copains des USA viennent d'imploser en plein ciel. Le GJ est un produit d'exportation qui marche bien.

Pour les sociétés étrangères qui viennent "souiller" le sol national de leurs éoliennes, je rappelle qu'on nous serine que c'est génial les investissements étrangers. Et l'ouverture des frontières aussi...De toute façon, il suffit d'une loi pour tout nationaliser, et d'une autre pour le faire sans indemnité.

D'ailleurs, il paraît qu'on va se castagner avec nos alliés héréditaires (enfin, depuis 1914 seulement).

Donbass : l'attaque ukrainienne est paralysée... par le manque de gazole (qui devait arriver de Russie ou de Biélorussie).

Air Rance-KO lm se ramassent encore gravement.

Bref, toutes les nouvelles énergétiques convergent, et certains abrutis critiquent la seule source énergétique en expansion... Faut il être bête...

40 %

Michael Snyder pose la question qui tue. Que ferons nous quand l'alimentation pèsera pour 40 % des dépenses des ménages (même pour les ministres et ex-ministres, pas philosophes et désargentés) ce poids ?

La liste des ruptures est impressionnante :

- Puces informatiques
- Voitures usagées et voitures de location

- carburant -Plastique et huile de palme
- Camions et chauffeurs de covoiturage
- Maisons et maisons de vacances
- Lumière
- Produits ménagers comme le papier hygiénique et les tampons
- Mobilier
- Poulet
- Bacon et hot-dogs
- Aliments importés comme le fromage , café et huile d'olive -
- Chlore
- Maïs.

Le plus marrant et le caractère de rupture le plus affirmé est le manque de chlore pour les piscines, les transformants en cloaques. On manque même de voitures d'occasion.

J Sapir, par exemple, confond planche à billet (planche à dette dans ce cas précis), et reprise. Le nominal est sauvé mais l'économie réelle, elle, flanche sérieusement.

En 2019, les Américains ont dépensé en moyenne 9,5% de leur revenu personnel disponible pour la nourriture, répartis entre la nourriture à la maison (4,9%) et la nourriture à l'extérieur (4,6%). Entre 1960 et 1998, la part moyenne du revenu personnel disponible consacrée à l'alimentation totale par les Américains est tombée en moyenne de 17,0 à 10,1 pour cent, en raison d'une diminution de la part du revenu consacrée à la nourriture à la maison.

On voit le problème social arriver.

À mesure que leurs revenus augmentent, les ménages dépensent plus d'argent pour la nourriture, mais cela représente une part du budget global plus petite. En 2019, les ménages du quintile de revenu le plus bas ont dépensé en moyenne 4400 \$ en nourriture (soit 36,0% du revenu), tandis que les ménages du quintile de revenu le plus élevé ont dépensé en moyenne 13987 \$ en nourriture (soit 8,0% du revenu).

Si c'est gérable pour ceux qui passe à 32 % des revenus, pour celui qui en dépense déjà 40 %, cela devient impossible, sauf à passer au poulailler et au jardin individuel.

Hourra pour l'union soviétique !

Déjà, on pourra noter la disparition rapide et totale de "la nourriture à l'extérieur" et ses 4.6 %, au profit d'une alimentation plus fruste. (Je pense au "régime Gandhi").

De plus, il est clair que les américains deviendront tous milliardaires (nous aussi d'ailleurs), et qu'avec ces milliards, il faudra jouer de magouilles, de bassesses, d'intimidation, etc, pour aller acheter une baguette de pain.

La rupture pétrolière est plus grave aux USA qu'en Europe, pour un simple fait. Le pays est plus grand, et nécessite, comme jadis l'URSS, plus de pétrole pour fonctionner. L'URSS était un pays à forte contrainte énergétique, la Russie l'est aussi mais a, par tête, plus de ressources, les USA sont en train de devenir aussi, un pays à forte contrainte énergétique.

RUST BELT-CEINTURE DE ROUILLE

Pendant que les ZUSA veulent intégrer l'Ukraine dans l'OTAN, un essai sur les missiles minuteman a foiré, situation habituelle dans l'armement aux ZUSA.

Paraît-il qu'un pays qui a un conflit interne ne peut rejoindre l'OTAN, mais la guerre d'Irlande n'a guère gêné la Grande Bretagne. Ici, il s'agit de "l'agression russe" qui menace le pays, dit-on.

En réalité, le dilemme de Poutine s'il décidait un matin d'écraser l'Ukraine, ça serait de savoir ce qu'il va faire l'après-midi (peut-être même l'heure suivante). Bien sûr, sans utiliser aucunement les armes nucléaires. On peut penser qu'il y a eu l'avance russe en matière militaire sur les ZUSA (et bien sûr, tous les autres) d'une à deux générations, soit 25 à 50 ans, et que cela s'accroît encore.

Pour les gueux à l'intérieur des ZUSA, c'est la dénonciation, ostracisation et l'excommunication, comme ils disent à CNN. Bien entendu, pas question d'interdire mythiques voyages et croisières, les deux plus grands épandeurs de pandémie jamais connus.

La guerre entre l'empire romain (Turquie), et la Perse (Iran) qui dure depuis 2000 ans, est de nouveau d'actualité. Il n'y a pas à dire, la géographie et la physique, ça explique beaucoup de choses. Pour le site aviapro (Russie), France et Grande Bretagne sont à la veille de terminer réellement la guerre de 100 ans. Avec certains alliés, pas besoin d'ennemis. Mieux, même le huffington post, pourtant très politiquement correct, pense aussi au risque de guerre.

Faites vos réserves, le prix de la nourriture flambe.

On aurait donc, la totale, Guerre, Famine, épidémie, conquête. Qui dit mieux ?

IDIOCRACY ET TROUBLES MENTAUX...

Le seul problème du film Idiocracy, c'est qu'il voyait trop loin.

500 ans pour devenir idiot, c'est beaucoup trop. Une génération suffit. Surtout chez les américains "libéraux", ou même "très libéraux".

Pour en plus, souffrir de troubles mentaux affirmés. Pas besoin d'une étude pour le dire. Il suffisait de voir les villes américaines flamber.

Pour ce qui est de l'antiracisme militant, en Californie, on veut quasiment supprimer les maths, pour pas traumatiser certaines "minorités" (visiblement pas les asiatiques).

Une mauvaise langue vous dirait que c'est pour les rendre encore plus cons ? Illettrés et i-chiffrés, on est loin, très loin des demandes des Black Panthers et de Martin Luther King, ceux-ci devenant avec le temps des réactionnaires et conservateurs proches du KKK ? Eux voulaient simplement que les noirs aient une meilleure éducation scolaire...

On a pris le problème différemment, tout le monde aura une éducation de merde, longue, mais de merde.

En France, il y a très longtemps, j'avais d'ailleurs remarqué personnellement le niveau déplorable des bacs A en ce qui concernaient la simple connaissance des tables, l'addition, la soustraction, la multiplication, c'était bon pour la calculette dont on ne sait aujourd'hui, pas même se servir.

"The study, which examined white liberals, moderates, and conservatives, both male and female, found that conservatives were far less likely to be diagnosed with mental health issues than those who identified as either liberal or even "very liberal." What's more, white women suffered the worst of all. White women, ages 18-29, who identified as liberal were given a mental health diagnosis from medical professionals at a rate of 56.3%, as compared to 28.4% in moderates and 27.3% in conservatives."

Traduit imparfaitement par :

L' étude, qui a examiné les libéraux blancs, les modérés et les conservateurs, hommes et femmes, a révélé que les conservateurs étaient beaucoup moins susceptibles de recevoir un diagnostic de problèmes de santé mentale que ceux qui s'identifiaient comme libéraux ou même «très libéraux». De plus, les femmes blanches ont souffert le plus de tous. Les femmes blanches, âgées de 18 à 29 ans, identifiées comme libérales, ont reçu un diagnostic de santé mentale de la part de professionnels de la santé à un taux de 56,3%, contre 28,4% chez les modérés et 27,3% chez les conservateurs.

Autant dire que l'obsession du racisme et du réchauffement climatique sont devenus des troubles obsessionnels compulsifs, créés par des organes de propagande, pour des gens sans recul ni sens critique. Le sens critique, ça ne s'apprend plus à l'école.

NO UNITS TO SEND

L'aboutissement du bordel est arrivé à maturité à Baltimore (j'aime cette ville 🤔🤔🤔) avec la gestion judicieuse des autorités démocrates des USA.

Les membres des minorités, en fait surtout une, n'ont plus à se soucier des poulets quand ils s'entretuent.

500 "cops" manquent à l'appel et on n'a pas pu envoyer d'unité de secours médicale sur les lieux de la fusillade.

"So much for President Biden's "unity" and progressive policing policies that have decimated Baltimore City Police's ability to function. Prepare for another grim year in Baltimore as the summer months are just ahead."

traduction :

"Voilà pour «l'unité» du président Biden et les politiques de police progressistes qui ont décimé la capacité de la police de la ville de Baltimore à fonctionner. Préparez-vous pour une autre année sombre à Baltimore car les mois d'été sont à venir."

Mais l'honneur est sauf, si le bilan de l'année s'annonce bon et même exceptionnel et devrait rejoindre les 350 tués (600 000 habitants) car les mois d'été (les plus chauds, à tous points de vue), sont les plus meurtriers (Tiens, "l'été meurtrier", c'est un bon titre, ça devrait servir).

L'hypocrisie est donc à son comble. On se soucie soit disant de "diversité", on s'offusque de l'utilisation du mot "nègre", mais on regarde 350 personnes se faire tuer à Baltimore (à 95 % noires), sans sourciller. Bien entendu, la moitié des crimes ne sont pas résolus, les peines sont négociées et ridicules (les coupables, souvent mineurs) et l'espérance de vie des membres d'une minorité est de 18 ans, mais on s'offusquerait d'entendre le mot interdit...

Cerise sur le gâteau, les armes à feu sont prohibées à Baltimore. Mais les habitants s'en foutent, la plupart ne savent lire qu'une chose, le chiffre sur le billet de banque, alors, lire des articles de loi... En plus les rues, c'est comme la samaritaine, on y trouve tout.

Pour donner une idée réelle du carnage dans une ville démocrate, le nombre d'invalides suite aux fusillades est au moins le double, sinon le triple, et les overdoses, le double au minimum et le triple au maximum. Donc, chaque année, au moins un millier de personnes meurent, et les invalides sont au moins autant.

Bravo joe-le-vieux-débris et les noirs du parti démocrate, beau bilan, le KKK n'aurait pas fait mieux. Et il n'a

même jamais fait mieux, même au meilleur de sa forme. La police non plus n'a jamais fait mieux. Quand au "racisme systémique", il faut reconnaître son existence. Le parti démocrate noir a entrepris d'exterminer les noirs.

SIMULACRE ?

J'ai souvent dit que la crise covid tombait bien, pour masquer la crise pétrolière, Orlov le croit aussi, Gail Tverberg, pareil, et Alexandre karadimas, lui, dit la chose suivante :

Pénurie plus internet. Pourquoi leur Grand Reset est un simulacre qui masque le réel effondrement occidental...

- l'Occident, c'est-à-dire la Zone Dollar (Amérique du Nord, Europe non Russe, anciens dominions britanniques comme l'Australie ou Israël, etc.) est ruiné. Il l'était déjà longtemps avant le COVID, sans doute déjà avant la crise de 2008
- le pic pétrolier conventionnel a eu lieu en 2006, et l'épuisement des ressources, anticipé avec précision dès 1970.

La seule chose que je vois pas en 2030, c'est l'effondrement. Visiblement, on y est.

A. Karadimas a la même appréciation que moi pour l'évaluation des puissances : De manière convenue, on l'oppose à la Russie (énergie, puissance militaire) et à la Chine (production industrielle)

Pour rappel, j'avais signalé l'existence de 3 superpuissances sur terre : la Russie, énergétique, militaire, La Chine, industrielle, Cuba, médicale. La Russie aussi développe son industrie, et son agriculture et son but est celui qu'avait défini Staline : l'autosuffisance la plus forte possible.

Notre élite parle d'un plan défini longtemps à l'avance, le Great Reset (la Grande Réinitialisation), qui est un emballage à la mode technologique d'une condition de pénurie permanente.

Pour résumer, on veut nous faire croire que la vie d'une famille ouvrière des années 1900 (circulation en vélo, de la viande une fois par semaine, un petit appartement) est le summum de la branchitude, tout ça parce qu'on y ajoute Internet, dans ses différentes déclinaisons (Smartphone, objets connectés etc.)

Euh, en 1900, l'ouvrier ne roule pas en vélo. C'est seulement dans les années 1930. Le vélo des années 1930, c'est un mois de salaire. En plus, en 1900, une bonne partie de la population était rurale, donc avec plus d'espace, et comme me disait un vieux paysan, avant la myxomatose, on ne revenait jamais bredouille, en moins d'une heure les lapins s'alignaient (les rats pour les parisiens).

Pour ce qui est du smartfon, et de l'internet, leur durée de vie est désormais limitée. Partant, eux aussi, sur des consommations d'énergies exponentielles, elles atteindront vite les limites.

Les mesures anti-COVID prises par la plupart des pays n'ont aucun sens à part celui de détruire les alternatives au Système et d'imposer une version d'Internet extrêmement intrusive... le commerce traditionnel ne fonctionne plus, il faut passer par la grande distribution ou commander par Internet. La restauration hors fast-food et franchises, a été exterminée.

Le pic pétrolier impose de liquider certaines activités économiques.

Aujourd'hui le management est assez universellement considéré comme inefficace, stupide et même cruel.

Tiens, il parle de Macron.

Des dynasties cooptées, parfois même par le droit du sang, dirigent de grandes structures en suivant des idéologies ouvertement stupides, qui ne sont suivies que par ceux qui n'ont jamais créé ou même travaillé.

Ces structures échouent en permanence, sans s'en cacher (la ville de Paris ou l'avion F-35 par exemple) sans que cela n'aboutisse à une quelconque remise en question, puisque la planche à billets mondiale récompense les idiots et expose les entreprises bien gérées à se faire dévorer.

Puisqu'il n'y a plus de moyen de corriger le Système, les différents représentants du peuple (ceux qui sont encore en contact avec la réalité) ayant été non pas muselés mais démotivés, **il va donc faire faillite, c'est-à-dire cesser de fonctionner. C'est là le mécanisme de l'effondrement.**

Nos élites se placent dans la position d'escrocs ruinés, incapables d'honorer leurs promesses. Au fur et à mesure que notre pouvoir d'achat disparaît, cela les mène inexorablement à l'usage de la répression et la violence, pour que l'on ne puisse pas contester leur mensonge.

Ce dont j'ai toujours parlé, les cosaques sociologiques, peu à peu remplacés par des vrais cosaques. Mais même les cosaques ont le bluze.

Or la répression ne crée rien. Deux ou trois décennies de « management au stress » ont envoyé une partie des ingénieurs et techniciens en burnout, une autre à l'étranger et la dernière à n'en faire que le minimum, sous l'autorité de cheffes incultes qui ressemblent à Victoria Nuland.

le Great Reset va se terminer en cauchemar, l'Effondrement, qui tuera la plupart d'entre nous, puisque c'est bien là le résultat des effondrements.

Bon, certains vous diront qu'il faut bien mourir un jour, mais que si on a le plaisir de défoncer quelques crânes avant... Parce que c'est ce qui va se passer, et que le prétorien va tuer le sénateur, l'empereur et le riche.

Dans les révolutions/effondrements, les seuls qui soient obéis, sont ceux qui se tremperont les mains dans le sang.

AÉRIEN SOUS L'EAU

"Restructuration brutale mais inévitable pour Swiss". On s'en serait pas douté.

Réduction de 15 % de la flotte. 1700 emplois à la trappe (intrinsèquement, ils étaient inutiles), 14 avions déclassés sur 90. Classique. En attendant mieux.

Commandes de 5 airbus et 5 boeing pour Lufthansa, les boeing (des appareils produits, mais dont les commandes ont été annulées) seront livrés en 2022. Cela en dit long sur la crise du secteur, et je pense que les rabais ont dû être colossaux.

Pas de reprise en 2021 pour lufthansa, et augmentation de capital dont on ne sait d'où il vient (5.5 milliards).

Toulouse, face aux Zicologistes, le patron d'airbus monte au créneau. On avait le diner de cons, maintenant, c'est le combat desdits. En effet, les uns, comme les autres n'ont pas compris que c'était cramé pour eux, Airbus vivra quelques temps encore, mais sa période triomphante est passée, et les zicologistes lui rendent service. Ils font croire que cette industrie a de l'avenir.

Martinique, chute de 58 % du trafic aérien. Chute, sans doute dans de moindres proportions du pib, toute l'économie de l'île étant sous perfusion de la métropole.

L'utilité réelle de toute la filière est, en vérité, très faible. Pas tout à fait inutile, mais faible.

DUTCH DISEASE

Le Wyoming état charbonnier de l'ouest des USA est en désespérance. il veut intenter des actions en justice contre les états qui ne veulent plus de son charbon.

Il déterre chaque année 40 % du charbon des USA, et cette ressource est sa ressource la plus importante, en PIB et fiscalement.

C'est un morceau d'union soviétique-Russie, il produit 14 fois plus d'énergie qu'il n'en consomme.

Et la fin du charbon, ou sa simple décroissance, lui cause beaucoup d'ennuis.

Et le Wyoming, comme le Montana, on peut dire que c'est pas folichon, et qu'en plus, maintenant, il n'y a même plus de vaches. Ou peu.

En Chine, on prévoit le plafonnement des capacités des centrales thermiques au charbon à 1150 Gigawatts en 2025 contre 1095 l'année dernière. Cela veut dire aussi qu'on va en déclasser beaucoup, mais on se demande à quoi peuvent bien servir la moitié d'entre elles quand le taux d'utilisation chute à 40 %.

Si, à faire du PIB fictif. On est très fort quand la croissance réelle faiblit ou devient nulle. Augmenter les loyers, construire des centrales thermiques inutiles (en Chine), en construire (des centrales nucléaires) deux fois trop en France, voilà qui fait des gros chiffres mais qui est un mauvais investissement qu'on cherche ensuite par diverses magouilles, à faire passer.

Que reproche t'on au renouvelable ? De ne générer après investissement qu'un pib ridicule, alors que le charbon, il faut l'extraire, le transporter, le brûler, acheter et entretenir des machines (des grosses), qui font tout ça. De même, les économies d'énergie.

Mais là, on tombe sur le TINA.

ÉTAT RÉEL DE L'ÉCONOMIE...

Après le covid, nous avons eu un bref rebond des ventes, concernant surtout l'occasion, souvent à prix bradé, pour refaire les trésoreries et vider les stocks qui s'étaient gonflés.

En réalité, 2019 était la troisième année de stagnation des ventes mondiales.

2020 aura été l'année de l'écroulement (- 17 %), et 2021 celle de la reprise asthmatique.

A Toulouse, les salariés de Air Rance protestent. Ils sont plansocialisés et comme désormais, ils étaient loin de Paris, ils l'ont dans le... Je vous dirais pas où. Toulouse, Nice et Marseille sont concernés, et il n'y a rien d'étonnant. Quand la vie se retire d'une activité, les branches les plus mortes sont élaguées. Et les seules branches qui peuvent encore perdurer sont les grands aéroports, très touchés, mais partant d'un niveau nettement plus haut, et qui sont soutenus financièrement par le pouvoir politique, au moins dans un premier temps.

Selon "or.fr" :

"De nombreuses entreprises et services font une hémorragie de liquidités et ne s'en remettent pas avant des années, voire jamais pour certaines. Comme très peu de personnes voyagent actuellement, plusieurs compagnies aériennes, compagnies de croisière, hôtels et restaurants ne survivront pas. Il s'agit d'une industrie mondiale qui emploie 330 millions de personnes et qui représente 10% du PIB mondial. Selon certaines estimations, le tourisme international pourrait chuter de 60 à 80 % en 2020. L'industrie automobile constitue 3% du PIB mondial et devrait quant à elle baisser de 25% en 2020.

Le chômage réel et déguisé est un problème majeur et si l'on met fin aux indemnités de chômage ou aux prestations sociales, de nombreuses personnes seront dans une situation extrêmement précaire. Comme beaucoup ne pourront pas payer leur loyer, ils se retrouveront également sans domicile."

Pour ce qui est de la crise écologique, elle est dans certains endroits, là depuis tellement longtemps, qu'on ne la remarque que quand elle devient encore pire. Qui se souvient que Mexico était entourée de lagunes ?

Crise politique, avec des copains coquins nombreux et gourmands.

Crise énergétique aussi. On me parle du nucléaire et de ses nouveautés, qui n'en sont pas depuis 60 ans et qui ont peu et mal fonctionné et qui ne sont même pas d'actualité.

Comme nos gouvernants sont menteurs comme des arracheurs de dents, ils ne peuvent même pas parler de la raison pour laquelle on pousse les feux du renouvelable. C'est ça (à terme), ou rien.

On nous parle d'une menace climatique idiote, parce que, simplement, le scénario du GIEC est impossible. 25 % des réserves de charbon mondiales sont aux USA. 2 % de celles-ci sont économiquement exploitables... Soit le passage de 25 % à 0.5/75. Et ailleurs ? C'est partout pareil. Les 267 Gigabarils de réserve de l'Arabie ne bougent pas, alors que 150 ont été extraites.

Voilà une preuve d'imbécilité monumentale, parce qu'impossible. Les projections de consommation de charbon chinois. Un plateau qui n'en finit plus ? ça n'a jamais existé, nul part.

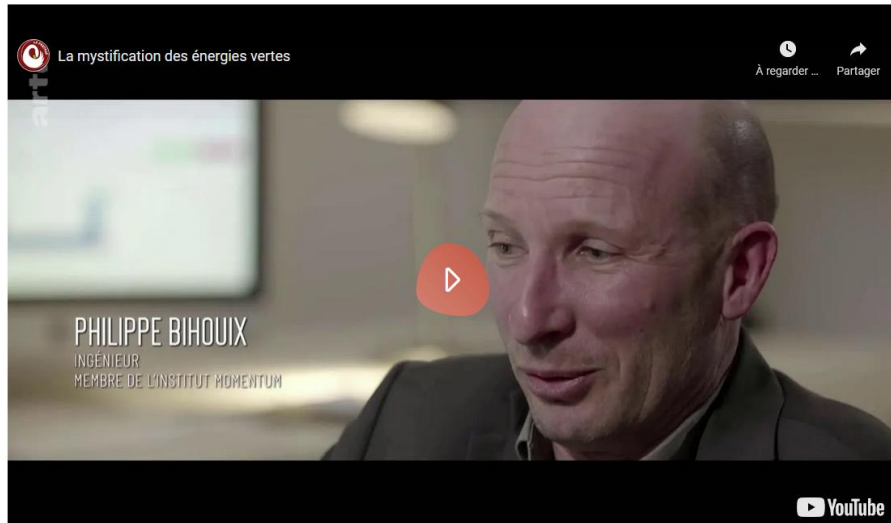
On préfère nous paniquer pour 2060 ou pour une pandémie qui serait mieux qu'annoncée... Ils ne risquent rien. En 2022 tout le monde aura oublié la prédiction.

Je me rappelle cette voyante qui avait prédit pour 1983 la guerre nucléaire.

▲ RETOUR ▲

À propos de « La face cachée des énergies vertes »

par Nicolas Casaux Publié le 10 mai 2021



<https://www.youtube.com/watch?v=mWv-yDddw00&t=3s>

La vidéo ci-avant est un petit montage réalisé à partir du documentaire *La face cachée des énergies vertes*. Mais avant d'en venir au documentaire lui-même, deux choses concernant cet extrait :

1. « Purifient l'air en Europe » : quelle formule absurde, en soi, rouler en voiture électrique ou installer des éoliennes ou des panneaux solaires ne purifie évidemment pas l'air en Europe (sachant qu'on respire tous dans la même atmosphère, si leur production et transport, etc., polluent l'air ailleurs, c'est pour nous aussi).
2. « Il n'y a pas de produits qui soient zéro impact zéro CO2 100% écolo », « tout a toujours un impact » (Bihouix), sous-entendu : un impact négatif sur le monde. C'est exact, dans la civilisation industrielle, tout a toujours un impact négatif sur le monde. Toutes les industries polluent, toutes, toutes ont des effets délétères sur la biosphère. C'est pour cette raison que même si l'on trouvait une source d'énergie et notamment d'électricité abondante et réellement non-polluante, n'ayant aucun impact négatif sur l'environnement [ça n'existera jamais, mais admettons], le problème écologique de la civilisation serait très loin d'être réglé. Cela pourrait même le faire empirer : cette énergie serait massivement utilisée dans divers processus, pour diverses choses toujours nuisibles pour le monde naturel. Mais en dehors de la civilisation, nombre de cultures, de peuples savent (savaient, pour ceux que la civilisation a détruits) vivre, produire des denrées alimentaires, se divertir, etc., sans nuire au monde. Au contraire, le système technologique, issu du capitalisme et de l'État, est foncièrement incompatible avec la nature et la liberté humaine.

HEURS ET MALHEURS DE LA CRITIQUE TECHNOCRATIQUE DE GUILLAUME PITRON

Le principal mérite de ce documentaire (à voir ou télécharger [en suivant ce lien](#)) coréalisé par Guillaume Pitron et Jean Louis Pérez, produit par JL Millan et JL Pérez (Grand angle Productions), et inspiré du livre de Pitron intitulé *La Guerre des métaux rares*, est d'exposer des réalités évidentes et pourtant largement occultées par les médias de masse (et les éco-célébrités, les éco-ministres, etc.) concernant les technologies de production d'énergies prétendument « vertes », « propres » ou « renouvelables », et les technologies dites « vertes » plus généralement. À savoir que la fabrication industrielle de tous ces appareils — panneaux solaires, éoliennes, voitures électriques, etc. — implique elle-même diverses pratiques polluantes, nuisibles pour le monde naturel — extractions minières de cuivre, de graphite, de lithium, transports et traitements de ces matières premières, etc.

Le problème, c'est que la perspective qu'il adopte est celle de technocrates désireux de gérer au mieux la civilisation industrielle. C'est-à-dire que ses réalisateurs et intervenants se fichent pas mal du fait que la fabrication de quoi que ce soit en usine, et plus largement que tout travail, dans la civilisation industrielle, repose sur l'entr'exploitation généralisée des êtres humains entre eux, et plus particulièrement sur l'exploitation du plus

grand nombre par le petit nombre que permettent aussi bien les États prétendument démocratiques que ceux qui ne s'embarrassent pas d'une telle prétention.

Les deux principales critiques que formulent Pitron et Pérez, ainsi que Bihouix et les nombreux intervenants (Montebourg, etc.), c'est d'une part que les technologies de production d'énergies dites vertes et les technologies dites vertes plus généralement ne sont pas exactement vertes, et d'autre part que leur production implique un extractivisme et des pollutions délocalisées plutôt que locales. Non seulement ils n'ont rien à dire sur le système d'exploitation de l'humain par l'humain et de marchandisation de tout qu'on appelle capitalisme, mais en plus ils n'ont rien à dire sur l'usage de l'énergie faussement verte produite, sur le développement technologique — la technologie — et ses effets (sur les implications sociopolitiques de la technologie, l'antinomie entre démocratie et technologie).

S'ils déplorent le fait qu'en matière d'énergies et de technologies dites « vertes », des patrons chinois l'aient emporté sur des patrons français, autrement dit que ce soit des prolos chinois et non pas français qui aient présentement l'honneur de fabriquer des panneaux solaires en usine ou de travailler dans des mines, s'ils déplorent le manque à gagner en termes d'emplois, de travail (de servitude salariale) que cela représente, ils se moquent éperdument du fait que tout cela implique, en premier lieu, qu'il y ait des patrons et des travailleurs, une immense division hiérarchique du travail, etc. Le capitalisme et l'État — ces deux systèmes imbriqués de dépossession, d'exploitation et d'aliénation, qui se combinent pour former la technocratie mondialisée — ne leur posent aucun problème. À ce titre, ils rejoignent la plupart des écologistes, pardon, la plupart des électrologistes — de Greta Thunberg à Cyril Dion.

En outre, leur critique de la non-vertitude des technologies de production d'énergie prétendument verte débouche sur un plaidoyer à la fois en faveur de l'innovation-technologique-qu'elle-pourrait-nous-sauver (plus de recyclage, meilleur recyclage, même si Philippe Bihouix reconnaît qu'en l'état des choses, les terres rares, on ne sait pas les recycler, nouvelles technologies, etc.), « il faut faire ce pari » (de l'innovation technocapitaliste) nous dit Olivier Vidal, directeur de recherche au CNRS, et en faveur de quelque « sobriété », diminution ou rationnement planifié et imposé par l'État dans la consommation (sorte de décroissance, purement matérielle, mais ils n'emploient pas le terme parce que Pitron ne l'aime pas).

C'est-à-dire que les technologies dites « vertes » ça pollue, oui, certes, mais on s'améliore, elles pourraient polluer moins à l'avenir (peut-être), ou du moins émettre moins de CO₂ (peut-être) — et puis, ainsi que l'explique le documentaire, toute activité humaine pollue ou nuit forcément à l'environnement (« tant qu'il y aura des activités humaines, il y aura de la pollution » nous dit le secrétaire adjoint de la société chinoise des terres rares, en assimilant, en bon civilisé, activité humaine et activité industrielle), alors bon, un moindre mal comme objectif, une destructivité plus douce, un meurtre plus lent, c'est bien tout ce qu'on peut faire, contraintes que nous sommes de continuer avec le mode de vie techno-industriel, avec la civilisation.

On peut donc toujours reconnaître à Pitron & Co. le mérite — que n'ont pas les électrologistes type Thunberg, Dion, YAB & Co. — d'admettre que de toute façon il n'existe pas vraiment de civilisation techno-industrielle capitaliste soutenable, bio, propre ou renouvelable. Même si, au bout du compte, ils se retrouvent à encourager à peu près la même chose qu'eux : innovation, technologie, sobriété-s'il-vous-plait.

▲ RETOUR ▲

Les préjugés du journal « La décroissance »

Par biosphere 11 mai 2021

Nous aimons ce mensuel iconoclaste qui porte la seule parole d'avenir aujourd'hui : « Il nous faut maîtriser la décroissance de notre système thermo-industriel, sinon le choc sera très brutal ». Il nous semble cependant que [Vincent Cheynet](#), son rédacteur en chef, ne réfléchit pas toujours comme il faudrait.

Par exemple les colonnes de son journal sont interdites à tous ceux qui analysent la décroissance démographique. On ne jure que par la décroissance économique, la maîtrise de la fécondité humaine, c'est tabou. Le mot « [malthusien](#) » est même interdit de séjour. On préfère louer les ventres qui s'arrondissent. C'est pourquoi ce journal en reste à des superficialités. Ainsi dans le numéro de mai 2021, la comédienne Audrey Vernon : « *J'ai envie qu'on arrête de fabriquer des smartphones, des SUV, mais pas des bébés.* » Commentaire du journal : « *On rêve d'un monde du spectacle qui devienne aussi subversif* ». Après ce commentaire abrupt, Vincent Cheynet cite le livre d'**Audrey, Billion dollar baby : lettre ouverte à mon enfant à naître. Il faut s'en contenter alors que la pensée d'Audrey est bien plus ouverte** : « *La littérature écologiste radicale est passionnante, stimulante... Notre civilisation ressemble de plus en plus à la grande barrière de corail, blanchie, fantomatique, sale... J'ai envie qu'on arrête de fabriquer des produits, de transformer l'animé en inanimé.. Je propose la décroissance, le retour à la réalité, la fin du décalage prométhéen entre nos techniques et notre incapacité qui fait qu'on n'arrive pas à imaginer les conséquences de nos actes et de l'utilisation de ce « progrès »... Il faut revenir à la réalité biologique et partir de ça pour reconstruire des techniques adaptées à la vie et qui ne détruisent pas tout ce qu'elles touchent. On ne devrait fabriquer que des choses biodégradables, retrouver cette osmose avec les êtres vivants dont nous co-dépendons. Se souvenir que l'océan avant d'être une décharge est notre oxygène, que la terre avant d'être une source de profit est la condition de notre vie biologique... Et aussi laisser les milliardaires aller sur Mars... tout seuls. Les périls sont immenses, on parle quand même de 6ème extinction de masse. De génocides en cours et à venir. Des enfants meurent tous les jours de notre confort, je rêve qu'appuyer sur un interrupteur n'ait pas pour conséquences l'expulsion de populations, la famine, la vie dans des bidonvilles...* » Après ces fortes paroles, on ne voit pas pourquoi Audrey n'a pas intitulé son opuscule « *lettre à l'enfant que je n'aurai jamais* ».

Le débat sur le malthusianisme mériterait d'être ouvert par Vincent Cheynet.

Notre synthèse, [MALTHUS, décroissant nié par les décroissants](#) (27 août 2020)

Deuxième [exemple d'ostracisme](#), la manie de Vincent Cheynet d'attaquer tout ce qui bouge en matière d'écologisme, celles et ceux qu'il appelle écotartuffes. Cyril Dion est emblématique des préjugés du journal envers les personnes et leurs idées. Dans le numéro de mai 2021, on fait une longue citation des propos de Cyril : « *Y'a un livre passionnant qui s'appelle Comment saboter un pipeline d'Andreas Malm... Finalement, dans l'histoire, que ce soit pour les droits civiques, que ce soit pour les suffragettes, que ce soit pour l'indépendance de l'Inde, en réalité il y a à la fois des mouvements non-violents, ce que l'histoire a gardé dans ses tablettes, mais aussi des mouvements d'action directe qui faisaient toujours attention à ne pas faire de victimes humaines mais où y'avait des sabotages, ou y'avait des attentats : les suffragettes faisaient péter des bombes, et cette action instaurait une épreuve de force avec le pouvoir qui a permis à la fraction non-violente de pouvoir avancer ses pions, et de pouvoir transformer les lois et la société....* » Le mensuel en tire le commentaire définitif suivant : « *Voilà notre écologiste médiatique qui fait l'apologie de la violence qui, en fait « ouvrirait la voix aux non-violents (sic).* »

Là encore le journal La décroissance refuse d'aborder le débat de fond, les modes d'action à envisager dans un contexte d'urgence écologique. Est-ce que la violence contre les biens nuisibles à l'équilibre socio-écologique sont (ou non) une forme de non-violence, **le débat méritait d'être ouvert par Vincent Cheynet.**

Notre synthèse, [Urgence écologique et destructions de biens](#) (11 octobre 2020)

▲ RETOUR ▲

RÉSERVES ? RÉSERVES ? VOUS AVEZ DIT RÉSERVES ?

10 Mai 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Après l'USGS (United states geological survey) qui a déclassé en non exploitable 98 % (et quelquefois 99 %) les réserves de charbon des états unis, l'Allemagne qui avait réduit les siennes de 5 milliards de tonnes (1999) à 184 millions (2003), aujourd'hui, ce sont les pétroliers qui auraient un besoin urgent de découvrir de nouveaux gisements pétroliers et de préférence maousse costaud, pour espérer rester en vie...

900 milliards de dollars de réserves de pétrole (le 1/3) risquent de devenir "sans valeur". De fait, ils n'existent et n'existaient que sur le papier et ne sont pas exploitables, dans le meilleur des cas, pour cause de TRE (taux de retour énergétique) trop bas, ou négatif. Dans 15 ans, les réservoirs risquent d'être vides, mais cela va arriver plus vite, pour cause de faillites des entreprises, aggravées par leur tendance à distribuer du dividende à la pelle.

*"Le cabinet de conseil en énergie norvégien **Rystad Energy** a averti que Big Oil pourrait voir ses réserves prouvées s'épuiser en moins de 15 ans, car les volumes produits ne sont pas entièrement remplacés par de nouvelles découvertes."*

Au premier trimestre, roulement de tambours, les compagnies ont découverts 1.2 milliards de barils, 12 jours de conso, exploitable en dix ans ???

BP déprécie de 17.5 milliards ses réserves, Exxonmobil de 7 milliards de barils (30 %), Shell 9 milliards de barils, Chevron 2 milliards de barils, BP de un milliard, seulement. Pour le prix Pinocchio, nous avons comme lauréat Total et Eni, qui disent ne pas les réduire.

Exxonmobil prévoit de maintenir la production stable à 3.7 millions de barils d'ici 2025, enfin, le stable de chez eux, c'est une réduction de 1.3 millions de barils par rapport aux prévisions de 2000...

Exxonmobil gagne donc le prix *focul du jour* avec son *"L'accent sur le changement climatique est de plus en plus une priorité "*.

C'est pas compliqué de devenir vertueux quand on n'a plus de quoi produire...

Les pertes 2020 ont été colossales pour ces sociétés, 77 milliards de USD. Ce qui ne les a pas empêché de verser 49.9 milliards de dividendes.

Moralité : les hystériques du changement climatiques sont des ... **La plupart des "réserves" fossiles, resteront dans le sol.** Et les journalistes sont de satanés menteurs et des idiots. Quant au GIEC, des politiciens.

L'HYPERPUISSANCE OU EMPIRE...

Quand je dis que certains sont complètement paumés et ne savent pas dans quel monde ils vivent, j'en ai chaque jour la confirmation. Je conseille à Xavier un exercice périlleux. Passer le cerveau du mode "off", au mode "on". Je sais, ça lui fera drôle les premiers temps.

"Pour parler de superpuissance, il faut dominer dans 3 domaines : le pouvoir politique et économique, le pouvoir militaire et le pouvoir culturel.

Les États-Unis sont la référence dans ces 3 domaines."

Bon, on appelle ça du léchage de cul TRÈS éhonté.

"L'économie américaine a également réussi à plusieurs reprises à se réinventer. La domination des Big Tech de la Silicon Valley en est une preuve supplémentaire.

Les États-Unis doivent leur leadership à leur investissement dans l'appareil militaire qui reste sans précédent pour un pays en temps de paix. Encore aujourd'hui, en chiffres absolus, le gouvernement américain a investi plus dans son armée que le reste du G7 réuni."

J'ai dit que je voyais 3 hyperpuissances dans le monde actuel.

- Cuba en matière médicale,

- La Russie comme puissance militaire et énergétique, bon niveau industriel,

- La Chine comme hyperpuissance industrielle.

Le pouvoir politique et économique sont très écornés. Le pouvoir culturel n'existe plus dans bien des pays. La Russie connaît du cinéma russe, la Chine et l'Inde du cinéma de leurs propres pays. Seuls les larbins occidentaux sont intoxiqués et se croient malin d'aller se mettre à poil devant à des Marius, pardon César.

Le pouvoir militaire est très limité, hors budget. Mais la marque de la puissance, c'est débauche de dollars, même si cela n'a aucune efficacité. Il y a 15 ans, un amiral US à la retraite disait que la folle flotte US cesserait d'exister en une semaine, si elle restait au port, en cas de guerre contre la Russie. Aujourd'hui, il y a eu progrès. C'est beaucoup moins, ça se compte en heures.

Ces foutus russes, au lieu de construire des flottes de 50 milliards de dollars avec le porte-avion qui en coûte 20, ont préférés des missiles qui coûtent 3 millions. C'est plus de 6000 fois moins, c'est pas du jeu.

Pour ce qui est de faire la guerre, un porte-avion, ça sert juste à bombarder un quelconque pays sans défense, genre Mozambique, le "libérer" (d'on ne sait pas trop de quoi) et de s'en barrer 20 ans plus tard en ayant perdu contre la résistance populaire.

Schéma bien connu depuis l'occupation du sud. Des guérillas émergent, les USA perdent la partie. Schéma répété bien des fois, notamment à Cuba, aux Philippines, Viet Nam, Afghanistan, et j'en oublie bien d'autres.

Je rappellerais aussi le F35, avion emblématique : incapable de combattre, à peine capable de voler, il a coûté officiellement 1700 milliards, sans doute le double. Le gag : quand un F35 a essayé sa mitrailleuse gatling, il s'est descendu lui-même, et il a dans les 900 défauts de logiciel, dont une vingtaine très graves, voir irréparables. Qui dit mieux ???

Sans compter la supériorité Russe en matière de missiles hypersoniques. 25 d'avance au minimum, peut-être 50, ils volent à 25 000 km/h, les USA s'essaient à en faire voler à 5000... Tout ça pour 1500 milliards, contre 15 dépensés par les russes.

Avoir 732 milliards de budget et n'avoir gagné, depuis 1945 que la guerre contre l'île de Grenade, ça fait cher la grenadine. Armée d'ailleurs pléthorique, 1500 hommes saupoudrés d'une centaine de cubains, "guerre" gagnée, d'ailleurs, laborieusement.

Pour ce qui est de "réinventer une économie", là, c'est dans le comique (comic ?) qu'il sombre. La seule chose qui fonctionne aux USA c'est la planche à billet.



Pour ce qui est de taïwan, dans le pire des cas, **la Chine** est capable de neutraliser totalement le pays. Et priver le monde de semi-conducteurs. Là, l'économie mondiale actuelle, coule à pic.

Pour ce qui est des conscrits US, 71 % d'entre eux (17 à 24 ans), sont trop gros, trop cons, affublés d'un casier judiciaire ou trop autre chose pour être mobilisés. On retombe sur le problème de Baltimore pour engager des flics noirs. C'est difficile d'en trouver sans casier judiciaire ET qui sache remplir le formulaire après 12 ans passés dans le système éducatif...

Mais les choses pourraient s'arranger. Devant l'impossibilité désormais de trouver de la main d'oeuvre pour ses emplois de merde, Macdo va être contraint d'augmenter les salaires (horreur) et le prix du Bigmac. Ils disent que c'est la faute des indemnités chômage, et si c'était la faute de la qualité défailante desdits emplois, totalement inintéressants, et entouré de managers tarés ? Enfin, si le prix augmente, dès fois que le tour de taille des américains se réduirait ???

En attendant, problèmes de superpuissance. Le carburant manque, suite à une attaque informatique sur un oléoduc. Apparemment, ils sont obligés de le faire fonctionner en manuel (triple horreur !)

Et la situation politique se dégrade. On est obligé d'appeler un poids lourd de la politique, Chelsea Clinton, pour pourfendre les conspirationnistes. (On voit tout de suite que l'intervention de la pouf va impressionner !)

Au parti républicain, on vire Liz Cheney et Romney pense que cela va faire perdre des voix aux républicains. De fait, c'est plutôt les deux compères qui seraient nuisibles. On peut poser la question qui tue. Quand Liz Cheney va t'elle pouvoir rentrer au Wyoming (elle a voté pour l'accusation de Trump), sans risque au minimum une volée de coup de bâtons ???

Quand à l'antiracisme militant BLM, il commence à mettre les abeilles à un certain nombre d'américains.

Bref, *une chouette fin d'empire...*

.ÉTAT RÉEL DE L'ÉCONOMIE...

Après le covid, nous avons eu un bref rebond des ventes, concernant surtout l'occasion, souvent à prix bradé, pour refaire les trésoreries et vider les stocks qui s'étaient gonflés.

En réalité, 2019 était la troisième année de stagnation des ventes mondiales.

2020 aura été l'année de l'écroulement (- 17 %), et 2021 celle de la reprise asthmatique.

[A Toulouse](#), les salariés de Air Rance protestent. Ils sont plansocialisés et comme désormais, ils étaient loin de Paris, ils l'ont dans le... Je vous dirais pas où. Toulouse, Nice et Marseille sont concernés, et il n'y a rien d'étonnant. Quand la vie se retire d'une activité, les branches les plus mortes sont élaguées. Et les seules branches qui peuvent encore perdurer sont les grands aéroports, très touchés, mais partant d'un niveau nettement plus haut, et qui sont soutenus financièrement par le pouvoir politique, au moins dans un premier temps.

Selon "[or.fr](#)" :

"De [nombreuses entreprises](#) et services font une hémorragie de liquidités et ne s'en remettent pas avant des années, voire jamais pour certaines. Comme très peu de personnes voyagent actuellement, plusieurs compagnies aériennes, compagnies de croisière, hôtels et restaurants ne survivront pas. Il s'agit d'une industrie mondiale qui emploie 330 millions de personnes et qui représente 10% du PIB mondial. Selon certaines estimations, le tourisme international pourrait chuter de 60 à 80 % en 2020. L'industrie automobile constitue 3% du PIB mondial et devrait quant à elle baisser de 25% en 2020.

Le chômage réel et déguisé est un problème majeur et si l'on met fin aux indemnités de chômage ou aux prestations sociales, de nombreuses personnes seront dans une situation extrêmement précaire. Comme beaucoup ne pourront pas payer leur loyer, ils se retrouveront également sans domicile."

Pour ce qui est de la crise écologique, elle est dans certains endroits depuis tellement longtemps qu'on ne la remarque que quand elle devient encore pire. Qui se souvient que [Mexico](#) était entourée [de lagunes](#) ?

[Crise politique](#), avec des copains coquins nombreux et gourmands.

Crise énergétique aussi. On me parle du nucléaire et de ses nouveautés, qui n'en sont pas depuis 60 ans et qui ont peu et mal fonctionné et qui ne sont même pas d'actualité.

Comme nos gouvernants sont menteurs comme des arracheurs de dents, ils ne peuvent même pas parler de la raison pour laquelle on pousse les feux du renouvelable. C'est ça (à terme), [ou rien](#).

On nous parle d'une menace climatique idiote, parce que, simplement, le scénario du GIEC est impossible. 25 % des réserves de charbon mondiales sont aux USA. 2 % de celles-ci sont [économiquement exploitables](#)... Soit le passage de 25 % à 0.5/75. Et ailleurs ? C'est partout pareil. Les 267 Gigabarils de réserve de l'Arabie ne bougent pas, alors que 150 ont été extraites.

Voilà une preuve d'imbécilité monumentale, parce qu'impossible. Les projections de consommation de charbon chinois. [Un plateau](#) qui n'en finit plus ? ça n'a jamais existé, nul part.

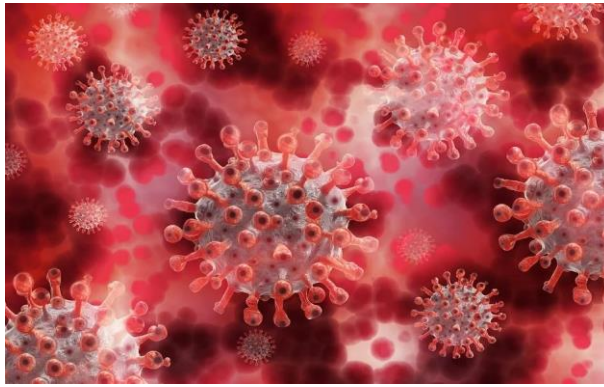
On préfère nous paniquer [pour 2060](#) ou pour une pandémie qui serait [mieux qu'annoncée](#)... Ils ne risquent rien. En 2022 tout le monde aura oublié la prédiction.

Je me rappelle cette voyante qui avait prédit pour 1983 la guerre nucléaire.

▲ RETOUR ▲

« Le Covid n'est pas une pneumonie. C'est une endothélite et cela peut tout changer ! »

par [Charles Sannat](#) | 11 Mai 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Les preuves s'accumulent progressivement et les autorités de santé françaises devront répondre de leur **incurie** car c'est bien de cela qu'il s'agit alors que cela fait plus d'un an que nous sommes confrontés à une pandémie sans précédent accompagnée **d'une épidémie hallucinante de mensonges d'Etat**. Masques, risques du virus, etc...

C'est du côté des chercheurs zurichois que nous pouvons confirmer ce que beaucoup pensaient, ou présentaient mais que l'on ne pouvait pas dire sans risquer l'excommunication médiatique. D'ailleurs cela continue allègrement encore.

Il y a tellement de questions à poser, il y a un évident débat à avoir pour éclairer le consentement des gens et remettre la science et la connaissance au cœur de la politique et des choix qui engagent collectivement toute la société.

Je vais donc partager avec vous deux informations clefs, et je vous invite à votre tour à partager également ces informations et la question finale qui concerne chacun de nous confrontés au choix vaccinal.

Voici un article de la très sérieuse [Tribune de Genève, source ici](#).

Non, le Covid-19 n'est pas qu'une pneumonie virale

« Des chercheurs zurichois ont analysé les tissus de personnes décédées du nouveau coronavirus. Ils estiment qu'il s'agit d'une inflammation vasculaire systémique et non d'une pneumonie.

Bien plus qu'une pneumonie, la maladie COVID-19 est une inflammation vasculaire systémique, selon une étude de chercheurs zurichois. Cela explique pourquoi elle provoque autant de problèmes cardiovasculaires et de défaillances d'organes vitaux.

Les premiers patients présentaient surtout des pneumonies difficiles à traiter, a indiqué l'Hôpital universitaire de Zurich (USZ) dans un communiqué. Par la suite, les médecins ont constaté de plus en plus de cas de troubles cardiovasculaires et de défaillances multiples d'organes sans lien apparent avec la pneumonie.

L'équipe de Zsuzsanna Varga, à l'USZ, a donc examiné au microscope des échantillons de tissus de patients décédés et constaté que l'inflammation touchait l'endothélium – la paroi interne des vaisseaux sanguins – de différents organes.

Le virus SARS-CoV-2 a pu être détecté dans l'endothélium lui-même, où il provoque la mort des cellules, puis des tissus et organes touchés. Les chercheurs en déduisent que le virus attaque le système immunitaire non pas

par les poumons, mais directement par les récepteurs ACE2 présents dans l'endothélium, qui perd ainsi sa fonction protectrice.

Tous les organes touchés

« La maladie Covid-19 peut toucher les vaisseaux sanguins de tous les organes », résume Frank Ruschitzka, directeur de la clinique de cardiologie de l'USZ, qui suggère désormais de baptiser ce tableau clinique « Covid-endothélite ».

Il s'agit d'une inflammation systémique des vaisseaux sanguins pouvant toucher le cœur, le cerveau, les poumons, les reins ou encore le tube digestif. Elle entraîne de graves microperturbations de la circulation sanguine qui peuvent endommager le cœur ou provoquer des embolies pulmonaires, voire obstruer des vaisseaux sanguins dans le cerveau ou le système gastro-intestinal, souligne l'USZ.

Si l'endothélium des jeunes patients se défend bien, ce n'est pas le cas de celui des groupes à risque souffrant d'hypertension, de diabète ou de maladies cardiovasculaires, dont la caractéristique commune est une fonction endothéliale réduite.

Au niveau thérapeutique, cela signifie qu'il faut combattre la multiplication du virus et en même temps protéger et stabiliser le système vasculaire des patients, conclut le Pr Ruschitzka, cité dans le communiqué. Ces travaux sont publiés dans la revue médicale britannique «The Lancet».

Un virus à nul autre pareil

D'autres recherches publiées dans la revue « Science » vont dans le même sens, évoquant une maladie systémique et un virus qui agit d'une manière différente de tous les autres pathogènes vus jusqu'ici.

Des dommages aux reins, au cerveau et au système nerveux central ont été signalés, de même que crises épileptiques, encéphalites et AVC chez des patients ayant récupéré. Les intestins, riches en récepteurs ACE2, sont un autre front d'attaque : la moitié des patients souffre de diarrhée. Les yeux et le foie sont également touchés ».

Le rôle de la protéine Spike.

Voici un autre article à relier au précédent [source SantéLog.com ici](#)

« La protéine de pointe du nouveau coronavirus joue un rôle clé supplémentaire, actif dans la maladie, révèle cette équipe de virologues du Salk Institute (La Jolla). Plus largement décrite comme une infection respiratoire, en décryptant comment la protéine Spike endommage les cellules, l'équipe documente la maladie COVID-19 comme une maladie principalement vasculaire. Ces conclusions, publiées dans la revue *Circulation Research* de l'*American Heart Association (AHA)* permettent de mieux comprendre toute une série de symptômes cardiovasculaires aujourd'hui associés à la maladie.

On sait aujourd'hui que les protéines « spike » du SRAS-CoV-2 aident le virus à infecter son hôte en se fixant sur des cellules hôtes, via le récepteur ACE2. Cette étude révèle que Spike joue également un rôle actif dans la maladie elle-même, en provoquant une fragmentation mitochondriale dans les cellules vasculaires. « Beaucoup de chercheurs et de médecins considèrent le COVID comme une maladie respiratoire, mais c'est vraiment une maladie vasculaire », le Dr Uri Manor, co-auteur principal de l'étude : « Cela permet d'expliquer pourquoi certains patients développent un accident vasculaire cérébral, d'autres une arythmie ou une tachycardie. Le point commun entre ces conditions est leur fondement vasculaire ».

Or les vaccins ciblent la protéine... Spike !

On ne se vaccine pas évidemment pour aller au restaurant ! C'est le degré 0 de l'argumentation médicale ou de santé publique. C'est de la propagande, efficace certes du type « reprendre notre vie d'avant », ou « se retrouver » avec la perversité de la culpabilisation induite, mais ce n'est pas éclairer le choix individuel, ni aider tous les intervenants (y compris les médecins) à mesurer les bénéfices/risques par catégories et par vaccins !

Nous pouvons constater tous les jours et sur tous les sujets que pour « vivre heureux », il ne faut « plus vivre caché ». Non, il faut « vivre avec le cerveau débranché ». Un « bon » citoyen, un « bon » collaborateur, un « bon » manager, est un individu qui désormais ne pose plus aucune question, n'interroge pas la réalité, ne fait plus preuve d'esprit critique. Cerveaux débranchés, tranquillité assurée.

Mais revenons à la question finale qu'il faut bien poser.

Les vaccins ciblent la protéine Spike en codant son ARN, et nombre de réactions aux vaccins posent des problèmes... de circulation de caillots sanguins qui font penser aux effets mêmes produits par le Covid.

Dès lors il faut s'interroger sur les effets même de la protéine Spike.

Et si cette protéine était le problème ?

Ce n'est pas à moi de l'affirmer et je n'ai en aucun cas les compétences ni pour confirmer ni pour infirmer cette hypothèse, mais nous pouvons faire des liens et poser des questions.

D'ailleurs quand bien même la protéine Spike expliquerait les problèmes inflammatoires du virus ou les effets secondaires des vaccins que cela ne voudrait pas forcément dire que le ratio bénéfices/risques ne serait pas en faveur de la vaccination. De la même manière, la chloroquine étant utilisée dans des maladies inflammatoires, c'est peut-être cela qui expliquerait son efficacité lorsqu'elle est administrée dès les tous premiers jours comme l'affirme depuis le départ le Professeur Raoult. Là aussi, il y a évidemment des questions à se poser et des réponses à apporter.

Si nous sommes confrontés à des variants, ne serait-il pas plus pertinent de développer également nos connaissances pour pouvoir soigner et non plus tout miser sur la vaccination, et l'on devrait même dire sur les vaccinations répétées ?

Le problème, généralement, c'est que lorsque les bonnes questions sont posées, elles n'obtiennent jamais de réponse et elles sont confrontées à un silence assourdissant.

Pour éviter toutes « théories du complot », ou plus simplement toute erreur ou rumeur, le plus simple, c'est toujours de dire la vérité et d'expliquer jusqu'à ce que tout le monde comprenne, ou presque ! C'est au prix de la vérité et de la pédagogie que l'on maintient et que l'on alimente la confiance, une confiance qui fait actuellement cruellement défaut dans le processus vaccinal engagé.

Charles SANNAT

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

.Incroyable ! Cyber-attaque contre les oléoducs américains paralysés !



Voici ce que nous apprend le Monde de ce qu'il vient de se passer aux Etats-Unis.

« Le gouvernement américain a décrété des mesures d'urgence, dimanche 9 mai, après qu'un logiciel malveillant a paralysé l'important réseau d'oléoducs géré par Colonial Pipeline. Ce réseau est une artère essentielle dans les infrastructures américaines : elle transporte plus de 2,5 millions de barils de pétrole par jour, des produits raffinés à destination des stations-service et des aéroports de tout l'est des Etats-Unis. Le département des transports a annoncé dans un communiqué une levée exceptionnelle de certaines restrictions pour permettre à l'entreprise de transporter ses carburants par d'autres voies, alors qu'une partie de ses oléoducs reste à l'arrêt.

Ce qu'il s'est passé

Un groupe de pirates a réussi, dès jeudi 6 mai, à s'introduire dans les réseaux informatiques de Colonial Pipeline, et à voler plus de cent gigaoctets de données. Le lendemain, les pirates ont paralysé certains ordinateurs de l'entreprise avec un logiciel et demandé à Colonial Pipeline une rançon, dont le montant reste inconnu, pour pouvoir à nouveau utiliser leur réseau d'oléoducs.

Très vite, l'entreprise a annoncé qu'elle a avait fermé sa distribution afin de pouvoir réagir efficacement à la situation qui frappait ses réseaux informatiques. Colonial Pipeline assure que de nombreux systèmes ont été mis hors-ligne simplement pour éviter que l'infection initiale ne se propage, mais que le virus n'a pas frappé les systèmes qui contrôlent directement les oléoducs et la distribution de carburants.

Selon plusieurs sources internes contactées par des médias américains comme le Washington Post et Bloomberg, Colonial Pipeline a été frappé par un rançongiciel. Il s'agit d'un logiciel malveillant qui verrouille les ordinateurs et réseaux informatiques des entreprises qui en sont victimes. Tous les fichiers des ordinateurs touchés sont alors chiffrés, c'est-à-dire qu'ils sont illisibles et inutilisables par l'utilisateur. Les opérateurs de ces logiciels malveillants demandent alors une rançon en laissant une note sur les ordinateurs des victimes : en échange de cette rançon, qui peut se chiffrer en millions de dollars, ils promettent d'envoyer aux victimes une clé de déchiffrement censée leur permettre de récupérer l'usage de leur réseau» .

Une rançon payée en... Bitcoins !

C'est une cyber-attaque d'une ampleur sans précédent et je vous laisse imaginer le désastre si étaient attaqués de la même manière le système des aiguilleurs du ciel et de gestion du trafic aérien... ou routier. Je vous laisse imaginer le résultat sur le système électrique ou les centrales nucléaires.

Le tout pour des rançons payées en Bitcoins, ce qui finira par pousser les grands pays et les grands Etats à interdire la monnaie des bandits et des brigands 2.0 !

Car c'est bien de cela dont on parle, la multiplication des attaques avec pour mobile une rançon.

Les entreprises attaquées achètent des Bitcoins pour payer des rançons.

En faisant cela elles font augmenter la demande en Bitcoins et font monter les cours de la crypto-monnaie que j'appelle le rien.

Ce qui pousse les méchants à vouloir encore plus de Bitcoins en faisant encore plus de coups pendables !

Cela se terminera donc très mal pour les cryptos, qui menacent à plus d'un titre la stabilité des Etats, et donc rentrent désormais dans la « raison d'Etat ».

Charles SANNAT Source [Le Monde.fr](https://www.lemonde.fr) [ici](#)

▲ RETOUR ▲



.La faillite économique des USA

Source: [or.fr](https://www.lesor.fr) 10 mai 2021



En 1913, lors de la création de la Réserve fédérale (Fed), la masse monétaire américaine ne dépassait pas 3,5 milliards \$.

En 1918, la masse monétaire avait doublé, du fait notamment de Première Guerre mondiale.

En 1920, on vit l'émergence du tout premier milliardaire de l'époque contemporaine en la personne de John D. Rockefeller ([source](#)), dont la société *Standard Oil* a profité de l'essor de l'automobile et de la consommation de pétrole.

Le **25 juillet 2011**, la masse monétaire (M1) a atteint 2 000 Mds \$ pour la première fois.

Le 1er mars 2020, M1 s'élevait à **4 027 Mds \$**, soit une multiplication par deux en 9 ans.



Le 31 décembre 2020, M1 atteignait 18 000 Mds \$.

Samedi, le Sénat américain a approuvé un nouveau plan de relance économique de 1 900 Mds \$.

De quoi tenir 2-3 mois de plus... à peine.

9 MOIS DE FOLIE EN TERMES D'IMPRESSION MONÉTAIRE

- Pour donner l'illusion d'une économie tournant normalement.
- Pour racheter les dettes des entreprises et éviter un krach obligataire généralisé.
- Pour acheter via BlackRock les titres des entreprises, afin d'éviter un krach boursier de plus en plus profond. On parle même de 'nationalisation' de Wall Street.
- Pour distribuer chaque mois un revenu minimum à tous les citoyens américains, en l'occurrence 600 \$ par mois.
- Pour financer les administrations et le fonctionnement normal de l'État.
- Pour payer les intérêts des dettes publiques.
- Pour se substituer aux acheteurs étrangers de la dette publique américaine, dont les Banques centrales étrangères ne veulent plus depuis plusieurs années.

Toute l'économie américaine depuis un an n'est qu'une illusion.

JUSQU'OUÀ VA T'IL FALLOIR IMPRIMER ?

La dette publique américaine s'élève actuellement à 28.000 Mds \$, auquel on peut rajouter environ 2 000 Mds \$ de déficit pour 2021, à condition que l'économie reprenne normalement. Cela donne une idée de ce qu'il faudrait imprimer comme monnaie pour rembourser les créanciers. Cela signifie que la masse monétaire va encore très fortement gonfler, diminuant d'autant le pouvoir d'achat unitaire du dollar, notamment par rapport à l'or.

LE « ROI DE LA FAILLITE »

« Wilbur Ross Jr. est l'une des plus grandes fortunes américaines. En septembre 2017, Forbes estimait son pactole à 2,5 milliards de dollars. Figure de Wall Street, on l'y surnomme le « roi de la faillite », car il a fait sa réputation en rachetant pour une bouchée de pain des entreprises sinistrées... pour les restructurer à coups de licenciements massifs et les revendre quelques années plus tard en empochant une belle plus-value. » ([source](#))

Ross a passé 24 ans comme dirigeant de Rothschild & Co à New York, où il s'est occupé de gérer les 25 plus grosses faillites du siècle. C'est ainsi qu'il a rencontré Donald Trump, lui permettant d'éviter la faillite de ses entreprises et sa mise en faillite personnelle. Ross a ensuite fait fortune en créant sa propre société WL Ross & Co, spécialisée dans la restructuration de sociétés en difficultés.

Au cours des 4 dernières années, Wilbur Ross Jr. a été le secrétaire au Commerce du président Trump. Il est donc l'architecte de la « Guerre Commerciale » avec la Chine, où il a probablement utilisé ses dons de négociateur au plus haut niveau pour **gérer la faillite des États-Unis** et travailler à la phase suivante, qui pourrait inclure la [réforme du système monétaire annoncée par The Economist](#) en novembre 1988.

LES ZOMBIES JAPONAIS

Dans un courriel envoyé à mes lecteurs en 2017, j'écrivais :

« Souvenez-vous des différents épisodes sur les zombies le 10 et 12 décembre 2014, puis le 4 mars 2015. La Banque du Japon, qui imprime à fond les manettes, a acheté à tout va d'une part les parts d'ETF sur le Nikkei, jusqu'à en détenir plus de la majorité, mais également les Bons du Trésor émis par le gouvernement, en quantités telles que les grandes banques de la planète se sont écartés de ce marché complètement trafiqué.

La BoJ, réputée pour détenir l'équivalent de 100% du PIB sous forme de Bons du Trésor (JGB), a proposé de racheter de façon illimitée les JGB à 10 ans à un taux de 0,11% ([source](#)).

La BoJ a démontré qu'il n'y a aucune limite lorsqu'on trafique la monnaie en étant seul aux commandes.

Pourtant, le FMI avait averti le Japon que ses bons du Trésor et sa monnaie pourraient être déclassés. La perte de confiance dans la monnaie mène directement à l'hyperinflation. Peut-être, sera-ce au programme de 2018 ? »

Nous assistons aux États-Unis à la réplique de ce qu'il s'est passé au Japon... Mais également de ce qu'il se passe actuellement en Europe.

La BCE imprime également des centaines de milliards d'euros pour acheter des dettes d'entreprises et les obligations du Trésor des pays de l'UE.

En 2020, suite à la mise à l'arrêt des économies occidentales, l'État ont couvert les pertes de chiffre d'affaires des entreprises (Air France a enregistré 7 Mds € de déficit). Avec la forte diminution de la consommation, moins de rentrées de TVA et moins d'impôts sur les bénéfices, les États sont en grave difficulté. Mais heureusement la Banque centrale européenne imprime et couvre tout le monde.

Donc, c'est un fait, tout le système est actuellement en faillite.

Il va bientôt falloir appuyer sur le bouton « reset » pour passer au nouveau système, quel qu'il soit.

L'ARGENT

En 1913, l'once d'[argent](#) valait 0,50 \$ alors que la masse monétaire était de 3,5 Mds \$.

Logiquement, en 1918, l'argent valait 1 \$ puisque la masse monétaire avait doublé à 7 Mds \$.

En ajoutant les 1 900 Mds \$ qui viennent d'être votés par le Sénat au 18 100 Mds \$ existants, cela donne un chiffre rond de 20 000 Mds \$.

20 000 Mds \$ divisé par 7 Mds \$: la masse monétaire a été multipliée par 2 857 depuis 1918, alors que l'argent valait 1 \$ à cette date.

Faites vos calculs. Cela laisse une belle marge à la hausse.

L'or valait moins de 20 \$ en 1918. Aujourd'hui, il devrait coter aux alentours de 57 000 \$.

Notez que le ratio Or/Argent en 1918 était alors de 20.

▲ RETOUR ▲

La situation actuelle est encore plus grave que lors de la Grande Dépression des années 1930.

Source: or.fr 10 mai 2021



De nombreuses entreprises et services font une hémorragie de liquidités et ne s'en remettent pas avant des années, voire jamais pour certaines. Comme très peu de personnes voyagent actuellement, plusieurs compagnies aériennes, compagnies de croisière, hôtels et restaurants ne survivront pas. Il s'agit d'une industrie mondiale qui emploie 330 millions de personnes et qui représente 10% du PIB mondial. Selon certaines estimations, le tourisme international pourrait chuter de 60 à 80 % en 2020. L'industrie automobile constitue 3% du PIB mondial et devrait quant à elle baisser de 25% en 2020.

Le chômage réel et déguisé est un problème majeur et si l'on met fin aux indemnités de chômage ou aux prestations sociales, de nombreuses personnes seront dans une situation extrêmement précaire. Comme beaucoup ne pourront pas payer leur loyer, ils se retrouveront également sans domicile.

Actuellement, 31 millions d'Américains bénéficient d'allocations de chômage, quelle que soit la forme. Cela représente 20% de l'ensemble des travailleurs.

Mais si l'on inclut les travailleurs qui ne perçoivent aucune indemnité, le taux de chômage total est de 30% selon Shadow Government Statistics. La situation est encore plus grave que lors de la Grande Dépression des années 1930.

▲ RETOUR ▲

« La France notée AA et sous perspective négative ! »

par [Charles Sannat](#) | 10 Mai 2021

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Il y a un peu plus d'un mois, le 2 avril dernier pour être exact, l'agence de notation Standard and Poor's annonçait le maintien de sa note de la dette à long terme de la France à « AA », ainsi que la perspective « stable » qui y est attachée, « confiante dans sa capacité à renouer avec la croissance et rétablir l'équilibre de ses finances publiques ».

Sympa chez Standard and Poor's !

Je ne veux pas faire de mauvais jeux de mots, mais la France, est en train de définir pourtant de nouveaux standards de pauvreté... (Standard et poor's)... bref.

Nous avons tout de même dépensé 425 milliards d'euros en un an que nous n'avons pas.

Mazeette !

Mais tant que les agences de notation sont confiantes dans la capacité de la France à renouer avec la croissance et rétablir l'équilibre de ses finances publiques, nous n'allons pas les démentir.

Je me souviens d'une époque où elles étaient nettement plus dures et sévères à l'égard de certains pays. Si la Grèce vous vient à l'idée c'est une bonne idée !

Il faut dire que la France n'est pas la Grèce, et que s'il y a un problème sur la dette française, alors il y en a un sur la dette italienne, mais également sur la dette américaine. Et là... c'est une autre histoire qu'un problème de feta grecque. Pourtant...

Fichtre (il fallait que je le case ce calembour) Fitch maintient la note de la France à « AA », avec perspective « négative »

Répétez 10 fois aussi vite que possible Fichtre Fitch, Fichtre Fitch, Fichtre Fitch, Fichtre Fitch, Fichtre Fitch, Fichtre Fitch, C'est bête mais ça me fait rire. Blague d'économiste de grenier.

« L'agence de notation **Fitch Ratings** a maintenu vendredi à « AA » la note de la dette à long terme de la France, assortie encore d'une perspective « négative » à cause des incertitudes sur l'évolution de sa dette publique après le choc du Covid-19.

La note attribuée à la France est la troisième meilleure sur l'échelle de notation de Fitch, qui compte 22 échelons. Elle correspond à un émetteur de haute qualité. L'agence souligne néanmoins que la dette publique de la France demeure « notoirement plus élevée que les années précédentes, avec un risque d'augmenter encore à long terme ». « Cette détérioration intervient dans un contexte de niveaux de dette déjà élevés, de progrès

limités en matière de consolidation fiscale ces dernières années, et de croissance économique modérée », explique Fitch dans un communiqué.

Pour mémoire, ce n'est pas une dégradation de la note de la France puisque c'est en mai 2020 que Fitch avait abaissé de « stable » à « négative » la perspective de la note de la dette à long terme de la France, mais l'agence de notation maintien et confirme sa perspective négative.

Comme on les comprend !

Et si Fitch est négatif, les contribuables français eux, peuvent être inquiets, car quoi qu'en disent les mamamouchis actuellement aux manettes et je pense à Bruno le Maire, la garantie en dernier ressort de la solvabilité de la France, ce sont les Français et c'est parce que nous avons beaucoup d'épargne, beaucoup de patrimoine et une administration fiscale à l'efficacité légendaire sur les marchés internationaux que, contrairement à la Grèce, nous ne sommes pas jetés aux oubliettes de la dette.

Nous sommes, vous êtes la contrepartie.

La dette c'est nous.

C'est notre épargne, même si nous n'y sommes individuellement pour rien ou presque.

Nos élections dites démocratiques fonctionnent comme un permis d'endetter et de gérer notre pays n'importe comment.

Nous allons le payer très cher, et le moment des comptes approche.

Aucun de nous ne sera épargné.

Il faudra payer. D'une manière ou d'une autre.

Surveillez la dette, surveillez les déficits.

C'est la clef de tout ce qu'il va se passer.

Restez à l'écoute. Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

.Covid, jusqu'en 2023 au moins... La nouvelle commande de vaccin donne une indication de la durée de la crise.



« La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a annoncé samedi 8 mai un nouveau contrat pour acheter jusqu'à 1,8 milliard de doses de vaccins anti-Covid à BioNTech-Pfizer, dans un message sur Twitter.

Le contrat inclut une commande ferme pour 900 millions de doses et une option pour 900 millions supplémentaires. Ces nouvelles livraisons, prévues dès cette année et jusqu'en 2023, permettront notamment de s'adapter aux nouveaux variants du coronavirus, mais aussi de vacciner les enfants et adolescents ».

2023 donc, voici une très bonne indication de la durée de la crise sanitaire dont vous pouvez prendre note dans vos tablettes.

Tous ceux qui attendent la « libération » parce qu'ils seront « vaccinés » risquent d'en être pour leur frais !

Il risque de ne pas y avoir franchement de jour de la libération !

Ni avant, ni après, mais un très long pendant...

Il y a eu des confinements, il y en aura d'autres si les variants sont résistants aux vaccins, et il y aura d'autres campagnes de vaccination et il faudra vous faire piquer tous les 6 mois pour aller au restaurant !

Nous sommes en 2021. Une éternité déjà.

Les commandes sont lancées jusqu'en 2023.

Si elles l'étaient jusqu'en 2030, on ne vous le dirait pas, car nous sommes dans un processus itératif et progressif.

Charles SANNAT Source [Orange.fr](https://www.orange.fr) [ici](#)

.Virer pour réembaucher moins cher. La mode en Angleterre !

Je vous avais parlé il y a quelques semaines de cette affaire chez British Gaz où ils licenciaient leurs techniciens pour leur proposer d'être ré-embauchés mais nettement moins cher avec un nouveau contrat !

Cette méthode est légale mais controversée au Royaume-Uni.

Cela a été le cas dans la compagnie aérienne British Airways mais aussi chez Asda un géant britannique des supermarchés.

Le mouvement lui continue.

« Actuellement, les chauffeurs de bus de Manchester, les travailleurs de l'usine de café Jacobs Douwe Egberts et les employés des centres de distribution Tesco sont en conflit ouvert au sujet de nouveaux contrats, dénoncés par les syndicats comme une tactique de licenciement ».

Licencier puis réembaucher n'est pas illégal au Royaume-Uni, mais le Premier ministre Boris Johnson a qualifié cette manœuvre « d'inacceptable ».

La France à l'abri ?

Pas vraiment !

Certes, chez nous, une telle méthode est illégale au premier abord et en premier lecture, mais ne vous inquiétez pas.

Les adaptations à la française sont très faciles à imaginer.

Il suffit par exemple de renégocier des accords sur les 35 heures, de faire un « referendum » d'entreprise, ou encore un accord, et vous verrez de plus en plus de sociétés revenir sur les RTT et jours de congés.

Cela a même déjà commencé.

La BNP par exemple qui vient de supprimer les RTT de ses collaborateurs en agence.

Charles SANNAT Source [AFP via BFM ici](#)

.DogeCoin... La preuve de l'absurdité de la « valeur » des crypto-monnaies

Vous savez, ce n'est pas la technologie qui est absurde, mais son utilisation.

Nombreux sont ceux à croire (et c'est juste une croyance), à la valeur du rien, que les autres appellent Bitcoin.

Ce qui est absurde aussi c'est le niveau de valeur atteint.

Je suis très heureux pour ceux qui gagnent des sous. Sincèrement. Ce n'est pas mon cas, et je ne m'en émeus guère.

Nous avons une preuve évidente que nous marchons sur la tête en ce qui concerne la valorisation des crypto-monnaies et cette preuve c'est le DogeCoin.

« Pour beaucoup, c'est un symbole de la folie des cryptoactifs. Le Dogecoin, une cryptomonnaie parodique symbolisée par un même de chien très populaire à sa création en 2013, a pris une ampleur sans précédent ces derniers mois. Censé justement railler l'effervescence autour du Bitcoin, le Dogecoin a vu sa valeur exploser pour atteindre une valorisation délirante de 92 milliards de dollars ce samedi à 70 cents l'unité ».

Pourquoi une telle hausse ?

« La faute principalement à Elon Musk, grand promoteur des cryptomonnaies et qui a joué le jeu de la parodie en vantant en février dernier cette « crypto du peuple », à grands renforts de mèmes ».

Elon Musk est riche, et il achète du Bitcoin, il achète du chien-chien-coin-coin, alors forcément ça vaut et je veux en être. Donc j'achète aussi. C'est le degré 0 de la réflexion et du placement ou de l'investissement.

« Une arnaque »

« Lors d'une émission télé où on ne cesse de lui poser la question « mais au fait c'est quoi le Dogecoin? », Elon Musk finit par répondre: « C'est un véhicule financier inarrêtable qui va conquérir le monde ». Et d'ajouter enthousiaste: « An avant vers la Lune! » Avant de finalement reconnaître en plaisantant qu'il s'agissait d'une « arnaque » (« hustle en anglais).

En réalité, difficile de savoir sur quel degré d'humour le patron se plaçait mais le Dogecoin a finalement dégringolé pendant l'émission, perdant environ 30 % de sa valeur. Ce dimanche, le Dogecoin s'échangeait autour de 40 cents à 12H (heure française) ».

Fin de la blague ? Certains investisseurs ont forcément profité de l'émission pour faire un réel bénéfice. L'annonce de la présence d'Elon Musk pour l'émission a fait grimper l'actif toute la semaine, la fin du show allait mécaniquement faire retomber l'excitation. Reste à savoir si le Dogecoin s'en remettra. En début d'après-midi, il reprenait timidement quelques couleurs... »

Il n'y a rien d'étonnant à voir ces trucs prendre de la valeur.

Dans un monde où l'on réduit la pensée des gens à quelques émoticônes, où on les connecte en permanence sur des applications en temps réel, et où on a créé le « débranchement » volontaire massif de cerveaux, plus personne ne pense ou réfléchit vraiment.

Alors, je suppose que nous aurons encore plein de volontaires pour acheter du chien-chien-coin-coin, dont la création elle-même est une blague.

Le monde devient une vaste blague.

Charles SANNAT Source [BFM TV ici](#)

▲ RETOUR ▲



.Voici comment les bulles éclatent

Charles Hugh Smith Dimanche 09 mai 2021



Mais bizarrement, et de façon irrationnelle, les bulles éclatent quand même.

Le moment tant espéré est enfin arrivé : vous présentez votre scénario à un producteur. Votre agent est prudent, mais vous êtes sûr que personne d'autre n'a concocté une histoire aussi farfelue que la vôtre. Votre agent vous fait un signe de tête et c'est parti :

Écrivain : Deux gars lancent une crypto-monnaie pour parodier la folie des crypto-monnaies, et ils l'appellent KittyCoin. Cela ne mène nulle part, mais la plus grande bulle spéculative de tous les temps se déclenche, c'est la bulle Internet et immobilière multipliée par 100, mais en tout, et en quelques mois, l'économie entière dépend de cette bulle, et la bulle dépend de KittyCoin, qui a augmenté de 15 000 %

en quelques semaines. Le PDG d'une célébrité qui a fait la promotion de KittyCoin est invité à animer une émission de variétés à la télévision, et maintenant toute l'économie dépend de KittyCoin qui monte encore plus haut.

Producteur : Donc c'est "The Big Short" plus "Network".

Scénariste : Quelque chose comme ça, en plus loufoque.

Producteur : Je comprends le côté loufoque mais c'est tellement peu crédible... c'est absurde.

Écrivain : C'est une comédie absurde.

Producteur : Mais ça se termine par l'anéantissement de tout le monde.

Scénariste : OK, une tragi-comédie.

Et nous voilà dans la plus grande bulle de tous les temps (GBOAT), suspendus au fil ténu des spéculateurs qui quittent une bulle pour une autre bulle encore plus improbable. S'il n'y a pas d'héritier pour la rotation, alors les joueurs se tournent à nouveau vers un actif qui a déjà atteint les sommets de la bulle et qui attend le prochain booster.

La bulle de "tout" est une bulle pour les âges, mais hélas, même les plus glorieuses manies de bulbes de tulipes mondiales retombent sur terre. Alors comment les bulles se terminent-elles ? Comme toutes les autres bulles se terminent :

Le grotesque se transforme en invraisemblable, qui se transforme en plausible, qui se transforme en inévitable. En d'autres termes, les bulles qui se gonflent jusqu'à atteindre des valeurs encore plus farfelues ne sont plus seulement plausibles, elles sont devenues inévitables : la Réserve fédérale continuera à imprimer de l'argent pour toujours, les Américains ont des billions de dollars de stimulants et d'économies qu'ils ont envie de dépenser, et ainsi de suite.

Toutes les bulles atteignent leur zénith lorsque le plausible devient inévitable. Dans les années 1920, c'était la radio qui était clairement la prochaine grande chose et elle l'était en effet. Mais la perspective de décennies de croissance a porté les valorisations à des sommets déconnectés des revenus et des bénéfices réels, et la bulle a éclaté.

La même chose s'est produite avec la bulle Internet, l'euphorie de décennies de croissance future ayant porté les valorisations à des niveaux absurdes.

Toute bulle a une composante de manie spéculative et une composante de levier de crédit : puisque les gains sont inévitables, il serait irrationnel de ne pas emprunter de l'argent et de ne pas augmenter les risques pour maximiser les gains garantis.

L'argent facile est un carburant essentiel dans la fusée de la bulle. Avec de l'argent aussi facile à emprunter et à utiliser comme levier, il est évident que la bulle peut continuer à se développer jusqu'à une date lointaine, si éloignée que nous n'avons pas à nous en inquiéter, car nous vendrons tous au sommet et serons partis bien avant que la bulle n'éclate. Euh, c'est vrai. C'est exactement comme ça que ça marche.

Enfin, pas tout à fait. Presque personne ne sort au sommet, et beaucoup des rares personnes qui le font réintègrent anxieusement le marché juste avant que la bulle n'éclate enfin. C'est la conséquence pernicieuse de l'inévitabilité des bulles : il est tout simplement impossible que la Fed cesse d'imprimer de l'argent, que les Américains ne dépensent pas leurs fonds de relance, que l'inflation ne continue pas à monter en flèche, etc.

Cette certitude pousse les valorisations à des niveaux absurdes, mais elles ne cessent d'augmenter, prouvant le caractère inévitable de la poursuite de l'expansion. Cette exubérance rationnelle repose sur l'idée que la fusée ne tombera jamais en panne de carburant. En d'autres termes, l'argent facile sera toujours disponible pour de plus grands imbéciles qui se feront un plaisir de nous prendre un actif à des prix beaucoup plus élevés.

Mais bizarrement, et de manière irrationnelle, les bulles éclatent quand même. Les bulles ont tendance à être symétriques, c'est-à-dire qu'elles suivent la même trajectoire vers le bas que vers le haut, mais ce n'est pas une loi de la nature, c'est juste une manifestation de la psychologie : il y a généralement un dernier achat au moment de l'explosion, car les multitudes (et leurs robots de trading) ont été entraînées par l'inévitabilité des gains à considérer chaque petite baisse comme une opportunité de verrouiller des gains toujours plus importants.

La loufoquerie passe de l'absurde à la tragi-comédie avant que quiconque ne se rende compte que le troisième acte a commencé.

▲ RETOUR ▲

.Janet Yellen affole le marché

Brian Maher 6 mai 2021



Comme une bourrasque sortie d'un ciel dégagé... Janet Yellen a envoyé les investisseurs sous les auvents mardi :

"Il se peut que les taux d'intérêt doivent augmenter quelque peu pour s'assurer que notre économie ne surchauffe pas."

En rappel : Des taux en baisse égalent généralement des actions en hausse. Une hausse des taux équivaut généralement à une baisse des actions.

Les pluies de Mme Yellen ont fait plonger le Nasdaq de 300 points.

Cela s'explique par le fait que de nombreuses valeurs technologiques sont des valeurs de "croissance". Ces actions ont transformé le marché boursier en un chêne imposant.

Les valeurs de croissance sont particulièrement sensibles à la hausse des taux d'intérêt. Explique M. Peter Tchir d'Academy Securities :

Les sociétés qui s'appuient sur la croissance future de leurs flux de trésorerie courent un risque beaucoup plus grand lorsque les taux augmentent, et c'est cette partie du marché qui a vraiment tiré les rendements du marché boursier. C'est pourquoi certaines parties du marché, comme le Nasdaq 100, qui compte beaucoup de valeurs technologiques, sont beaucoup plus touchées que le Dow Jones Industrial Average, qui compte moins d'entreprises prévoyant une croissance exceptionnelle.

"Je ne le pensais pas !"

Mais comme **un menteur chronique qui marmonne par erreur une vérité...** Mme Yellen s'est couverte, a fait des hausses et des baisses... et a fait une rotation de 180 degrés.

Mardi en fin de journée, alors que l'eau tombait en trombe, elle a insisté sur le fait qu'elle ne pensait pas *"qu'il y aura un problème d'inflation"*.

Pourquoi ce revirement ? Peut-être que quelqu'un l'a prise par l'oreille ? Peut-être a-t-elle jeté un coup d'œil à son portefeuille en chute libre ?

Mais qu'arrive-t-il au marché boursier lorsque les actions de croissance cessent finalement de croître... lorsque les sèves nourricières se tarissent... lorsque les taux d'intérêt augmentent ?

Les arbres peuvent-ils vraiment gratter le ciel ?

Le rapport entre la capitalisation boursière et le PIB nous indique si le marché est sous-évalué, surévalué ou correctement évalué par rapport à sa moyenne historique.

C'est le critère préféré de Warren Buffett.

Fortement surévalué

Si la capitalisation boursière se situe entre 50% et 75% du PIB, le marché est considéré comme sous-évalué.

Entre 75% et 90%, il est considéré comme assez valorisé. Entre 90 % et 115 %, il est surévalué.

Quel est le ratio actuel entre la capitalisation boursière et le PIB ?

198%. Autrement dit, les actions sont obscènement surévaluées - par rapport aux moyennes historiques.

Seule une économie de 40 000 milliards de dollars pourrait justifier les valorisations gargantuesques d'aujourd'hui.

Les États-Unis ne gèrent pas une économie de 40 000 milliards de dollars. Ils gèrent peut-être une économie de 21 000 milliards de dollars.

Le marché boursier a largement dépassé ses racines dans l'économie réelle. Il est largement surdimensionné.

Les bûcherons se préparent

Le ratio capitalisation boursière/PIB a atteint 100 % dans les délires de 1929.

Avant la dévastation des "dot.com" en 2000, le ratio était de 175%.

À 198 % aujourd'hui... nous devons supposer que les bûcherons préparent les scies.

Les évaluations d'aujourd'hui suggèrent que les actions auront un rendement négatif de 2,9% par an - dividendes inclus.

Nous parlons ici de moyennes. Que le rendement des actions soit supérieur à 2,9 % ou inférieur à 2,9 %, nous

n'avons pas de réponse.

C'est dans le giron des dieux. Et cela restera ainsi.

"Nous pouvons emprunter tout ce que nous voulons parce que les coûts d'emprunt sont si bas".

La dette totale des États-Unis - publique et privée - s'élève à quelque 82 000 milliards de dollars.

Les faiseurs de dettes parmi nous affirment que les États-Unis peuvent s'endetter encore plus parce que les taux d'intérêt sont si fantastiquement bas.

Les coûts d'emprunt sont historiquement bas, c'est vrai, même s'ils ont augmenté.

Mais si le prix de la ciguë était historiquement bas... faut-il en faire un stock important ?

Les taux historiquement bas sont-ils une justification pour s'endetter davantage ?

D'après nous... ils ne le sont pas. Voici une question :

Préférez-vous rembourser une dette de 100 000 \$ à 5 % - ou une dette d'un million de dollars à 1 % ?

La dette de 100 000 \$ à 5 % vous coûtera 5 000 \$ par an.

La dette de 1 million de dollars à 1 % vous mettra dans l'embarras pour 10 000 dollars.

Vous êtes doublement lié par la dette.

Vous pouvez supporter la charge si vos revenus augmentent avec elle. Mais si ce n'est pas le cas ?

Trois fois plus de dette que de croissance

Depuis 2007, la dette totale des États-Unis... publique et privée... a atteint le montant impossible de 30 000 milliards de dollars.

Dans le même temps, le produit intérieur brut n'a augmenté que de 7 000 milliards de dollars.

Les taux d'aujourd'hui sont nettement inférieurs à ceux de 2007. Pourtant, en raison de l'augmentation vertigineuse du volume de la dette aujourd'hui... chaque augmentation progressive des taux pèse davantage sur les épaules.

Plus lourdes de combien ? M. Larry McDonald, éditeur du Bear Traps Report :

Un mouvement de 50 points de base dans les rendements d'aujourd'hui par rapport à il y a 10 ans efface littéralement tout le budget des marines, de la marine et de l'armée. En d'autres termes, parce qu'il y a tellement de dettes aujourd'hui par rapport à il y a 10 ou 15 ans... une petite variation des rendements, 50 points de base aujourd'hui, équivaut à 2 % il y a 15 ans.

Pour souligner : Une hausse de 50 points de base des rendements aujourd'hui équivaut à une hausse de 2 % en 2006.

Autrement dit, un bond de 1 % à 1,50 %... équivaut à un bond de 1 % à 3 % en 2006.

"Vous ne pouvez tout simplement pas vous permettre une forte hausse des rendements".

Que se passe-t-il si les rendements augmentent de 100 points de base - 1% ? Vieux McDonald :

Vous avez juste... une tonne de richesses qui... une hausse de 1% des rendements, premièrement, met les États-Unis en faillite en termes de budget à l'heure actuelle. 70% du budget des États-Unis est constitué de droits et d'intérêts, donc vous ne pouvez pas vous permettre une forte hausse des rendements.

Voici M. Michael Kosares, fondateur de USAGOLD, en 2017 :

Alors que les taux d'intérêt ont baissé au cours des dernières années, les intérêts payés par le gouvernement fédéral ont nettement augmenté en raison de la croissance rapide de la taille de la dette accumulée....

En 2008, alors que la dette nationale s'élevait à 10 000 milliards de dollars, le gouvernement fédéral a payé 336 milliards de dollars en intérêts. À titre d'exemple, le taux d'intérêt moyen du bon du Trésor à 10 ans était alors d'environ 3,66 %.

En 2012, lorsque la dette a franchi le seuil des 16 000 milliards de dollars, le paiement des intérêts a atteint près de 456 milliards de dollars. Le taux d'intérêt moyen du bon du Trésor à 10 ans était de 1,80 %.

En 2016, alors que la dette nationale approchait la barre des 20 000 milliards de dollars, le paiement des intérêts était de 497 milliards de dollars. Le taux d'intérêt moyen du bon du Trésor à 10 ans était de 1,84 %. Il est difficile de passer sous silence le fait que le paiement des intérêts de 2016 a été un record absolu au deuxième taux le plus bas [en 46 ans].

Condamné

L'année actuelle est 2021. La dette nationale ne s'approche pas des 20 000 milliards de dollars... mais des 28 300 milliards de dollars.

Aux niveaux actuels, chaque augmentation de taux d'un point de pourcentage entraîne une augmentation de 225 milliards de dollars du service de la dette existante.

Rappelons qu'une hausse de 0,50 % en 2021 équivaut à un bond de 2 % en 2006.

Si les taux reviennent aux moyennes historiques - 3 à 5 % - le service de la dette pourrait épuiser tout le budget.

La Réserve fédérale peut-elle garder le doigt dans la fissure de la digue ?

Le sort du marché en dépend.

C'est-à-dire que **le marché est condamné...**

▲ RETOUR ▲

.États-Unis : le balancier repart à gauche

rédigé par **Bruno Bertez** 10 mai 2021

Les politiques et plans de relance appliqués par Joe Biden sont destinés à faire repartir l'économie

américaine... mais pourraient aussi engendrer un gros coup d'accélérateur pour l'inflation.



Le mystère de l'inflation peut être comparé à celui de la mayonnaise : cela prend ou cela ne prend pas.

Une autre façon de concrétiser le phénomène consiste à dire : cela prend ou cela ne prend pas, tout dépend si la pompe est amorcée ou non.

C'est une sorte d'humeur. Les signes, les planètes s'alignent ou ne s'alignent pas. Il y a des inflations avec ou sans chômage, les corrélations sont contradictoires.

Vous savez que je suis vigilant mais indécis sur cette question de l'inflation.

Vigilant car c'est ce qui va jouer sur notre avenir... mais indécis car rien n'est joué.

Nous sommes cependant dans un [changement de régime économique mondial](#) qui laisse présager des tensions sur les revenus. L'inflation peut être présentée et comprise comme une tension sur les revenus.

D'abord, les stimulations fiscales relaient [les largesses monétaires](#). L'argent est injecté soit par les dépenses des gouvernements, soit dans les comptes des ménages ; il a moins tendance à être neutralisé, ou zombie. Les prêts bancaires sont maintenant souvent garantis par les gouvernements, ce qui encourage à prêter.

Ensuite, le balancier de la gestion mondiale repart à gauche sous la conduite des Etats-Unis de Biden.

Du jamais vu depuis le *New Deal*

Le plan proposé par le président Biden pour les familles américaines de 1 800 Mds\$, en plus de son plan pour l'emploi américain de 2 300 Mds\$ et de son plan de sauvetage américain de 1 900 Mds\$, représente ensemble la plus forte augmentation des dépenses gouvernementales depuis celle de Roosevelt.

A l'instar du *New Deal* de Roosevelt, le plan Biden est une initiative audacieuse visant à réformer et à redistribuer radicalement la richesse et les opportunités aux Etats-Unis et à *stimuler l'économie*.

Les fortes augmentations des dépenses seront partiellement financées par de fortes augmentations d'impôts (en particulier sur les entreprises et les riches) et partiellement financées par de fortes augmentations de la dette.

La dette doit être vendue à :

- a) des investisseurs qui en détiennent déjà trop et qui ne sont pas incités à acheter par les faibles taux d'intérêt réels ; et
- b) la Fed, qui sera probablement incitée à en acheter suffisamment pour éviter une hausse des taux d'intérêt qui serait trop pénible à supporter.

Les effets les plus probables seront une inflation plus élevée et une baisse du dollar par rapport aux autres actifs, peut-être à des degrés tolérables et peut-être à des degrés intolérables, en fonction de l'évolution de la situation de l'offre et de la demande pour la dette en dollars. Si les investisseurs boudaient la dette en dollars, cela entraînerait une plus grande monétisation de la dette.

Alors, inflation ou non ?

Enfin – et ceci, beaucoup d'observateurs le négligent –, Biden veut compléter le balancier à gauche par la hausse du salaire minimum et une action vigoureuse en faveur de la resyndicalisation. Or on sait que la corrélation entre le taux de syndicalisation et l'évolution des salaires est forte.

J'ai affirmé que le fait que le balancier repart à gauche aux USA justifie les anticipations inflationnistes. Je dis bien justifie, mais cela n'implique pas que ces anticipations soient réalisées. Je veux simplement dire que je comprends, face à tous ces éléments qui constituent des changements de régime économique, et face à la création de crédit et de monnaie, qu'il est raisonnable d'anticiper un retour de l'inflation.

Pour la suite, on verra plus tard !

Les attentes d'inflation aux US atteignent 2,6%, leur niveau le plus élevé depuis 2008.



▲ RETOUR ▲

.En 2021, vaccination rimera avec inflation

rédigé par [Etienne Henri](#) 10 mai 2021

La sortie de crise semble se profiler avec l'accélération de la vaccination un peu partout dans le monde. Malheureusement, elle s'accompagne d'un « léger » problème, que nos autorités auront du mal à régler par

la simple magie de la planche à billets.



Comme le dit la sagesse populaire, c'est juste avant le lever du soleil que la nuit est la plus glaciale. Les crises économiques obéissent aussi à ce paradoxe, et le Covid ne fera sans doute pas exception. L'Europe a fêté l'arrivée du printemps **en multipliant les mesures sanitaires fortes, et elles auront certes des répercussions économiques catastrophiques...** mais pour un temps seulement.

Les prévisions des laboratoires pharmaceutiques permettent d'anticiper une vaccination massive de la population occidentale dès l'été. Cela fait, nous pourrions nous retrouver face à une épidémie qui se volatilise du jour au lendemain.

Comment réagiront alors les acteurs économiques ? L'exemple des Etats-Unis, où la vaccination a plusieurs mois d'avance sur le Vieux continent, nous donne de précieuses indications.

Après un an de restrictions diverses, l'expérience américaine montre que le consommateur se rue sur sa carte bancaire dès que l'avenir s'éclaircit. L'épargne, accumulée depuis le début de la pandémie faute de loisirs, de vacances, et d'envie de consommer, trouve alors son chemin dans l'économie réelle.

Les plans de relance, présents aux Etats-Unis comme chez nous, ne viennent rien gâcher : chacun sait que l'argent gagné facilement semble moins précieux et est rapidement dépensé.

La reprise en main de l'épidémie de coronavirus signera par conséquent un rebond important de la demande. Il pourrait être tentant de réinvestir, en ce printemps, sur les anciennes *stars* boursières du début 2020... mais le temps économique n'a pas été suspendu pour reprendre à l'identique.

Cette année, il faudra faire avec des capacités de production amputées et son corollaire : l'inflation.

Cela risque d'être compliqué...

Tension latente dans les capacités de production

Ce besoin de consommer qui ne demande qu'un peu de visibilité pour s'exprimer va se heurter à un obstacle : **les entreprises ne sont plus en mesure de produire autant qu'avant.**

Depuis un an, les entreprises ont été zombifiées par les pouvoirs publics. Si la plupart d'entre elles ont pu, grâce aux généreuses aides étatiques, éviter la faillite, la reprise de l'été 2021 ne sera pas dans la continuité de « l'économie d'avant ».

La raison est simple : entre gel des investissements, chômage partiel et plans sociaux, les capacités de production auront bien changé durant ces 18 mois.

Si la crise sanitaire n'avait duré que quelques semaines, notre économie aurait pu reprendre son cours et continuer sur sa tendance passée. Les capacités de production seraient restées indemnes, les usines auraient pu repartir à la même cadence, et les employés auraient retrouvé le chemin du bureau.

C'est aujourd'hui chose impossible. Des talents ont quitté les entreprises et ne seront que difficilement remplacés. Des *business units* ont été fermées, les services les moins rentables ont été interrompus, et cette offre laissera un trou béant dans notre tissu économique.

De leur côté, les consommateurs sont toujours plus nombreux (hors Brexit, la population européenne croît de près d'un million d'habitants par an), plus âgés, et plus riches. Rien qu'en France, le surplus d'épargne à la sortie de la crise est estimé à plus de 200 Mds€.

Un fort décalage entre la demande de consommateurs impatients et solvables et l'offre d'entreprises encore engourdis est par conséquent à anticiper. Il se manifeste d'ores et déjà sur de nombreux biens et services.

En France, trouver un artisan disponible au printemps 2021 relève de la gageure. En Europe et aux Etats-Unis, trouver une voiture neuve sera bientôt mission impossible pour cause de pénurie de composants électroniques. Partout sur la planète, acheter des matières premières est de plus en plus compliqué – et coûteux.

Il faut donc s'attendre, dès la fin de la crise sanitaire, à un scénario économique comprenant des phases de pénuries avec interruption de la fourniture de biens et services, et d'inflation avec sélection de la clientèle par augmentation des prix – et parfois même les deux simultanément.

Une situation qui durera de nombreux mois

Comme les marchés, l'économie réelle « monte par l'escalier et descend par l'ascenseur ». Les capacités de production qui ont été détruites au cours des mois passés avaient été bâties patiemment année après année, voire décennie après décennie.

Il est par conséquent illusoire de tabler sur un retour rapide des cadences de production.

Les matières premières en sont une parfaite illustration. Toutes les entreprises qui produisent des matières premières extractibles (or, cuivre, lithium, pétrole, etc.) sont dans une course permanente contre l'épuisement de leurs ressources disponibles.

Chaque once d'or sortie de terre, chaque livre de lithium ou chaque baril de pétrole ne s'y trouve plus. Pour maintenir l'activité de façon pérenne, il faut par conséquent investir toujours plus dans les capacités de production, acquérir de nouveaux droits d'exploitation, ou encore moderniser son appareil productif pour maintenir un flux constant alors que la ressource est de moins en moins disponible.

Tout ceci est coûteux, et n'a pas été fait durant les 12 derniers mois.

Les producteurs de matières premières sont dans une situation délicate en ce début d'année. Si le problème n'était que financier, il pourrait être balayé d'un revers de main par les banques centrales qui n'ont plus de scrupules à faire tourner la planche à billets... mais il est aussi temporel : une mine ne se crée pas en un jour, quels que soient les montants investis.

Il faut des années pour passer de l'idée d'un nouveau site de production à la rotation des premiers camions. Dans le meilleur des cas, les projets ont été gelés durant un an et auront donc autant de retard ; mais nombre d'entre eux ne peuvent même plus être redémarrés.

Le scénario de tension sur les approvisionnements risque donc de se dérouler au moins jusqu'à la fin 2021, et peut-être même jusqu'en 2022 – il a d'ailleurs déjà commencé.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, les matières premières industrielles sont déjà en hausse : +27% pour le nickel, +56% pour le cuivre... Même les autres matières premières ne sont pas épargnées. Aux USA, le bois de construction est en hausse de 80% depuis le début de l'année !

La hausse des matières premières conduira, par effet de ricochet, à une hausse du prix des biens manufacturés.

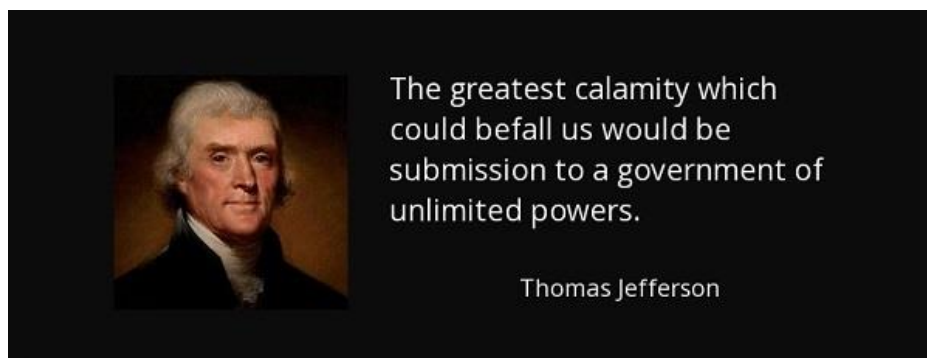
Il ne manquerait plus qu'une hausse du prix des services et des salaires pour que le cercle vicieux soit définitivement enclenché.

Pour les banques centrales et certains analystes, cette dernière étape n'aura pas lieu. Nous serions protégés par un coupe-circuit tout-puissant : le chômage, qui devrait empêcher l'inflation de s'emballer. Nous verrons demain que la situation n'est pas si simple.

▲ RETOUR ▲

.Se soumettre humblement

par Jeff Thomas mai 2021



La soumission à l'État est une tradition bien ancrée, un concept soutenu par les instances dirigeantes depuis des temps immémoriaux.

Autrefois, les hommes se soumettaient au membre de la tribu qui était le plus fort au combat. En agissant ainsi, ils avaient plus de chances de réussir dans la bataille, ce qui diminuait la probabilité de leur propre mort ou de leur asservissement.

Plus tard, lorsque les tribus sont devenues plus attachées à la terre et que des communautés se sont formées, l'idée d'un chef fort avait encore du sens. Non seulement il pouvait diriger au mieux la protection de la ville ou du village, mais il pouvait également voyager à l'extérieur de la communauté pour attaquer d'autres communautés, ramenant un butin dont tout le monde pouvait profiter. (Pas trop civilisé, peut-être, mais quand même, le raisonnement derrière la soumission au chef avait du sens).

Plus tard, les colonies se sont agrandies et, de plus en plus, de nombreux villages et villes se sont retrouvés réunis collectivement, sous une bannière nationale, avec une seule armée pour les protéger. Et, là encore, le chef était très probablement un guerrier féroce et redoutable. Mais un changement important est en train de se produire. Pendant que le chef guerrier s'absentait (parfois pendant des années) pour envahir d'autres communautés, il était nécessaire d'avoir un chef chez soi - un chef administratif. Comme on pouvait s'y

attendre, ce leadership recherchait également la loyauté et la soumission du peuple.

Il y avait une nouveauté à ce stade, car la direction administrative n'avait pas à faire ses preuves de manière répétée au combat pour obtenir la soumission. La soumission était attendue du simple fait que les dirigeants détenaient le pouvoir sur le peuple.

L'attente de la loyauté et de la soumission à un gouvernement simplement parce qu'il s'agit du gouvernement n'est pas naturelle et n'est pas valable.

Aujourd'hui, la plupart des dirigeants sont avant tout des politiciens plutôt que des militaires, et même ceux qui portent un uniforme militaire ne prennent presque jamais part à une véritable bataille, sans parler de mener la charge. Pour cette raison, la raison initiale de la loyauté et de la soumission devrait être dépassée.

Pourquoi, alors, persiste-t-elle ? Eh bien, en fait, elle persiste généralement tant qu'il y a de la prospérité et qu'un peuple est prêt à tolérer la domination. Cependant, *si la prospérité diminue de façon spectaculaire, l'obéissance tend à diminuer en conséquence.* À un moment donné, les dirigeants concluent qu'ils sont peut-être en train de perdre **la soumission du peuple** et qu'ils doivent la renforcer. Cela se fait par l'une des deux méthodes suivantes et, parfois, par les deux en même temps.

La première est la force. Un état policier renforcé peut créer une plus grande assurance de soumission par la peur de ceux qui portent l'uniforme.

La seconde est l'inspiration. Un état de guerre réussit souvent comme méthode pour inspirer les gens à abandonner certains de leurs droits et à se ranger derrière un leader. Bien que, dans le monde moderne, nous ne voyons jamais un dirigeant national s'habiller pour la bataille, le simple fait qu'il dirige le combat à distance suffit souvent à inciter les gens à se soumettre davantage à un gouvernement administratif.

Après la révolution anglaise de 1688, nous, les Britanniques, avons constaté que nos dirigeants politiques ont décidé pour nous de la relation que nous devons entretenir avec nos nouveaux dirigeants de l'époque. Ils ont déclaré aux nouveaux monarques conjoints, William et Marie, *"Nous nous soumettons très humblement et fidèlement, ainsi que nos héritiers et nos postérités, pour toujours."*

Une sacrée déclaration. Elle ne laisse aucun doute quant à l'intention du Parlement : le peuple d'Angleterre ne doit plus jamais remettre en question ses dirigeants et, en outre, indépendamment de tout changement éventuel des politiques, des lois et des édits par les futurs rois, le peuple jure de se soumettre... pour toujours.

Cette déclaration n'a pas été bien accueillie par tous les Anglais, ce qui n'est pas surprenant puisqu'on ne leur avait pas demandé s'ils souhaitaient faire une telle déclaration de soumission. En 1774, un Anglais du nom de **Thomas Paine** (sur les conseils de son ami américain Benjamin Franklin) a immigré dans la colonie de Pennsylvanie et a commencé à écrire des pamphlets qui traitaient directement du concept de "loyauté et de soumission incontestées", un concept avec lequel il était en profond désaccord. C'est peut-être dans son livre, *The Rights of Man*, publié pour la première fois en 1791, qu'il l'exprime le mieux :

"La soumission est un terme entièrement vassalique, répugnant à la dignité de la liberté."

Les pamphlets de M. Paine à la fin du dix-huitième siècle n'ont pas réellement créé la conscience qui a conduit à la Révolution américaine, mais ses formulations ont permis aux colons d'exprimer leurs griefs contre le roi et le Parlement.

Bien que les pamphlets de M. Paine aient servi de guides pour la liberté et que son apport ait contribué à l'élaboration de la Constitution américaine, on ne se souvient pas aujourd'hui de lui comme de l'un des sept fondateurs des États-Unis. Mais l'un de ceux qui est reconnu aujourd'hui comme un fondateur, Thomas

Jefferson, avait un point de vue très similaire à celui de Thomas Paine :

"Quand le gouvernement craint le peuple, il y a la liberté. Quand le peuple craint le gouvernement, il y a la tyrannie."

Les deux hommes pensaient qu'il était (et qu'il est) essentiel de rappeler sans cesse à tout gouvernement qu'il existe pour représenter le peuple qui paie pour son existence. Ils se sont tous deux fait l'écho d'un point de vue adopté 2 100 ans plus tôt par Aristote, qui a fait le commentaire suivant ,

"Le gouvernement doit gouverner pour le bien du peuple, et non pour le bien de ceux qui sont au pouvoir".

Bien que ces mots n'aient été cités ni dans la Déclaration d'indépendance ni dans la Constitution, les principes d'Aristote étaient bien connus de tous les Pères fondateurs et ont souvent servi de base aux clauses rédigées dans chacun des documents fondateurs des États-Unis.

Une autre citation de Jefferson suggère qu'il est tout à fait prévisible que tout gouvernement s'efforce continuellement d'accroître son propre pouvoir sur un peuple. Cela étant, de temps à autre, tout gouvernement a besoin d'être rabroué et de se voir rappeler que sa tâche est de servir le peuple, et non de l'assujettir :

"Lorsqu'une forme quelconque de gouvernement devient destructive de ces fins, la vie, la liberté et la poursuite du bonheur, c'est le droit du peuple de la modifier ou de l'abolir, et d'instituer un nouveau gouvernement."

Voici une dernière réflexion à prendre en compte :

Le concept de gouvernement est que le peuple accorde à un petit groupe d'individus la capacité d'établir et de maintenir un contrôle sur lui. Le défaut inhérent à un tel concept est que tout gouvernement va invariablement et continuellement étendre ses contrôles, entraînant une diminution constante de la liberté de ceux qui leur ont accordé le pouvoir.

En examinant tout ce qui précède, il devrait être clair que c'est la nature de tous les gouvernements de chercher à accroître leur pouvoir sur ceux qu'ils ont juré de représenter. Il faut également comprendre qu'ils n'abandonneront pas ce pouvoir de leur plein gré. À un moment donné, ils réussissent suffisamment à établir la soumission pour que la population doive soit se débarrasser des personnes au gouvernement, soit se débarrasser du système gouvernemental, soit se retirer du système. Cette dernière solution peut être choisie afin de retrouver plus pacifiquement la liberté.

Chacun de ces choix possibles nécessite un changement radical, bien que le dernier d'entre eux implique moins de bouleversements ou de dangers pour l'individu.

L'alternative à un tel choix, et celle que choisit la grande majorité des gens dans toute culture, à toute époque, est d'accepter humblement la soumission. Seule une très petite minorité prendra réellement des mesures positives pour atteindre la liberté sur la tyrannie par le biais de l'internationalisation.

▲ RETOUR ▲

.Investir dans... des baskets ?

Bill Bonner | 7 mai 2021 | Le journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Vous avez bien sûr entendu parler de la théorie du "plus grand fou", la stratégie selon laquelle un acheteur paie un prix fou pour quelque chose, en pariant que quelqu'un d'autre paiera encore plus.

Eh bien, lundi, il semble que le plus grand fou de tous se soit finalement présenté à une salle des ventes. Matt Levine de Bloomberg est sur l'histoire :

Lundi, Sotheby's a annoncé avoir négocié une vente de 1,8 million de dollars des baskets Nike Air Yeezy 1 de Kanye West, ce qui en fait la paire de chaussures (connues) la plus chère jamais vendue.

Mais les baskets n'ont pas été achetées par un collectionneur amateur de chaussures. Au lieu de cela, elles ont été acquises par la société Rares, qui prévoit de fractionner les pièces de ces chaussures pour en faire un investissement.

C'est exact. Les "investisseurs" sont censés acheter des parts des chaussures... dans l'espoir de les revendre à d'autres "investisseurs" à des prix encore plus fous.

Bizarre et farfelu

Question : Quel est le retour sur investissement d'une paire de chaussures usagées ?

Réponse : Pas moins que sur les 40% de sociétés cotées au Russell 2000 qui perdent de l'argent.

Alors pourquoi pas ? Si les entreprises qui ne font pas d'argent ont de la valeur... pourquoi pas une paire de chaussures ?

Et pourquoi pas une chose qui n'est pas une chose du tout... un actif qui ne travaille pas pour gagner de l'argent et qui ne tourne pas à la lumière du jour pour l'amusement des spectateurs ?

C'est vrai, chaque fois que vous pensez que la théorie du plus grand imbécile a fait son temps, un imbécile encore plus grand arrive en sprintant.

La crypto Dogecoin a plus que doublé au cours de la semaine dernière. Il y a un an, il ne valait que 315 millions de dollars. Maintenant, il a une valeur marchande de 80 milliards de dollars.

Encore plus fou - ce week-end, il pourrait aller beaucoup plus haut. Le PDG de Tesla, Elon Musk, sera l'hôte du Saturday Night Live. S'il mentionne la pièce douteuse, elle va probablement s'envoler (beaucoup de gens ont parié dessus).

Sic transit bubble mundi.

Tireurs actifs

Les investisseurs deviennent déséquilibrés.

L'impression monétaire de la Réserve fédérale (plus de 7 000 milliards de dollars depuis le début du siècle... qui augmente maintenant d'environ 4 milliards de dollars par jour) et ses taux d'intérêt réels négatifs (pendant la majeure partie des 11 dernières années) les transforment en tireurs actifs, tuant sans raison la richesse décente et le capital honnête.

Et maintenant, la Fed elle-même est piégée dans le théâtre... se cachant entre les sièges. Voici CNBC :

La hausse des prix des actifs constitue une menace croissante pour le système financier, a averti la Réserve fédérale dans un rapport jeudi.

Le gouverneur de la Fed, Lael Brainard, a déclaré que la situation mérite d'être surveillée et souligne l'importance de s'assurer que le système dispose de protections appropriées.

"Les prix des actifs peuvent être vulnérables à des baisses significatives si l'appétit pour le risque diminue", a déclaré la banque centrale.

Sshh !

La Fed a créé une bulle - avec peut-être 30 à 50 000 milliards de dollars de mauvais "investissements", ou simplement surévalués. La bulle menace d'éclater.

Mais la Fed ne peut pas augmenter les taux d'intérêt, sinon elle se mettrait en danger et déclencherait la catastrophe qu'elle a juré d'éviter.

La seule façon d'empêcher la bulle d'éclater maintenant est d'insuffler plus d'air. Ensuite, la bulle grossit... et les investisseurs deviennent encore plus dérangés.

N'importe quel crétin - même un gouverneur de la Réserve fédérale - peut voir que cela va mal finir. Mais les dégâts seront beaucoup plus profonds et durables que la plupart des gens ne le pensent.

Pas de véritable investissement

"Investir" dans une paire de baskets n'est pas la même chose que de construire une usine. Le promoteur de l'investissement n'apprendra pas à fabriquer des outils de précision ou à finir du béton. Personne ne pointera jamais à l'heure et n'ira travailler avec ces baskets.

Et les "investisseurs" qui passent leur temps à étudier l'"investissement" ne trouveront pas comment ajouter de la richesse réelle en fournissant davantage de biens et de services ; ils soustrairont de la richesse, en allouant des capitaux rares à des projets sans avenir.

Que cela vous plaise ou non, l'argent fictif de la Fed est peut-être illimité, mais les éléments nécessaires à la production de richesses réelles ne le sont pas.

Le temps, l'attention, l'énergie, l'organisation, les compétences, l'épargne, l'innovation, l'intelligence, les matières premières, l'espace - si vous les "investissez" dans la construction de pyramides, vous obtenez des pyramides.

Mettez-les au travail pour produire des actifs fractionnés de baskets... et c'est ce que vous obtenez.

Correction catastrophique à venir

Malgré toutes les recherches et les théories sur la montée et la chute des civilisations, le modèle de base est très

simple : Plus les ressources (y compris les personnes et le temps) sont mal utilisées... plus les gens s'appauvrissent.

Cette semaine, nous nous sommes demandés comment les mauvais investissements - causés par les politiques de l'imbécile de la Fed - finissent par être corrigés.

"Catastrophiquement", voilà la réponse.

L'élite contrôle le gouvernement. L'élite bénéficie des politiques qui encouragent les mauvais investissements (parce qu'elles transfèrent la richesse à une minorité au détriment du plus grand nombre). Les mauvais investissements continuent.

Dans le secteur privé, au moins, les imbéciles gaspillent leur propre argent. Et tout le spectacle pourrait être corrigé rapidement - en quelques minutes, après que M. Market ait appelé les flics.

Mais dans le secteur public, ce sont les décideurs eux-mêmes qui se déchaînent.

Hier encore, on apprenait qu'~~Alexandria Ocasio-Cortez~~ (AOC) voulait créer une "Climate Corp" de 10 milliards de dollars financée par les contribuables. Elle dit qu'elle recruterait quelque 1,5 million de soldats civils pour combattre la planète Terre. Notre planète se réchauffe, prétend-elle ; les nouveaux guerriers du climat vont l'arrêter.

Tout ce que Mme AOC veut faire est déjà réalisé par des dizaines de programmes fédéraux. Mais pourquoi pas un autre ?

S'il est lancé, le Climate Corp - comme le Peace Corps (toujours en activité après plus d'un demi-siècle d'amélioration du monde... avec un budget de 410 millions de dollars et pas un seul volontaire sur le terrain !) - sera avec nous pour toujours...

Et tant que l'impression de l'argent continuera, les mauvais "investissements" continueront.

Nous compterons les corps plus tard.

▲ RETOUR ▲

.L'illusion de contrôle des Fédéraux

Bill Bonner | 8 mai 2021 | Le Journal de Bill Bonner

Note d'Emma : ici Emma Walsh, rédactrice en chef du Journal.



Bill et son collègue de The Bonner-Denning Letter, Dan Denning, tirent la sonnette d'alarme sur la disparition imminente du dollar américain.

Les résultats de l'impression monétaire sans fin des autorités fédérales sont évidents : hausse des prix des matières premières, hausse des marchés boursiers et hausse des rendements du Trésor américain.

La secrétaire au Trésor Janet Yellen et le chef de la Fed Jerome Powell affirment avoir tout sous contrôle. Rien à voir ici.

Mais Bill pense que le moment de vérité approche à grands pas... Feront-ils ce qu'il faut ?

Où vont-ils actionner les presses à imprimer, injecter encore plus d'argent dans le système, et laisser mourir le dollar ?

Oui, l'inflation est là. Elle se manifeste un peu partout - dans les produits de base, la nourriture, le logement et le carburant.

J'ai récemment reçu cette liste de mon coauteur de la Bonner-Denning Letter, Dan Denning. Elle montre **les augmentations des 12 derniers mois pour ces produits de base** :

Bois de construction : +265%

Pétrole brut West Texas Intermediate : +210 %.

Essence : +182%

Pétrole brut Brent : +163%

Mazout de chauffage : +107%

Maïs : +84%

Cuivre : +83%

Soja : +72%

Argent : +65%

Sucre : +59%

Coton : +54%

Gaz naturel : +43%

Platine : +52%

Palladium : +32%

Blé : +19%

Café : +13%

Bien sûr, si vous ne mangez pas, ne vivez pas dans une maison ou ne vous déplacez pas, vous ne le remarquerez peut-être même pas. Mais le reste d'entre nous devrait se préparer.

Tout est sous contrôle

L'une des choses auxquelles nous avons pensé est qu'il est difficile de penser à l'inflation. Partout où vous regardez, il y a quelqu'un qui vous dit de ne pas vous en préoccuper.

Par exemple : La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, maîtrise l'économie. La Réserve fédérale a le système financier sous contrôle. L'équipe Biden est occupée à construire un monde meilleur dont nous pourrions profiter.

Et si vous voulez devenir riche, vous attendez simplement qu'Elon Musk (le magnat des affaires devenu une sensation Twitter) mentionne quelque chose... et vous l'achetez.

Quelle surprise ce sera pour nous tous lorsque **toute cette fantaisie s'effondrera en un tas.**

Un ralentissement pas ordinaire

Et oui, c'est ce à quoi vous devez vous attendre. Il ne s'agit pas d'un ralentissement ordinaire, cyclique, dans lequel les taux d'intérêt augmentent et les prix des actions baissent.

Dans une économie saine, on peut s'attendre à cela. Les choses vont monter et descendre. Les prix des actions étant à leur plus haut niveau ou presque, un marché baissier devrait survenir dans le cours normal des affaires. Il n'y a pas lieu de s'alarmer.

Tout comme le marché obligataire devrait entamer une longue tendance à la hausse des rendements. Ils ont baissé au cours des 40 dernières années... Il est grand temps qu'ils se retournent.

Ce que nous observons maintenant est quelque chose de beaucoup plus sinistre. Il y a de nombreuses années, nous avons estimé qu'aucune monnaie de papier ne pourrait survivre à un cycle complet de taux d'intérêt.

De bas en haut et de nouveau en bas, un cycle complet met le système monétaire... ainsi que la force morale des personnes qui le dirigent... à l'épreuve.

En ce qui concerne cette dernière, nous avons peu d'espoir.

Nous avons déjà vu les autorités gonfler la masse monétaire lors de trois paniques au cours de ce siècle. Elles ont porté le bilan de la Fed à un total de 7,8 trillions de dollars.

À chaque fois, elles ont réussi à faire baisser un peu plus les rendements.

Mais **le marché haussier des obligations semble avoir touché le fond le 4 août 2020, avec un rendement de 0,51 % pour l'obligation du Trésor à 10 ans.**

Depuis lors, les rendements n'ont cessé d'augmenter. Et maintenant, le 10 ans se négocie autour de 1,6 %.

Le moment de vérité

Nous ne savons pas encore si le mois d'août dernier a marqué le point bas des rendements. Mais tôt ou tard, les rendements vont continuer à augmenter et les choses vont commencer à se corser.

La dette totale des États-Unis s'élève à plus de 80 000 milliards de dollars. Même une petite augmentation des taux d'intérêt rendra le refinancement difficile.

Les prix à la consommation vont également augmenter, l'indice des prix à la consommation (IPC) dépassant les

5 %... puis les 10 %. Pas nécessairement demain, mais cela arrivera.

Pendant ce temps, les actions vont chuter. **L'économie entrera en récession/dépression.**

Et alors, le moment de vérité sera proche.

Dans une autre panique, avec l'enfer qui se déchaîne autour d'eux, les fédéraux auront un choix à faire...

Ils peuvent protéger le dollar et laisser la correction se poursuivre. Ou ils peuvent injecter plus d'argent dans le système et laisser le dollar (et le système actuel de monnaie-papier) mourir.

L'impression de l'argent

C'est le genre de choix qu'une monnaie adossée à l'or (comme l'était le dollar jusqu'en 1971) était censée éviter.

Les gens ont découvert il y a des siècles que l'on ne pouvait pas faire confiance aux humains avec de l'argent. Dans un moment de stress ou d'avidité, ils en "imprimaient" davantage.

Mais vous ne pouvez pas facilement augmenter l'offre d'or. Donc, en cas de crise, les autorités n'auraient pas le choix. Elles devraient renoncer à leurs espoirs d'être acclamées comme un "héros" et ignorer les appels à l'aide. Elles devraient admettre qu'elles n'ont aucune aide à apporter.

Mais cette fois, c'est différent. En quelques clics, la Fed peut créer des trillions de dollars d'argent frais. Et dans la prochaine crise - comme dans la dernière - ils n'hésiteront pas.

Même des revers assez routiniers pour le marché boursier (en 2008 et à nouveau en 2020) ont suffi à faire entrer la Fed dans un paroxysme d'impression monétaire.

Dans le monde entier, rien qu'au cours des 12 derniers mois, les banques centrales et les gouvernements centraux ont fourni quelque 27 000 milliards de dollars de liquidités supplémentaires par le biais de déficits et de crédits d'impression monétaire.

Au diable l'inflation !

Essayez donc d'imaginer ce qui va se passer ensuite.

Le prochain krach pourrait anéantir le marché des crypto-monnaies - pour 2 000 milliards de dollars de pertes.

Et le simple fait de ramener les cours des actions américaines à des niveaux de ratio cours/bénéfices (P/E) historiquement plus "normaux" entraînerait une perte d'au moins 15 000 milliards de dollars.

Imaginez les cris et les hurlements de Wall Street. Imaginez comment le Congrès exigerait une action.

Imaginez les chroniqueurs... les économistes... les lobbyistes... et les torgnoles, qui réclameraient tous plus d'argent.

Imaginez Yellen et le chef de la Fed, Jerome Powell, les genoux tremblants, le dos mou et l'esprit confus...

Pourraient-ils défier les financiers et les fédéraux et soutenir le billet vert, comme l'a fait l'ancien président de la Fed, Paul Volcker ? Seraient-ils prêts à "arrêter la presse" et à laisser les choses se dérouler naturellement ?

Aucune chance. Ils imprimeraient plus d'argent. Au diable l'inflation !

Et bientôt, le cimetière de la fausse monnaie ouvrirait ses portes.

Là, saluant le dollar post-1971, se trouveront le mark allemand, le dollar zimbabwéen, l'austral argentin et des centaines d'autres monnaies en faillite.

▲ RETOUR ▲

Pourquoi le chômage ne nous sauvera pas de l'inflation

rédigé par [Etienne Henri](#) 11 mai 2021

Les théories économiques sur lesquelles nos gouvernants s'appuyaient depuis des décennies se révèlent erronées... et cela n'augure rien de bon pour la reprise : il va falloir s'adapter, notamment du point de vue de l'investissement.



Nous avons vu [hier](#) que la normalisation de la situation sanitaire n'est pas nécessairement bon signe à court terme pour notre économie.

Le rebond de la consommation, que les expériences chinoises et américaines nous permettent d'anticiper, risque de se heurter au mur des capacités de production et causer un nouvel épisode inflationniste.

Selon la doctrine économique en vogue chez nos décideurs, celui-ci ne pourrait être qu'un épiphénomène tant notre chômage est élevé dans l'économie occidentale. Mieux encore, le faible taux de participation à l'emploi (le « chômage réel » de la population active, par opposition au chômage décompté par les autorités) offrirait un matelas de protection supplémentaire.

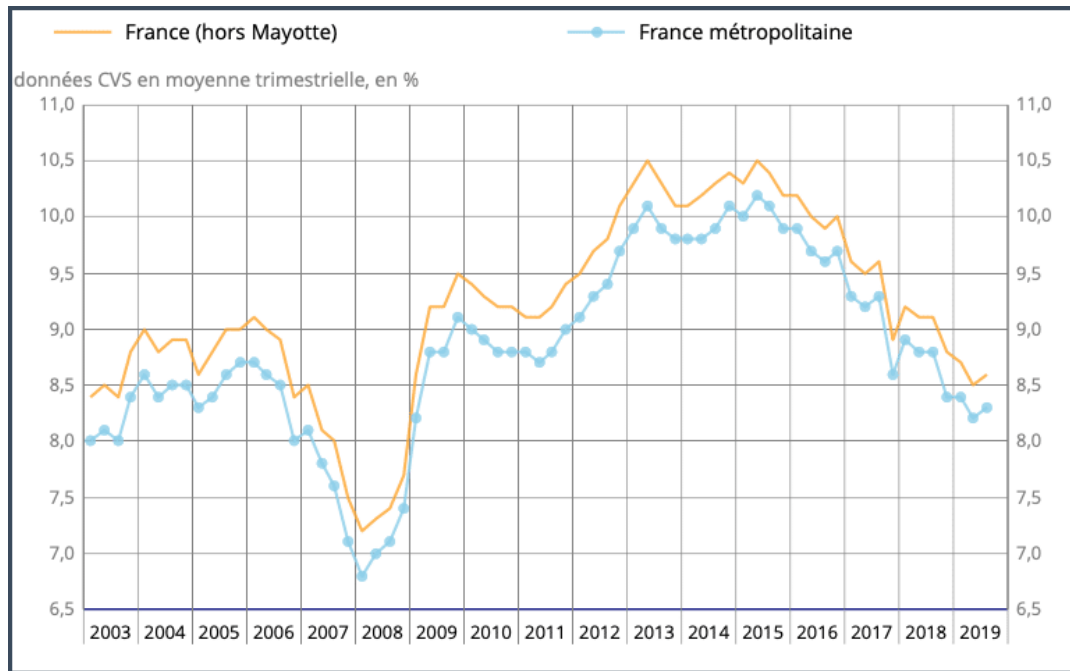
Nous allons voir aujourd'hui que ni le taux de chômage élevé, ni la faible participation à l'emploi ne sont en mesure de jouer le rôle de régulation de l'inflation. Ces vœux pieux sont basés sur des hypothèses économiques vieilles de plus d'un demi-siècle dont il est désormais établi qu'elles sont fausses.

Le mirage du taux d'activité

Nos gouvernements sont, depuis toujours, maîtres dans l'art de noyer les poissons statistiques. Chacun sait que les chiffres officiels d'inflation, de croissance, et de chômage sont torturés au point de perdre pied avec la réalité.

La décorrélation entre le taux de chômage occidental, censé rester sage ou légèrement croissant, et la participation à l'emploi qui, elle, raconte une histoire bien différente, fait depuis quelques années les choux gras de la presse économique.

Il est vrai que les personnes en âge de travailler mais radiées des listes de demandeurs d'emploi, qui se comptent par millions, sont bien plus nombreuses que les chômeurs officiels. Avant la crise du Covid-19, le taux d'activité des 15-64 ans en France s'établissait à seulement 71,5%. Avec près de 30% de non-participation, l'écart était grand avec le taux de chômage au sens du BIT, qui n'était pour sa part que de 8,2% (un plus-bas de 10 ans).



Evolution du taux de chômage officiel depuis 2003. Source : [INSEE](https://www.insee.fr)

Il est facile de conclure, au vu de cet écart, à une manipulation des chiffres et de préférer surveiller le taux d'activité. La réalité est que le taux de chômage officiel est un indicateur notoirement incomplet – mais le taux de participation l'est aussi.

Si les statisticiens utilisent ces deux indicateurs, c'est parce qu'ils racontent chacun une histoire qui mérite d'être écoutée. Derrière les chômeurs radiés se cachent souvent des personnes ayant abandonné la recherche d'emploi et dont le retour à la vie active n'a rien d'évident.

C'est vrai pour le jeune trentenaire non diplômé qui, après dix ans de petits boulots parfois en intérim et parfois au noir, baisse les bras et se contente des généreuses allocations françaises. C'est aussi vrai pour l'ouvrier qualifié qui, licencié à 55 ans après avoir fait carrière dans la même usine, ne va certainement pas reprendre le chemin des études pour devenir *webdesigner* ou *data scientist*.

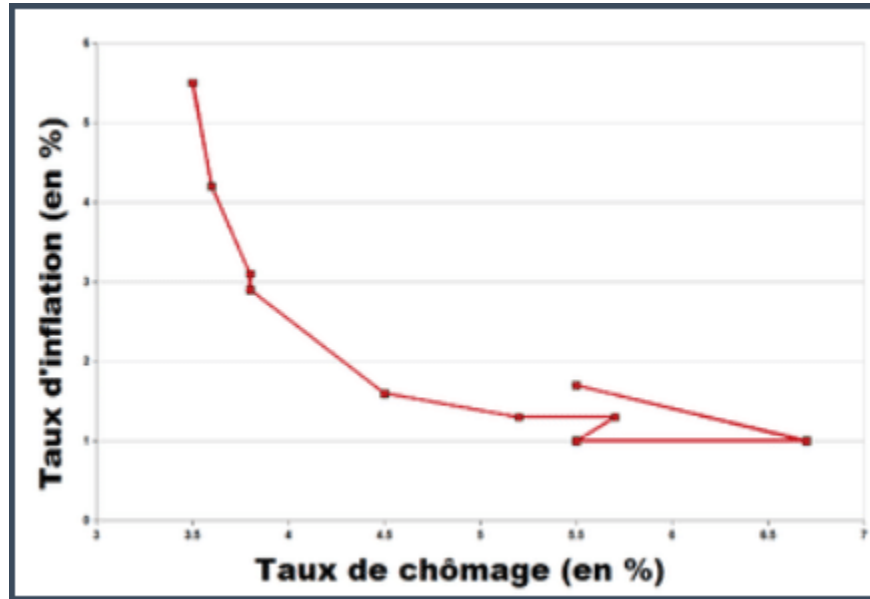
Si la gauche comme la droite prétendent chacune avoir, par la carotte ou le bâton, la solution miracle pour faire de ces inactifs des forces productives, la réalité est que toute sortie prolongée du marché du travail est souvent définitive.

Les citoyens inactifs ne sont par conséquent pas une cagnotte de main d'œuvre que les gouvernements pourraient, par une politique appropriée, remettre du jour au lendemain sur le chemin vertueux de l'emploi.

Pire encore, même les chômeurs en recherche active ne nous protégeront pas d'un possible épisode inflationniste causé par un emballement de la consommation – et ce quel que soit leur nombre.

Il est temps de tuer Phillips

En 1958, William Phillips, un économiste néo-zélandais, théorisait un lien entre hausse des salaires et taux de chômage. La hausse des salaires étant une des composantes de l'inflation, et nos décideurs s'avérant incapable de différencier une corrélation d'une causalité, la fameuse courbe de Philips fut utilisée bien au-delà de ce qu'elle prouvait.



La courbe de Philips selon les données disponibles dans les années 1960. Image : WikiCommons

Après un demi-siècle d'utilisation à tort et à travers, le prétendu lien entre chômage et inflation est utilisé pour justifier des politiques des banques centrales et pour établir les prévisions économiques.

Passons sur le fait que, même si la relation était confirmée, elle n'implique pas de causalité. Ce n'est pas parce que deux phénomènes semblent évoluer de concert que jouer sur un paramètre modifie nécessairement l'autre (les acheteurs de Ferrari sont souvent riches, mais acheter une Ferrari ne vous rendra pas riche).

Si la courbe de Philips mérite d'être définitivement oubliée, ce n'est pourtant pas parce que les interprétations qui en sont faites sont abusives, mais parce que le lien même entre chômage et inflation a été montré comme inexistant à de nombreuses reprises depuis.

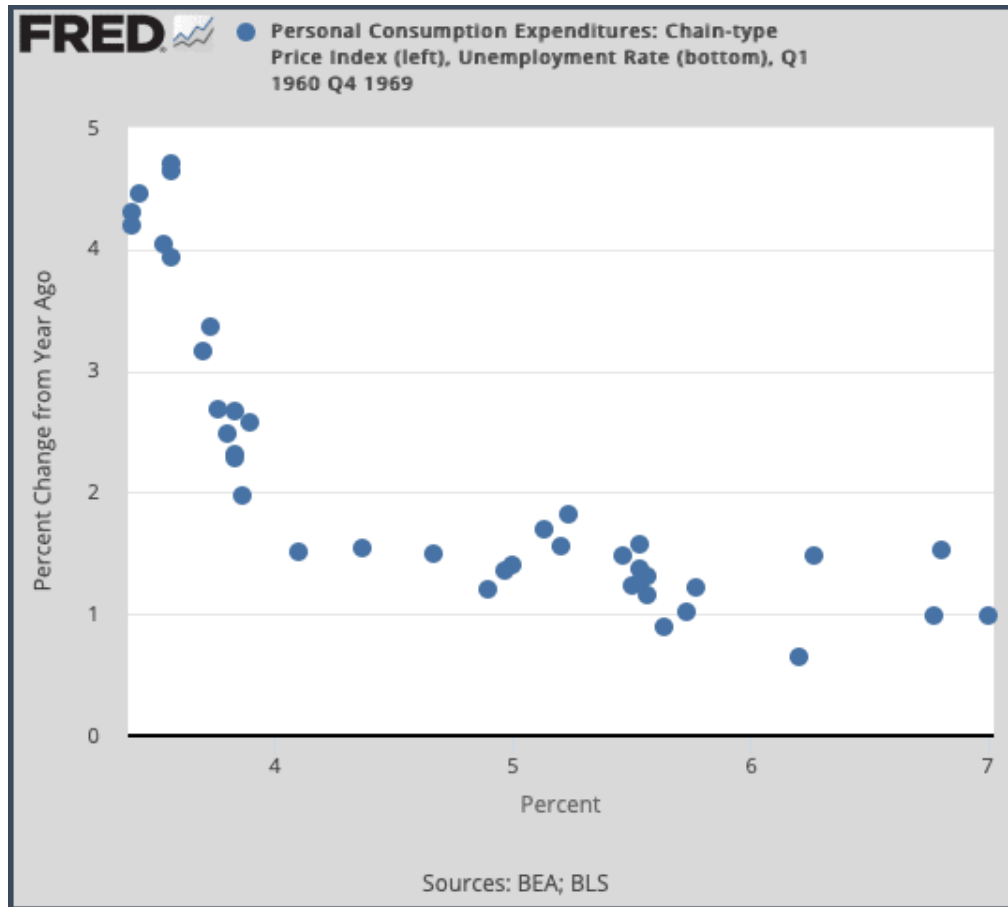
Les données observées depuis les années 1970, soit un demi-siècle, sont en contradiction complète avec celles dont disposait Phillips en 1958.

Même la Fed n'y croit plus

N'y voyez pas là un discours complotiste ou iconoclaste : même la Fed de St Louis s'est fendue, il y a un peu plus d'un an, d'un communiqué public prenant acte de l'invalidité de l'hypothèse de Philips.

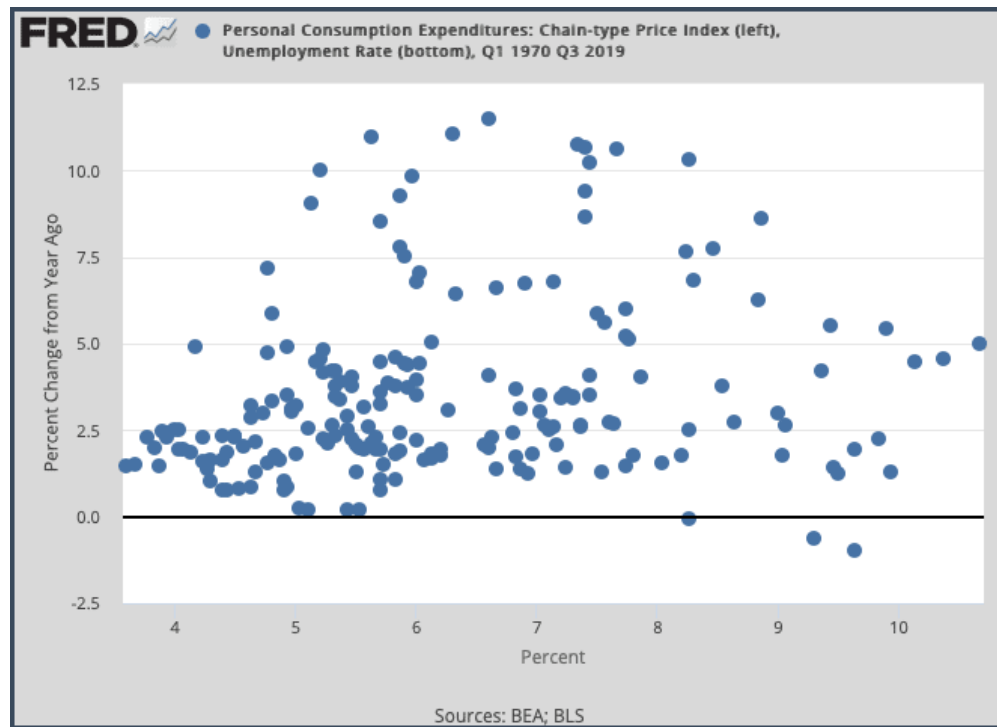
Ce que tous les économistes sérieux avaient compris dès les années 1990, et que nos dirigeants font encore mine d'ignorer aujourd'hui, est désormais écrit noir sur blanc par les représentants de la plus puissante institution financière au monde : il n'y a pas de lien entre l'inflation et le chômage.

Pour illustrer son propos, la Fed publie côte à côte deux graphiques qui permettent de dissiper les derniers doutes.



Jusqu'aux années 1970, les données semblaient confirmer l'hypothèse de Philips. Source : St Louis Fed

Vient ensuite un demi-siècle de mesures supplémentaires. Entre 1970 et 2019, plus de corrélation inverse, plus aucun lien : le nuage de points est totalement aléatoire.



Sur les 50 dernières années, aucun lien ne peut être mesuré entre chômage et inflation. Source : St Louis Fed

Il est désormais bien établi qu'une économie peut avoir simultanément une inflation forte avec un fort taux de chômage, une inflation faible en situation de plein-emploi, ou se trouver dans n'importe quelle autre combinaison des deux facteurs.

Nos dirigeants seraient bien inspirés de mettre leurs connaissances économiques à jour et prendre acte de l'absence de lien entre taux de chômage et rythme de l'inflation.

La culture économique des hommes politiques étant ce qu'elle est, les citoyens-investisseurs ne devraient pas retenir leur souffle en attendant une adaptation des politiques monétaires à ces « nouvelles » données... mais il reste possible d'en tenir compte dans nos stratégies d'investissement.

En 2021, en cas de reprise de la consommation, le chômage ne jouera pas le rôle de protection contre l'inflation car ce mécanisme n'existe plus depuis 1970. Malgré un chômage à 10,1% en France et de 8,7% en Europe, un épisode inflationniste reste le plus probable une fois que les mesures sanitaires auront été levées.

▲ RETOUR ▲

.Crises, banques et inflation

rédigé par [Bruno Bertez](#) 11 mai 2021

Les dirigeants économiques et financiers s'appuient sur une série de certitudes de plus en plus fragiles : inflation, taux, risques... Or il suffit qu'un élément cède pour qu'il entraîne tout le reste du système dans sa chute.



« Je vais m'acheter un pain avec ce milliard de dollars »

Lors de la crise de 2008, j'ai proposé une interprétation plus vaste que l'interprétation dominante imposée par les idéologues des banques centrales. J'ai expliqué qu'une crise, c'est quand une rupture se produit dans les certitudes, quand un invariant lâche et se met à varier.

La crise, c'est quand, une certitude s'effondrant, le réel cesse d'être dérivable, la linéarité laisse la place au fractal ou à l'exponentiel. On passe de l'arithmétique au géométrique.

[En 2008](#), deux invariants ont lâché. Le premier, c'est la croyance que les prix de l'immobilier ne pouvaient que monter ; le second, c'est l'illusion que le marché du refinancement des banques ne se tarirait jamais.

On a vu ce qu'il en est advenu quand les zozos comme Ben Bernanke ou Henry Paulson ont osé dire : « la crise est contenue ». Ces gens ne savent pas dans quel monde nous vivons, ils ne connaissant que l'imaginaire dans lequel ils vivent.

Ce n'est pas différent aujourd'hui

Nous vivons de la même façon sur les invariants suivants :

- l'inflation actuelle est transitoire ;
- les marchés financiers sont à leur prix car les taux sont bas ou nuls ;
- le levier est maîtrisé, les risques sont circonscrits ;
- la demande pour la monnaie de la Fed ne se dérobera pas.

Ces invariants ne sont pas indépendants les uns des autres ; il faut observer que la seule rupture de l'un d'entre eux précipitera la dégringolade des autres.

Je vous conseille d'en faire l'examen dans votre tête. Vous prenez l'un des invariants, vous le faites sauter et vous imaginez ce qui se passe chez les autres.

L'invariant d'actualité, [c'est l'inflation](#).

C'est lui qui retient l'attention et qui fait l'objet des débats. Cela ne veut pas dire que l'édifice, l'échafaudage ne lâchera pas ailleurs – ou, plus vraisemblablement, ailleurs et sous une forme indirecte qui ne se donnera pas à voir facilement.

Ainsi, [la catastrophe Archegos](#) aurait, ou pourra avoir, des ramifications car elle met en cause toute une chaîne de risques que l'on retrouve enfouis dans les *family offices*, dans les SPAC, [chez Ark](#), etc.

Mais restons sur l'inflation car c'est l'actualité centrale.

Les banques sont fragilisées

Une surprise à la hausse de l'inflation pourrait avoir des ramifications importantes. Le marché obligataire serait confronté à une instabilité majeure.

Au-delà de l'avalissement des cours et de la dilatation des primes de risques, on craindrait la mise en branle d'une dynamique déstabilisatrice : réduction des risques/ désendettement/chute de valeur des collatéraux/grippage du marché du refinancement/disparition de la liquidité.

Tout cela viendrait augmenter les *value at risk* dans les bilans des banques et réduirait leur capacité bilancielle. Hmm... [Vous croyez les banques solides ?](#)

L'instabilité et l'illiquidité du marché deviendront des problèmes encore plus importants, voire dramatiques, car au même moment, les pressions inflationnistes affaibliront la propension/la latitude de la Fed à réaliser des injections rapides et massives.

Soudainement, le marché sera obligé de réévaluer la fiabilité de son filet de sécurité. Il doutera d'un invariant majeur, la capacité de la Fed à mettre en place son fameux *put*.

C'est le scénario qu'il faut envisager : montée des pressions inflationnistes qui fait peur au marché obligataire *en même temps* que la Fed a besoin, afin de maintenir sa crédibilité, de déployer ses plans pour réduire le QE et commencer les hausses de taux.

L'instabilité du marché obligataire déclencherait alors une phase de désendettement, d'autant plus meurtrière que **les marchés d'actifs sont gorgés de spéculation sur levier**, y compris sur les actifs dont tout le monde sait qu'ils ne sont que du vent comme les cryptos, les SPAC et autres ectoplasmes.

A suivre...

▲ RETOUR ▲

.Le "clou dans le cercueil" pour le dollar américain

Bill Bonner | 10 mai 2021 | Journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Lorsque nous vous avons quitté vendredi, l'excitation montait. Le dogecoin

montait... montait... montait... pour un gain de 14 000 % depuis le début de l'année.

Les fans s'attendaient à ce que le PDG de Tesla, Elon Musk - jusqu'ici le plus grand enthousiaste du Dogecoin - mentionne la crypto-monnaie à la télévision nationale lorsqu'il présentera le Saturday Night Live, ce qui le ferait grimper encore plus haut.

M. Musk fait bouger les marchés. Il lui suffit de murmurer le nom d'une action pour que celle-ci double ou triple.

En janvier, un tweet dans lequel il disait "Utilisez Signal" a été suivi d'une augmentation de 11 700 % du prix de Signal Advance, une société de soins de santé dont il n'avait jamais entendu parler. (Elon faisait référence à une application de messagerie appelée Signal).

Dans un autre incident célèbre, également en janvier, Elon a tweeté "Gamestonk !!" (stonk est une façon branchée et ironique de désigner des actions). L'action de GameStop a augmenté de 157 % après les heures de négociation.

Quant aux cryptomonnaies, Elon peut les envoyer "sur la lune".

Parti à découvert

Pour ajouter à la tension dramatique, samedi, quelques heures avant la diffusion du SNL, l'un des plus grands partisans du Dogecoin s'est retourné contre lui. "Nous sommes à découvert", a signalé Barry Silbert. Voici MarketWatch :

Barry Silbert, un acteur de premier plan dans le secteur des actifs numériques, a déclaré qu'il parie contre le dogecoin et exhorte les investisseurs dans l'une des transactions les plus chaudes de 2021 à convertir leurs avoirs dogecoin en bitcoins.

La missive de M. Silbert est publiée alors que le PDG de Tesla Inc. et de SpaceX et l'un des plus ardents défenseurs du dogecoin, Elon Musk, doit être l'invité de l'émission comique de fin de soirée "Saturday Night Live" de NBC.

Rappelez-vous le vieux conseil de Wall Street : Achetez la rumeur. Vendez les nouvelles.

Eh bien, quand Elon a fait son apparition au SNL, regardez ce qui s'est passé. De CNBC :

Alors qu'Elon Musk - l'autoproclamé "Dogefather" - faisait ses débuts au "Saturday Night Live", le prix du dogecoin a dégringolé.

La crypto-monnaie inspirée des mèmes a chuté jusqu'à 29,5 %, tombant à 49 cents à un moment donné. Musk a mentionné le dogecoin dans son monologue d'ouverture et dans "Weekend Update", l'émission d'information satirique de SNL. Lors d'une séance de questions-réponses avec les animateurs Michael Che et Colin Hanks, M. Musk s'est surnommé le "Dogefather", a déclaré que le dogecoin était une "arnaque" et a hurlé "To the moon", une phrase d'accroche populaire parmi les enthousiastes du dogecoin qui veulent faire grimper la valeur de la crypto-monnaie à un dollar.

Tout cela pour s'amuser.

Les tueurs de richesse

Pendant ce temps... l'agitation à la Réserve fédérale serait plus amusante, aussi, s'ils ne détruisaient pas le pays.

Oui, comme nous l'avons souligné la semaine dernière, la Fed a transformé les investisseurs - publics et privés - en tireurs actifs.

Dans le secteur privé, ils gaspillent leurs munitions en tirant sur le Doge... les NFT... les SPAC... Tesla... MicroStrategy... GameStop... les baskets des célébrités, et autres nuisances attrayantes.

Et dans le secteur public, ils dépensent des billions en "investissements" qui ne sont rien d'autre que des gâchis, des embrouilles et des pots-de-vin.

Ensemble, ils détruisent les investissements réels dans les entreprises réelles qui satisfont les clients réels et ajoutent de la richesse réelle à la société.

Et là, nous proposons une seule phrase pour expliquer le déclin et la chute des civilisations : *Plus vous dépensez de temps, d'énergie et de ressources pour des choses qui n'ont pas d'importance, moins vous en avez pour celles qui en ont.*

Ainsi, lorsque les traders de Robinhood courent après le Doge, ils n'apprennent pas l'électrotechnique, ne construisent pas de maisons ou n'investissent pas dans des entreprises qui proposent des produits et des services utiles.

De même, lorsque les autorités fédérales annoncent de nouveaux programmes visant à rediriger 4 000 milliards de dollars vers leurs trous de lapin favoris, elles vont gaspiller une grande partie de la richesse nationale.

Et si des "investisseurs" à la gâchette facile entendent parler d'un ralentissement de l'impression de monnaie... publique ou privée... ils se déchaîneront.

Clou dans le cercueil

Mardi dernier, Janet Yellen a déclaré au magazine The Atlantic que les taux d'intérêt pourraient devoir augmenter :

Il se peut que les taux d'intérêt doivent augmenter quelque peu pour s'assurer que notre économie ne surchauffe pas.

En quelques secondes, Janet s'est retrouvée à terre alors que les tireurs ouvraient le feu. Voici Business Insider :

La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a provoqué un petit pétage de plomb à Wall Street mardi lorsqu'elle a évoqué la possibilité que la Réserve fédérale doive augmenter les taux d'intérêt pour maîtriser l'inflation à la suite d'une forte augmentation des dépenses publiques.

Pourtant, Mme Yellen est rapidement revenue sur ses propos, déclarant lors du sommet du conseil des PDG du Wall Street Journal, plus tard dans la journée : "Je ne pense pas qu'il y aura un problème d'inflation."

Puis, vendredi, sont arrivées d'autres mauvaises nouvelles pour l'économie réelle... et de bonnes nouvelles pour les "investisseurs". Le dernier rapport sur l'emploi est arrivé... euh oh... il manque 734 000 emplois. Encore Business Insider :

Le nombre de salariés non agricoles a augmenté de 266 000 le mois dernier, a annoncé vendredi le Bureau of Labor Statistics. L'estimation médiane des économistes interrogés par Bloomberg prévoyait une augmentation de la masse salariée de 1 million. Le bond d'avril marque le quatrième mois consécutif d'augmentation de la masse salariée, mais le plus faible depuis septembre.

De plus, le gain de mars a été considérablement révisé à la baisse, passant de 916 000 à 770 000, ce qui réduit encore davantage les perspectives récemment optimistes quant à la reprise du marché du travail.

Les emplois manquants ont mis un "clou dans le cercueil" du dollar américain, déclare Erik Nelson de Wells Fargo. Cela montre que la reprise est en train d'échouer... et garantit une nouvelle émission de monnaie.

Mais au moins Elon et ses joyeux farceurs profitent du naufrage du dollar. Ce matin, on apprend qu'il va financer sa mission sur la lune avec - quoi d'autre ? - Dogecoin !

En avant Elon ! En avant les pierres ! En avant les cryptos !

Vers la luuuuuune !

▲ RETOUR ▲